

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA STRUCTURE
ET DE L'HISTOIRE
DES
**Syndicats Ouvriers
en Yougoslavie**

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Septembre 1940, à 14 heures

PAR

Milan ALEKSITCH

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. PIROU, Professeur

Suffragants : MM. AFTALION, Professeur
BAUDIN, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1940



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552809_0086

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA STRUCTURE
ET DE L'HISTOIRE
DES
**Syndicats Ouvriers
en Yougoslavie**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Septembre 1940, à 14 heures

PAR

Milan ALEKSITCH

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. PIROU, Professeur
Suffragants : MM. AFTALION, Professeur
BAUDIN, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1940

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

La Yougoslavie, telle que nous la connaissons de nos jours n'existe que depuis la Grande Guerre. Elle fut fondée le premier décembre 1918 sous le nom de Royaume des Serbes, Croates et Slovènes comprenant les territoires suivants : d'abord les deux anciens royaumes de Serbie et du Monténégro, ensuite les anciens territoires autrichiens de Slovénie, la plus grande partie de la Carniole, pays de la Couronne, certaines parties de la Styrie et de la Carinthie, ainsi que le Murland occidental désigné sous le nom de Prekmurje détaché de la Hongrie, et la Dalmatie ; en outre la Croatie et la Slavonie qui étaient unis à la Hongrie, la Bosnie et l'Herzégovine et enfin la Voïvodine.

Les syndicats ouvriers dont nous allons parler existaient, dans ces divers pays, habités par une population yougoslave, (« yougo » veut dire du sud) déjà au temps où peu de gens pouvaient songer à une patrie commune unissant tous ces pays. Le fait que la Yougoslavie est composée des peuples yougoslaves de différentes traditions historiques se reflète aussi sur le syndicalisme actuel du pays et exige de jeter un coup d'œil sur les mouvements syndicaux des pays, qui se développaient précédemment d'une façon particulière. Poursuivant ce chemin, nous verrons que le syndicalisme en Yougoslavie ne comprend qu'une étape historique. Ce fait

pose logiquement devant l'historien des syndicats ouvriers des pays yougoslaves une division de cette histoire en deux parties ou en deux époques : celle qui précède et celle qui succède la réalisation de l'unité nationale. Nous retrouvons, cependant, dans ce livre une troisième partie intercalée entre les deux autres. Cette dernière ne se poserait pas catégoriquement à tous les historiens. Nous l'avons décrite comme une période de transition.

De ces trois époques, la première est caractérisée par les efforts que les ouvriers de tous les pays avaient fourni en vue d'édifier le syndicalisme. Elle concerne les germes et le développement de l'idée des organisations ouvrières en général et des syndicats eux-mêmes dans les divers pays yougoslaves qui étaient, en grande partie, durant une longue période sous la domination des puissances étrangères.

Seule la Serbie était politiquement indépendante au moment où les premiers souffles des grands vents socialistes qui tourmentaient la vie économique et politique des pays et des peuples occidentaux — de loin plus avancés au point de vue industriel — atteignaient certains fils de ce peuple fier du rôle que l'histoire lui a imposé. Il a, pendant de longues années, été la barrière protégeant la civilisation occidentale contre le flot asiatique qui, sous le signe d'une mission religieuse, menaçait d'inonder l'Europe toute entière. A travers les milliers et les milliers de vies humaines, et à ce prix seulement, il n'avait pu s'élargir au delà des Balkans. Mais les pays balkaniques furent pendant cinq siècles asservis sous le joug turc.

Les conquêtes scientifiques, les triomphes techniques, le machinisme du XVIII^e et du XIX^e siècles leur restaient inconnus et sous la protection des montagnes et des forêts, ils combattaient pour la

cause de la liberté nationale. Il s'agit ici de la Serbie et du Monténégro.

La Bosnie et l'Herzégovine faisaient partie de l'Empire Turc jusqu'au dernier quart du *xix^e* siècle. En 1878 déjà, au Congrès de Berlin à la suite d'un accord entre la Turquie et l'Autriche, celle-ci a obtenu le droit d'absorber presque complètement ces deux provinces au point de vue surtout administratif et économique. Elle les annexa en 1908.

La Croatie, la Slovénie et quelques autres pays avec une population en grande majorité slave avaient, si on peut le dire, plus de chance. Elles se trouvaient, au début, sous la domination de cette puissance civilisée qu'était l'Empire Austro-Hongrois. Cela leur a donné la possibilité de voir quelques rayons de ce grand soleil que la Révolution française a répandu, au cours du *xix^e* siècle à travers le monde. Mais toutefois, elles ne connaissaient pas la liberté nationale. On comprend bien, que dans des conditions semblables la culture et la civilisation n'y pouvaient fleurir. Le système féodal, depuis longtemps brisé dans la plupart des pays européens, existait encore dans les Balkans au *xix^e* et même au début du *xx^e* siècle.

Le socialisme, en tant que mouvement politique et idéologique, le syndicalisme, en tant que mouvement économique, étaient nés au sein de ce progrès humain représenté par la culture et la civilisation.

Faut-il nous étonner de ne pas voir tous les peuples du monde accéder en même temps sur le chemin que parcourt l'humanité dans sa marche historique ? Faut-il nous étonner de ne voir l'éveil des masses laborieuses yougoslaves qu'à l'époque où celles de la France commencent déjà à connaître leurs temps héroïques ?

C'est seulement à la fin de la Grande Guerre en 1918 que la plus grande partie des peuples yougoslaves : Croates, Serbes, Slovènes, se trouvèrent unis pour la première fois, dans une même patrie, libre et commune. Et c'est là que la première époque de l'histoire des syndicats ouvriers prend fin. Mais en réalité, les moments historiques sur lesquels nous venons de jeter un coup d'œil, ont conditionné que l'unité syndicale survint peu après l'unité politique et nationale des peuples yougoslaves. Le laps de temps entre la réalisation de l'unité nationale et la réalisation de l'unité syndicale, dura à peu près trois années. Il fut pour la vie syndicale d'une importance particulière. Pour en avoir un aspect plus clair, nous serons obligés d'y consacrer la deuxième partie de cet ouvrage.

Nous allons par conséquent aborder tout d'abord l'histoire et la structure des syndicats ouvriers dans les pays yougoslaves depuis l'éclosion de l'idée dans l'esprit des masses ouvrières sur la nécessité de la constitution d'associations professionnelles et économiques, idée qui apparaît à la fin du xix^e pour se réaliser au début du xx^e siècle. Nous terminerons cette époque au seuil de la Grande Guerre.

Nous décrirons ensuite la période de la Grande Guerre en appuyant sur sa fin et sur la période de transition que nous avons déjà signalée. Dans cette période, à la suite des révolutions russe et hongroise, le mouvement politique des partis ouvriers eut un élan formidable. Nous la terminerons avec 1921 où le pouvoir public des partis bourgeois fut stabilisé et les forces politiques et économiques des masses ouvrières furent brisées. La révolution nationale triompha de la révolution sociale proprement dite. Mais, contradiction bizarre, c'était à ce moment-là que nous nous trouvons en face de la réalisation de

l'unité des syndicats des divers pays yougoslaves dans l'Union centrale des ouvriers de Yougoslavie.

Avec cette Union nous entrerons dans la troisième et dernière phase de cette histoire, époque qui se développe dans les circonstances bien différentes de celles qui l'ont précédée, car il ne s'agit plus de mouvement économique ouvrier dans les pays yougoslaves dispersés et dominés en grande partie par une puissance étrangère, mais c'est la Yougoslavie, leur vraie patrie qui se trouve devant les masses ouvrières. C'est avec leur propre bourgeoisie, jeune et audacieuse, qu'elles sont obligées de s'affronter.

INTRODUCTION

LES DIVERS ASPECTS DU SYNDICALISME OUVRIER

La plupart des économistes ont déclaré que les syndicats ouvriers doivent être des organisations exclusivement économiques et comme tels, ils doivent influencer les rapports du travail. En fait, ils n'ont pas considéré les syndicats comme des organisations économiques, mais comme des organisations qui prétendent fonder un nouvel ordre social... (1) et cette simple constatation paraît se justifier par de nombreux faits.

D'autre part, l'histoire nous a montré que diverses doctrines et théories ont pris une large place dans le syndicalisme. En les examinant, on peut déduire que trois courants se sont particulièrement définis : l'un a considéré le syndicat ouvrier comme une organisation purement économique, le deuxième politique, et enfin un troisième, comme un organisme où ces deux aspects sont juxtaposés.

Nous ne nous proposons pas de faire ici une analyse scientifique de ces différentes doctrines et théories, mais nous essaierons d'en esquisser un bref exposé.

(1) M. Konstandinovitch, dans l'avant-propos de son livre « Le rôle économique des syndicats ouvriers », Beograd, 1934.

Comme le dit Victor Griffullhes : « Le mouvement ouvrier est le résultat d'une longue pratique, d'efforts quotidiens » (2). En effet, en exigeant de meilleures conditions de travail, les masses ouvrières agissaient spontanément, poussées par les besoins les plus élémentaires de leur vie, et le mouvement, dépassant même en ampleur les intentions premières de ses promoteurs. Là où agissent les sentiments et les instincts profonds de la vie humaine, la raison n'intervient qu'après pour justifier ou condamner. Son rôle créateur n'est pas amoindri, il est complété et peut, de cette manière, donner son plein rendement. L'idée peut naître des rapports que pose la vie sociale, mais souvent aussi, elle la précède et la dirige.

Le syndicalisme ouvrier est une création de la vie quotidienne. C'est ainsi que dans l'histoire du mouvement ouvrier on rencontre fréquemment de simples ouvriers qui « par la culture de soi-même » se transforment en de vrais théoriciens du travail ; de même, les idéologues et les théoriciens deviennent quelquefois de simples travailleurs pour mieux servir leur idéal.

L'esprit et la matière collaborent et souvent se pénètrent pour que se réalise une harmonie. Que deviendrait le syndicalisme-théorie s'il n'était fondé sur « une longue pratique d'efforts quotidiens » ? Un cadre vide dépouillé de toute raison d'être.

Ce n'est qu'en poursuivant cette manière d'observer les choses, qu'en suivant l'évolution de l'idée

(2) Avant-propos de l'Action Syndicaliste, brochure, Rivière, 1908. Victor Griffullhes : Voyage d'un révolutionnaire, impressions d'un propagandiste, brochure, Rivière, éd. citée par M. Ed. Dolléans dans : l'Histoire du mouvement ouvrier, Paris 1939, Colin, éd. (p. 120, t. II).

humaine, qu'on arrive, en matière du syndicalisme ouvrier, à saisir cette succession des faits et des doctrines souvent opposés et contradictoires.

Nous nous bornerons, dans l'exposé qui suit, à donner les diverses définitions du syndicalisme et des syndicats ouvriers, en négligeant totalement tout ce qui concerne les syndicats industriels, les syndicats de commerçants, d'artisans, et autres types. Nous essayerons aussi de grouper les différentes tendances du syndicalisme ouvrier d'après leurs caractéristiques principales en tenant compte de la place que l'évolution historique leur a assignée.

On parle « des définitions » et non de la *définition* du syndicat ouvrier parce qu'aucune définition du syndicat ou du syndicalisme n'est suffisante pour embrasser toutes les époques et toutes les circonstances dans lesquelles le mouvement ouvrier syndical est apparu et s'est développé. Il n'est pas douteux qu'il soit impossible de donner une définition complète du syndicat ouvrier, sans risquer de dire des choses inutiles ou d'omettre des points importants. L'exemple suivant nous le démontrera. M. Todorovitch, dans une étude juridique du syndicalisme (3) en donne cette définition :

« Le syndicalisme est une entité composée de
« l'action et de l'idéal, de méthodes d'action, de stra-
« tégie du combat et de l'idée, des buts qui inspi-
« rent aux syndicats l'atteinte des améliorations et
« d'un avenir meilleur. Le syndicalisme, c'est aussi
« l'idéologie qui inspire les données de la vie maté-
« rielle spirituelle et morale des syndicats. En un
« mot et en allant au fond, c'est la doctrine qui jus-

(3) Todorvitch Drag. Le Droit syndical et les doctrines syndicalistes. Thèse de 1934, Paris, p. 213-214.

« tifie ses actes, ses pensées, ses idéaux ; c'est l'actuel, l'être et le devenir, l'avenir social qui se fondent en une unité, qui se soudent dans le syndicalisme ».

Sans entrer dans la critique analytique d'une définition aussi complexe, lourde de mots abstraits — nous l'opposerons à la simplicité de la définition donnée par un militant ouvrier, V. Griffullhes (4), à propos de l'opposition du Syndicalisme français au syndicalisme allemand précédant la Grande Guerre :

« En Allemagne, il y a une masse de syndiqués. En France, il y a un syndicalisme, *théorie qui résume et contient toute l'action ouvrière* ».

Evidemment Griffullhes ne songe qu'à la période du syndicalisme révolutionnaire français élaboré par la classe ouvrière elle-même. Mais il donne, en deux mots, une idée précise du syndicalisme révolutionnaire. Un autre militant ouvrier de ce temps, Emile Pouget, donne une définition plus détaillée (5) :

« Le syndicat est le groupement essentiel... qui permet : 1° de tenir constamment tête à l'exploiteur ; le forcer à respecter les améliorations conquises... tendre à atténuer l'exploitation, en exigeant des améliorations fragmentaires... 2° Le syndicat tend à préparer une coordination grandissante des rapports de solidarité... 3° Le syndicat est surtout une école de volonté. »

(4) Les caractères du syndicalisme français, Discours prononcé par V. Griffullhes le 3 Avril 1907, à la Conférence Internationale tenue à Paris, à la Société de Géographie (Rivière, 1908) ; (cité par M. Ed. Dolléans, dans l'Histoire du Mouvement ouvrier, p. 133, t. II).

(5) Cité par E. Dolléans : op. cit., p. 124.

Dans cette définition apparaissent les préoccupations d'un militant imprégné d'une longue expérience acquise à travers d'incessantes luttes. Elle reflète la réalité quotidienne et ne s'éloigne pas de ce qui est profondément enraciné dans les sentiments des travailleurs organisés.

Il convient encore de donner quelques définitions d'écrivains et théoriciens socialistes et syndicalistes.

Karl Kautsky dans l'Introduction à l'Ensemble du Marxisme (6) donne une définition des corporations. Il y comprend évidemment aussi les syndicats parce qu'il dit notamment :

« Ce sont des associations professionnelles qui s'efforcent de sauvegarder les intérêts immédiats de leurs membres ».

Telles « associations ne s'opposent pas directement à l'ensemble du monde bourgeois, mais d'abord aux seuls capitalistes, de chaque profession ». Par là Kautsky tend à atténuer, sinon enlever, le caractère révolutionnaire des Syndicats ouvriers. De plus, les organisations professionnelles ouvrières, prises en elles-mêmes et individuellement, gardent plutôt un caractère anti-révolutionnaire, étant donné que ces divers groupements, ne pouvant discerner la communauté de leurs intérêts, restent étrangers les uns aux autres, et le cas échéant prennent même une attitude hostile (car les intérêts diffèrent suivant les professions : marins, mineurs, etc...). La solution, pour Kautsky, se trouve dans la théorie socialiste qui, pour lui, est la seule susceptible de coordonner les intérêts de ces divers

(6) Traduction française, du Capital, de Marx, pp. XLII et XLIII, Paris, 1930.

groupements professionnels. C'est au parti socialiste de rechercher et de défendre les intérêts de la classe ouvrière dans les différentes situations et en vue des luttes futures.

D'autres écrivains et théoriciens inspirés par les idées de la sociale-démocratie allemande ne s'éloignent pas de cette façon de considérer les organisations syndicales.

Julius Deutsch dans son « Histoire du mouvement syndical autrichien » définit les *syndicats modernes* comme : « les unions constantes des salariés, qui ont pour but de défendre les intérêts des ouvriers de la même profession, et en premier lieu d'entretenir et améliorer les conditions du travail » (7). Cette définition coïncide parfaitement avec celle donnée par les historiens des « Trade-Unions », Beatrice et Sidney Webb, qui considèrent le syndicat ouvrier comme « l'union constante des travailleurs ... avec le but de sauvegarder ou d'améliorer leurs conditions de travail ».

Inutile de continuer la série des définitions qui ne diffèrent pas essentiellement entre elles. Il sera préférable d'observer les mouvements syndicalistes d'une époque à l'autre et d'un pays à l'autre. Partout nous retrouverons toujours un nombre plus ou moins grand d'intellectuels qui se font les champions de telle ou telle théorie. D'autre part on pourrait esquisser, d'après les faits historiques, les étapes idéologiques différentes que le syndicalisme ouvrier a traversées, en particulier, celui qui a joué en son temps un rôle prédominant, depuis les premières émeutes dans les filatures anglaises.

(7) Cité par V. Koratch dans : l'Histoire du mouvement ouvrier en Croatie-Slavonie, t. II, p. 12.

Remontons d'abord à la naissance du syndicalisme. L'Angleterre est, sans contredit, la mère du Syndicalisme moderne où les bases avaient été posées non seulement au syndicalisme mais au mouvement ouvrier tout entier. Les masses chartistes avaient su, dès les premières révoltes contre le Factory System, dégager les grandes lignes sur lesquelles s'édifiera le Trade-Unionisme, quoique spécifiquement anglais, ce qui veut dire profondément conservateur, il servira pendant de longues années d'exemple aux travailleurs européens pour lesquels il constituait l'idéal de l'organisation ouvrière. On peut même dire que le Trade-Unionisme domine les masses ouvrières d'Europe jusqu'à la fin du xix^e siècle.

Le Trade-Unionisme a pu devenir conservateur grâce au développement magnifique du commerce international anglais parallèlement avec le progrès immense de l'industrie anglaise. L'Angleterre devient « l'atelier du monde tout entier » et la forme capitaliste se concrétise de plus en plus. La bourgeoisie anglaise, adroitement, facilite la tâche des Trade-Unions. L'ouvrier anglais voit son Standard of life s'élever ce qui n'empêche pas que des désillusions consécutives aux révoltes sanglantes de la quatrième décade du xix^e siècle, soient fortement ressenties par les ouvriers. La lutte plus organisée sur le terrain économique — quoique moins révolutionnaire — leur paraît plus avantageuse. La vie politique a évolué d'une manière assez favorable. Les libertés politiques sont peu à peu conquises et donnent l'impression que les conquêtes économiques sont mieux garanties. Il semble que le trade-unionisme ait trouvé sa route définitive. La constance des moyens pacifiques déployés, la croyance en leur réussite finale donnent naissance à l'esprit conser-

vateur du trade-unionisme anglais. Cela ne l'empêchera d'ailleurs pas d'évoluer dans la voie de la perfection technique et sociale.

Peu à peu, en partant de la protection des intérêts économiques des travailleurs d'une profession déterminée ou de ceux employés dans une seule entreprise ou une seule ville, le trade-unionisme a élargi son champ d'action et ainsi a protégé tous les travailleurs englobés dans la production d'un pays. La profession, en ce cas, passe au deuxième plan. Il va encore plus loin et tâche de rechercher les moyens pour protéger les intérêts économiques de la classe ouvrière toute entière. C'est la tendance vers l'internationalisation du syndicalisme ouvrier qui se manifesterà plus ou moins fortement dans tous les pays industriels. Le syndicalisme sous cette forme très avancée (les nouveaux trade-unions, les syndicats libres allemands et la plupart des syndicats dits réformistes) tend à assurer la priorité à ses membres et même à la classe ouvrière toute entière. Il s'agit d'améliorer la condition économique et sociale de tous les ouvriers. Mais tout cela bien entendu, dans le cadre du système capitaliste existant. De là, leur distinction avec le syndicalisme révolutionnaire français et les syndicats révolutionnaires à tendance communiste. Sous cette forme, le syndicat se définit (8) : « l'association constante des ouvriers pour l'amélioration de leur condition économique et sociale, pour le relèvement du niveau de leur vie et l'atténuation de leur dépendance des employeurs — tout en restant dans le cadre de l'ordre existant ».

Cette évolution du syndicalisme (trade-unionisme) a triomphé surtout en Allemagne à la fin du

(8) Konstandinovitch : op. cit., p. 10.

xix^e et au début du xx^e siècle. C'est notamment à partir de 1870 après la guerre franco-allemande, que le mouvement syndicaliste allemand se développe visiblement. Il nous faut dire ici quelques mots sur ce développement du syndicalisme en Allemagne, bien qu'il n'ait jamais eu une originalité spécifique.

Le progrès industriel de l'Allemagne apparaît au moment où l'industrie anglaise était déjà stabilisée. La France, à son tour, sous le deuxième empire, ne tarda pas à dégager son autonomie industrielle.

En Allemagne, le mouvement syndicaliste se développe surtout après la guerre de 1870. La Prusse enlève à la France deux provinces, riches et industrialisées. Une indemnité de guerre de 5 milliards de francs-or apporte un capital important à l'industrie allemande, qui progresse rapidement. Le progrès de l'industrie a provoqué l'accroissement des travailleurs industriels. Le mouvement ouvrier prit un nouvel aspect sous l'impulsion politique du socialisme. Le gouvernement bourgeois commença à craindre un tel développement et en 1878, le chancelier Bismark promulga une loi exceptionnelle contre les socialistes. La classe ouvrière allemande mena une lutte héroïque contre Bismark pendant 12 ans, jusqu'en 1890, où, avec le départ de Bismark, cette loi fut abrogée. Cette lutte a eu un caractère plutôt politique, car elle fut déclanchée par le socialisme allemand.

Mais parallèlement et indépendamment du socialisme, se développait aussi le mouvement syndical qui devint le plus important de l'Europe, par le nombre de ses adhérents. Idéologiquement, il se rapprochait du Trade-unionisme anglais conservant toujours une tendance conservatrice. Il est in-

téressant de constater que les théories révolutionnaires de Karl Marx et Friedrich Engels, tous deux Allemands, propagées en Allemagne depuis la quatrième décade du xix^e siècle n'avaient pas trouvé un écho pratique sur le terrain du syndicalisme allemand. Ces théories servirent d'arme au socialisme qui, dans une littérature très répandue, les propagea et les utilisa pour sa lutte, tout en leur enlevant le contenu essentiel que les grands maîtres appelaient « le matérialisme dialectique ». De cette manière, le mouvement ouvrier allemand prit une double apparence : « *du révolutionnarisme théorique du socialisme et du conservatisme pratique du syndicalisme* ». Au début du xx^e siècle, de 1902 à 1905, ces deux tendances s'entendent sur un terrain d'opportunisme et de réformisme en repoussant l'action révolutionnaire. La condamnation acerbe que Jaurès leur a adressée au Congrès international d'Amsterdam, a été pratiquement confirmée par la suite. Les socialistes allemands accueillirent la guerre de 1914 avec une impuissance complète de réaction.

Jaurès a dit notamment : (9)

« En ce moment, ce qui pèse sur l'Europe et
« sur le monde, sur la garantie de la paix, ce qui
« pèse sur tous, c'est l'impuissance politique de la
« sociale-démocratie allemande. Je dirais que le vice
« essentiel de la motion de Dresde, et qui avait
« échappé à nos camarades allemands, c'est qu'elle
« tendait à appliquer les règles d'action ou plutôt
« d'inaction qui s'imposent à l'heure actuelle à la
« démocratie socialiste allemande. Et je dirais que
« les deux prises par lesquelles le prolétariat peut
« agir sur le milieu politique et social lui font dé-

(9) M. Dolléans : op. cit., t. II, p. 104, en note.

« faut à l'heure présente. D'abord la tradition révo-
« lutionnaire du prolétariat... Le prolétariat alle-
« mand n'a pas historiquement une tradition révo-
« lutionnaire. Ce n'est pas lui qui a conquis sur les
« barricades le suffrage universel. Il l'a reçu d'en
« haut... Et pas plus que vous n'avez de moyens
« d'actions révolutionnaire... vous le savez bien,
« vous n'avez pas non plus de force parlementaire.
« Et vous avez devant votre propre prolétariat, vous
« avez, devant le prolétariat international, masqué
« votre impuissance d'action en vous réfugiant dans
« l'intransigeance des formules théoriques, que vo-
« tre éminent camarade Kautsky vous fournira jus-
« qu'à épuisement vital. Et alors, l'adoption dans ce
« Congrès international de la résolution de Dresde
« signifie que le socialisme international, dans tous
« les pays, dans tous ses éléments, dans toutes ses
« forces, s'associe à l'impuissance momentanée,
« mais formidable, à l'inaction provisoire, mais for-
« cée de la démocratie allemande... Prenez garde !
« la République est la forme logique et suprême de
« la démocratie. »

Jaurès, grand homme français, autant révolutionnaire que pacifiste ; autant français qu'humain, a su trouver les mots pour exprimer ce juste jugement contre la sociale-démocratie allemande, qui avait le nombre suffisant pour devenir une force invincible si elle avait su et avait voulu faire siens les idéaux des travailleurs qu'elle a formellement représentés. Elle a omis, volontairement ou involontairement, de devenir la « force nouvelle » de la classe des travailleurs. C'est aux ouvriers de la France qu'a été assignée la tâche de démontrer à ce moment, au monde entier, la grandeur et le rôle créateur de cette « force ».

En France, les tentatives que faisaient les masses laborieuses durant le xix^e siècle pour créer des organisations économiques semblables à celles existant en Angleterre souvent échouèrent et connurent parfois une courte durée mais pleine d'éclat. Il y avait là une double raison qui entravait le progrès du syndicalisme. D'un côté, les forces bourgeoises représentées par les pouvoirs publics n'ont pas eu ce bon sens conciliateur de la bourgeoisie d'Outre-Manche ; d'un autre côté, certains courants politiques, s'appropriant le droit absolu de représenter les désirs et les revendications de la classe ouvrière, ont freiné ou rendu impossible l'œuvre syndicaliste constamment reconstruite.

A un moment où les masses ouvrières françaises ressentirent la nécessité de s'opposer à la fois aux Pouvoirs Publics et aux partis politiques, elles réussirent de construire le bel édifice du Syndicalisme révolutionnaire avec lequel débuta le syndicalisme du xx^e siècle. Voici la définition du syndicalisme révolutionnaire brièvement exprimée par M. E. Dolléans : (10)

« Le syndicalisme révolutionnaire se définit positivement par un appel à la volonté des travailleurs ; il se caractérise par une double opposition : « opposition aux partis politiques, opposition à l'état « et aux gouvernements opportunistes et radicaux « qui tentent d'assujettir par la législation le mouvement ouvrier. »

Le syndicalisme ouvrier parvient à cette double opposition, par la proclamation de son indépendance absolue. Comme moyen d'action « il préconise la grève générale, et considère que le syndicat, aujour-

(10) Op. cit. p. 23, t. II.

d'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir un groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale » (l'extrait des Statuts de la C.G.T.). C'est l'action directe dont la grève générale est la forme la plus efficace, qui était à la base du Syndicalisme révolutionnaire, et elle n'y était pas revêtue d'un sens purement symbolique. Ce syndicalisme ne renonce pas à la révolution — au contraire. Voici les termes en lesquels le sociologue-moraliste M.-G. Sorel exaltait (11) le syndicalisme révolutionnaire :

« Le syndicalisme révolutionnaire est la grande
« force éducative que possède la Société contempo-
« raine pour préparer le travail de l'avenir. Si les
« travailleurs ont assez d'énergie pour barrer le che-
« min aux corrupteurs bourgeois en répondant à
« leurs avances par la brutalité la plus accusée. »

On connaît les efforts de la « nouvelle école » et spécialement les efforts de M. Sorel, un de ses représentants et fondateurs, qui s'opposait au socialisme officiel par son souci de perfectionner les mœurs (12) en mettant l'accent sur la morale. D'autant plus intéressant est le passage précité, qui montre que tout en restant dans le cadre moral de la « force éducative », le syndicalisme révolutionnaire ne doit pas négliger « la brutalité la plus accusée ». Le terme est assez lourd, mais M. Sorel ne le met en action que pour protéger l'œuvre éducative attribuée aux travailleurs.

M. Gide, commentant le programme du Syndi-

(11) La citation est empruntée à M. Gide : Le programme coopératiste, p. 94.

(12) G. Pirou : Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire, Paris, 1910, p. 73.

calisme français, le rapproche du programme socialiste marxiste, mais trouve toutefois entre eux quelques écarts : « Le syndicalisme de la C.G.T., dit « M. Gide, est élaboré par la classe ouvrière elle-même, les doctrinaires n'y ont joué aucun rôle. « Il ne connaît pas le lourd appareil scientifique du « marxisme, tels que plus-value, loi de concentration, matérialisme historique, etc. » (13). Et plus loin : « Il ne dédaigne pas, comme celui-là, ces principes de justice et d'égalité qui ont enchanté le « socialisme français. Le Syndicalisme repousse tous « moyens politiques, toute dictature pour arriver à « la Révolution ».

En effet, la différence n'est pas seulement théorique. Elle se manifeste surtout sur le terrain pratique où s'exercent deux applications diverses.

Pour le syndicalisme révolutionnaire, le parti politique n'a rien à chercher dans les syndicats. C'est le syndicat lui-même qui personnifie à la fois la lutte économique et politique des ouvriers pour leur libération et la création de la nouvelle société. Le syndicat prépare ses membres pour qu'ils soient capables de prendre la direction de l'entreprise, d'éloigner le capitalisme et d'abolir de ce fait le système capitaliste existant.

Du syndicalisme révolutionnaire français, il convient de distinguer le syndicat basé sur les idées de Marx, élaboré et appliqué par le communisme. D'après les communistes, le syndicat ouvrier n'est autre chose qu'une école du parti communiste, qui doit « développer et entretenir l'esprit de révolte dans la classe ouvrière et par là préparer la Révolution » (Pirou : op. cit., p. 3).

(13) Ch. Gide : Le programme coopératiste et le syndicalisme révolutionnaire, Paris, p. 95-96.

On distingue notamment deux phases : la phase pré-révolutionnaire et la phase post-révolutionnaire. Marx a défini « le passé, le présent et le futur des « Syndicats pour les pays capitalistes, mais il n'a « pas déterminé le rôle des Syndicats après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, ni la « place que les syndicats prendraient dans le système de la dictature prolétarienne. Il a indiqué « les limites de l'action syndicale, en construisant « la tactique syndicale sur la base de la lutte de « classe révolutionnaire en reliant organiquement la « lutte pour les revendications immédiates à la lutte « pour le but final » (14).

Avant la phase post-révolutionnaire de la dictature prolétarienne que Lénine a considérée comme transitoire et nécessaire, les syndicats y sont la liaison entre le Parti et les masses, c'est-à-dire « entre l'avant-garde et la classe » ; ils opèrent la transformation politique de la masse dans le sens du communisme en cherchant à élever sa conscience de classe, tout au moins pour les problèmes généraux.

En dehors des théories syndicalistes exposées ci-dessus, qui ont un trait commun qui est la lutte de classe, il existe des syndicats basés sur la collaboration des classes. Il faut distinguer les syndicats chrétiens, les syndicats jaunes et les syndicats dans les Etats fascistes. Ces derniers étant caractérisés par le fait que la collaboration leur est imposée par le gouvernement n'ont ni un grand intérêt, ni une importance historique pour être discutés ici. Les deux autres, qui ne retiennent l'attention que par

(14) Al. Lozovsky : Le mouvement révolutionnaire et le mouvement syndical, Paris, 1933, p. 163.

un particularisme exceptionnel, méritent néanmoins d'être mentionnés.

L'origine du syndicalisme chrétien se recherche habituellement dans la célèbre Encyclique « *Rerum Novarum* » du Pape Léon XIII. Cette Encyclique a eu le souci de condamner le socialisme et ses excès en précisant les devoirs sociaux des catholiques et la nécessité pour eux de coopérer à l'amélioration de la condition des travailleurs. Aussi, dans la Q.A., est-il recommandé aux gouvernants comme objectif à atteindre : l'interruption des luttes de classes et l'institution des corps de collaboration de classes... la reconnaissance de la chrétienté, de la famille, de la propriété privée et de la patrie. Une concordance parfaite de bonne volonté adviendrait entre les ouvriers et les patrons dans ces conditions.

Le syndicalisme chrétien rejette non seulement le sabotage, le boycottage et autres formes d'action directe, mais encore ne reconnaît l'emploi de la grève qu'avec réserve et pour des raisons d'ordre uniquement professionnel. L'amélioration de la condition ouvrière sera l'œuvre de la compréhension et de la solidarité mutuelle entre le capital et le travail. Le syndicalisme chrétien a été plus ou moins répandu partout où l'influence du catholicisme était assez forte.

Le syndicalisme dit des « Jaunes » a eu, au cours du présent siècle, des partisans dans tous les pays. Son pays d'origine est la France où, d'ailleurs, il n'a pas eu un succès remarquable. Son fondateur fut Pierre Biétry. On peut résumer de la manière suivante les principes des Jaunes :

« La renaissance de la corporation telle qu'elle fut pendant l'ancien régime et notamment au cours du XIII^e siècle, la réfutation de la politique

« des Syndicats, la collaboration pour l'assimilation,
« le propriétaireisme contre tout étatisme, collectivis-
« me et même internationalisme ; l'exclusivisme na-
« tionaliste. » (15).

De ces fondements originaires et théoriques la vie pratique a tiré les formes qui variaient selon les pays et suivant le temps. Les conditions techniques et les rapports sociaux n'ont permis nulle part aux Jaunes d'acquérir une position durable, sinon dans les pays fascistes où le syndicalisme porte la marque des « Jaunes ».

(15) D. Todorovitch, *op. cit.* p. 218.

QUELQUES MOTS SUR LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DE LA YUGOSLAVIE

Il est facile de conclure de notre « Avant-Propos » que le progrès économique des pays, dont la Yougoslavie avait hérité, devait nécessairement être retardé et que la Yougoslavie, même dans les premières années de son indépendance, aurait de nombreux obstacles à surmonter. En effet, la proclamation de l'unité d'un pays n'implique pas immédiatement *l'unité réelle* de toutes les forces morales et constructives. De nombreux problèmes surgissaient : L'inégal degré de culture et de civilisation des diverses contrées ; la question religieuse ; les tendances opposées et désordonnées des partis politiques. Tout cela demandait à être nivelé, coordonné, organisé. La grave situation financière ne favorisait pas la solution de ces problèmes ardues. Des dépenses énormes devaient être faites pour la reconstruction des régions dévastées par la guerre et l'on ne pouvait attendre grand'chose des réparations ni des financiers étrangers, ceux-ci n'étant pas disposés à consentir des prêts dans ce but.

De plus, les poussées révolutionnaires des masses ouvrières et paysannes ne sont pas négligeables. Pour les enrayer, des réformes agricoles immédiates s'imposaient, non des demi-mesures, mais toute une législation que le gouvernement doit mettre sur pied. Tout cela n'était pas fait pour favoriser une

économie qui était à ses débuts et qui, dès sa naissance, s'est trouvée en face d'énormes difficultés.

Néanmoins, et en dépit de tous ces obstacles, le progrès économique du pays finit par prendre le dessus et par se manifester de façon assez marquée.

Pour mieux apprécier son importance, il est nécessaire d'examiner même rapidement les deux industries de Serbie et de Croatie, qui servirent de base à l'industrie yougoslave.

I

En Serbie (1), la première usine fut fondée en 1850. C'était l'usine de la bière à Beograd. Plus tard on trouve les moulins à vapeur, l'industrie textile, les raffineries de sucre, etc. En 1881, la Serbie ne comptait que 22 entreprises industrielles.

Le plus grand effort industriel est atteint entre 1905 et 1912. Pendant cette période, on fonde 2 verreries, 2 fabriques de peaux, une de chaussures, une de chapeaux, 3 de cartonnage, 2 d'ameublement, 5 fabriques de céramiques, plusieurs abattoirs dans les principaux centres du pays et une quinzaine d'autres entreprises (2).

L'industrie minière ne progresse pas plus rapidement. Les premières mines de fer, datent de 1847. Mais déjà en 1910, la Serbie possédait 465 entrepri-

(1) D'après M. N. Konstandinovitch dans : le Rôle économique des syndicats ouvriers Beograd 1934 p. 23.

(2) M. S. Popovitch : Les corporations des Métiers et les chambres consultatives en Yougoslavie ; Thèse Paris, 1923, p. 59.

ses avec une force de 24.000 HP. Le nombre des travailleurs s'élevait à 16.000, le capital fixe à 82 millions de francs-or (3) et le capital de roulement à 30 millions de francs-or. A la veille de la Grande Guerre, il y avait en Serbie 544 entreprises industrielles privées au capital de 134 millions de francs-or.

L'industrie s'était surtout développée après la guerre douanière de 1905 menée contre l'Autriche-Hongrie ; des barrières douanières furent dressées pour la plupart des produits provenant de ces pays. L'Empire austro-hongrois était presque le seul fournisseur de produits industriels pour les pays balkaniques. La rareté de ces produits, conséquence de cette guerre douanière, fut un stimulant pour le commerce serbe et pour les échanges avec d'autres pays. M. Laptchevitch, dans son ouvrage : La condition de la classe ouvrière et le mouvement syndical en Serbie, dit, à la page 38 notamment, que :

« La tendance pour l'entrée des capitaux étrangers a été « très forte ; avant et après les guerres balkaniques elle était « trop évidente. »

Il cite : la Banque Serbe de crédit qui était la succursale de la Wienerbankverein, la Banque Franco-Serbe et plusieurs autres. Le premier établissement de crédit fondé en Serbie fut la première banque serbe (1869) avec un capital de 1.480.000 dinars. Le Crédit foncier (Uprava Fondova) fut fondé en 1862 et faisait, en quelque sorte, partie de l'Administration publique. Les capitaux y étaient destinés à des emprunts hypothécaires. La Banque Nationale a

(3) Les chiffres sont de M. Dr. Yovanovitch : Les effets économiques et sociaux de la guerre en Serbie, Paris, p. 105-107.

été fondée seulement en 1884 ; dès le début, elle était la Banque d'émission. En 1912, la Serbie avait en tout 190 banques.

Le réseau du chemin de fer avait une étendue de 928 kilomètres de rails normaux et de 670 kilomètres de rails étroits. Le premier chemin de fer fut ouvert au public en 1884. Le tonnage total des bateaux était de 40.000 tonnes.

Les métiers dans la forme assez primitive étaient bien développés. Avant la guerre de 1914, il y avait 50.600 entreprises artisanales. Les petits propriétaires artisans, représentaient après la paysannerie, la plus importante couche sociale. Mais c'était la paysannerie qui donnait au pays la caractéristique. La Serbie était un pays agricole, de même que la Croatie et plus tard la Yougoslavie.

II

L'industrie de la Croatie était plus développée que celle de la Serbie. L'agriculture occupait toutefois une grande partie de la population croate. Si on prend le nombre total des habitants, on peut constater d'après une statistique (4) de 1900, que 82,19 % de la population croate appartenaient à l'agriculture, tandis que l'industrie et la manufacture (les métiers) n'englobaient que 8,50 %. Elles progressaient très lentement. Dans les entreprises industrielles et artisanales, en 1890, 182.069 personnes ont trouvé du travail, et, dix ans après, en

(4) M. Vitomir Koratch : L'Histoire du Mouvement ouvrier en Croatie-Slavonie, Zagreb, 1929, p. 44.

1900 (5), le chiffre atteint 207.978 personnes. Ce chiffre se décompose de la manière suivante : 29.380 entreprises sans main-d'œuvre salariée (soit 68,87%); 202 entreprises avec plus de 20 travailleurs (soit 0,53 %). Le reste était réparti parmi les entreprises comprenant 1, 2 ou plusieurs ouvriers. De toutes ces entreprises, 2.839 seulement étaient desservies par la force motrice.

Une statistique (6) de 1906, nous donne le tableau suivant : 512 entreprises occupent 789 employés, 405 secrétaires et machinistes, 7.603 ouvriers et 4.682 ouvrières. Ces entreprises comptaient 611 moteurs avec 29.827 H.P. Cinq entreprises employaient plus de 300 à 1.000 ouvriers et 2 entreprises dépassent les mille ouvriers.

Le transport du matériel était assuré par voie maritime (la côte croate avait une longueur de 150 kilomètres), par voie fluviale et par transports routiers et chemin de fer.

Le premier chemin de fer de 76 kilomètres date de 1862. En 1905, le réseau de chemin de fer comprenait 1.924 kilomètres.

Les institutions financières qui avaient débuté en 1847 avec deux caisses d'épargne, se sont peu à peu développées au cours des années suivantes. En 1905 (7), il y avait 33 banques et 97 caisses d'épargne. Le capital de ces institutions se montait à 63 millions de couronnes. La grande partie de ce capital, et, spécialement celui investi dans l'industrie était de provenance étrangère. Le manque de capital national a été remplacé par l'abondance de main-d'œuvre à bon marché, et avec une quantité appré-

(5) Ib., p. 56.

(6) V. Koratch op., cit., p. 58.

(7) Ib.

cable de quelques matières premières. La Croatie et Slavonie ont subi le sort de tous les pays coloniaux ou mi-coloniaux. Leur économie avait le caractère d'une économie complémentaire. Elles ne produisaient que les articles dont le prix de revient était de beaucoup inférieur à celui atteint dans la métropole.

III

La Yougoslavie, héritière de pays agricoles, resta essentiellement un pays agricole. Sur une superficie totale de 24.849.429 hectares (8), il y a 13.198.735 hectares de terre cultivée. La Yougoslavie est aussi abondamment dotée en forêts et en mines de toutes sortes. 7.305.105 hectares sont couverts d'immenses forêts.

L'industrie joue immédiatement un rôle dans l'économie yougoslave qui n'est point négligeable, mais il s'est singulièrement accru ces dernières années.

Diverses catégories d'industries importantes apparaissent après la guerre. La disparition des risques de guerre et l'attrait d'un pays neuf attirèrent les capitaux qui stimulèrent le développement industriel et commercial. Malheureusement, cette période de prospérité fut de courte durée, car dès 1923 survint une crise qui frappa particulièrement l'industrie. Un grand nombre de nouvelles entreprises durent fermer leurs portes.

(8)-M. J. Markovitch, Thèse, Paris, 1931, p. 8.

En 1926, il y avait 4.031 entreprises industrielles (9). L'industrie est en mesure d'embaucher 250.000 ouvriers et dans les mines travaillent 45.000 mineurs.

L'année 1927 se caractérise par un excédent de produits industriels qui ont atteint 54 % du montant total des exportations.

La première place est réservée à l'industrie des bois, ensuite vient le cuivre et les produits de viande, etc. Le nombre d'artisans est toujours considérable (200.000 en 1927). Le réseau ferroviaire ne se développe pas en conséquence. Il n'y a en effet que 10.100 kilomètres en tout de voies ferrées. La Yougoslavie compte alors 663 instituts bancaires, dont 13 avec un capital dépassant 100 millions de dinars.

Entre 1925 et 1933, le revenu national a considérablement baissé. De 60 milliards en 1925, il est à peine de 30 milliards en 1933 (10), ce qui représente une diminution de 50 %. Cet écroulement du revenu n'est pas ressenti au même degré par toutes les industries. Il a frappé lourdement : l'agriculture, 58,67 % ; l'élevage du bétail, 53,20 % ; l'industrie des bois, 54,69 %. L'industrie minière seulement a été épargnée et a même vu son revenu augmenter de 95 %.

M. Topalovitch (11) avait calculé le pouvoir d'achat du dinard en 1925 et son pouvoir d'achat en 1933 et a conclu que l'amoindrissement réel du revenu national était, en fait, de 37,7 %. Donc, *réel-*

(9) M. C. Gregoritch, Notre industrie, cité par M. Konstantinovitch, op. cit., p. 24.

(10) M. B. Tadjitch dans un article paru aux « Syndicats Unis » de 1935, sur « Comment la crise économique a transformé notre revenu national ».

(11) Le tableau de la crise économique, Beograd, 1937.

lement le chiffre est inférieur à celui qui est indiqué de 12,3 %.

Le nombre des travailleurs est tombé dans la même période de 17,45 %, et leurs salaires de 47,80 %. Cette différence résulte du fait que l'on emploie surtout les apprentis non rémunérés. (L'article cité de M. Taditch.)

Le capital étranger, dans l'économie nationale yougoslave tient une place prépondérante. Sa participation dans les finances yougoslaves, d'après les calculs de M. Lamer, atteint 85 %, et dans l'industrie 75 %. Les chiffres officiels de 1932 fixent la dette de l'Etat yougoslave vis-à-vis de l'étranger à 32,7 milliards de dinars, et celle de corps autonomes à 314 millions. L'économie nationale a absorbé (suivant l'état de 1934-35) 5.878.000 dinars. Evidemment la dette est proportionnellement au pays, beaucoup trop lourde.

M. Rozenberg, dans « l'Echo de Belgrade » du 9 juin 1937, donne le chiffre de 6.215.742.896, représentant le capital étranger investi sous forme d'actions 142,09 % sous forme de crédit (51,91 %) dans les diverses branches de notre économie nationale. Avant 1938, les capitaux étrangers étaient répartis entre 21 nations, dont les capitaux français participaient avec 16,19 %, les capitaux anglais 14,06 %, tchécoslovaques 11,93 %, suisses 11,38 %, italiens 8,01 %, etc. Les capitaux allemands étaient faiblement représentés. Mais après les annexions des pays autrichiens et tchèques les capitaux allemands prennent une des premières places. En 1939, l'Allemagne a absorbé 50 % de l'exportation totale yougoslave et son importation en Yougoslavie correspondait à la même proportion, soit à la moitié du total importé.

La balance commerciale est en général favorable à la Yougoslavie. A la fin de 1937, nous avons eu à payer à l'étranger 298,1 millions de dinars contre 398,1 à recevoir. Nos débiteurs étaient l'Allemagne 177,3 millions de dinars, l'Italie 117,2 millions. Il est vrai que les comptes commerciaux se règlent avec ces pays par la voie des cliring. Notre créancier principal était la Tchéco-Slovaquie, avec 208,4 millions de dinars.

Depuis 1933, la vie financière, commerciale et industrielle s'est favorablement développée. Voici quelques chiffres :

	Nouvelles sociétés par actions fondées en :			
	1933	1934	1935	1936
Nombre..	38	38	35	44
Capital (en dinars)	82.750.000	54.350.000	49.650.000	152.911.000
Progression des dépôts dans les banques	9.662.000	9.780.000	10.120.000	10.671.000

A la suite des échanges, les chemins de fer d'Etat ont enregistré une augmentation du nombre de wagons chargés :

Années	1933	1934	1935	1936
Nombre de wa- gons	1.378.249	1.401.700	1.458.628	1.514.005

Le Bureau Central pour l'assurance des travailleurs donne les chiffres de la main-d'œuvre utilisée dans l'industrie :

Années	1934	1935	1936
	543.559	564.287	616.209
Dans les mines....	39.959	442.281	45.263
		PROVISOIRES	

C'est surtout l'industrie textile qui absorbe une main-d'œuvre croissante ; ensuite viennent les industries minières, forestières et d'alimentation (vivres). Les entreprises textiles au nombre de 300 occupant 200.000 ouvriers, dominent l'industrie nationale.

Voici quelques chiffres sur l'exportation yougoslave en 1939. Y figurent plus de 500.000 tonnes de produits agricoles — dont 215.000 tonnes de céréales — 63.000 tonnes de produits de l'élevage et plus de 700.000 têtes de bétail, 1.196.000 tonnes de bois divers ; 607.000 tonnes de minerais.

Pour compléter ces données, ajoutons que le rendement des céréales se présente comme suit pour 1939 : blé, 26.800.000 quintaux ; maïs 47.000.000 de quintaux ; seigle, 2.100.000 quintaux ; orge, 4.000.000 de quintaux ; avoine, 3.160.000 quintaux. Pour la production minière, on obtient les chiffres suivants : houille, 445.000 tonnes ; charbon brun, 4.300.000 tonnes ; lignite, 1.350.000 tonnes ; minerais de fer, 666.000 tonnes ; manganèse, 5.600 tonnes ; chrome, 44.000 tonnes ; bauxite, 314.400 tonnes ; pyrite, 127.000 tonnes ; minerai de cuivre, 985.000 tonnes ; minerai de plomb-zinc, 775.563 tonnes (12).

Ces chiffres sont d'un grand intérêt pour l'avenir du mouvement ouvrier yougoslave, car ils ga-

(12) Ces chiffres sont donnés d'après un article de M. Gaston Castéran paru dans le « Temps », du 20-4-40.

ranlissent le travail et l'existence à une armée importante de travailleurs. Actuellement, ceux-ci n'en retirent pas de grands avantages, car leurs organisations syndicales n'arrivent pas à imposer à la bourgeoisie leur participation et collaboration dans la direction de l'économie nationale.

PREMIÈRE PARTIE

S E R B I E

I. — LES ASSOCIATIONS DE SECOURS MUTUELS

Depuis 1847, le droit d'association était reconnu, sur le territoire de la Serbie, par le Statut des métiers. Certains fonds pouvaient être créés pour chaque métier, pour lesquels maîtres, commis et même apprentis devaient contribuer régulièrement par le versement d'une cotisation. Ces fonds avaient pour but de secourir les membres nécessiteux ; notamment en cas de maladie, d'accident de travail, de vieillesse et de mort. L'organisation de ces fonds n'était pas parfaite et la distribution des secours laissait beaucoup à désirer. Cette innovation était née trop tôt car l'organisation, la structure et l'esprit des métiers s'y opposaient.

Le législateur n'y étant pas poussé, il n'y avait aucune raison, par conséquent, d'activer la législation ouvrière. On dirait qu'il l'a méconnue pendant quelque temps bien qu'elle se développât rapidement dans de certains pays occidentaux et notamment sous la République de 1848 en France. Il faut reconnaître, pour rendre justice au jeune Etat serbe encore tout inspiré de l'esprit libéral, qu'à cette époque et durant la deuxième moitié du xix^e siècle,

il n'y avait pas d'ouvriers comme c'était le cas dans les pays occidentaux.

En 1859, fut proclamée la liberté du travail et du commerce. Les deux constitutions serbes, l'une de 1888 et l'autre de 1903, garantirent le principe de la liberté d'association. En 1891, une loi sur les réunions et les associations institua le régime des Syndicats libres (art. 32). La loi de 1910 concernant les magasins en réglementa les détails (1).

Le mouvement des associations se développa sous l'influence des idéologues socialistes et notamment de Svetozar Markovitch. Les artisans moins fortunés commencèrent à s'associer avec les commis et les ouvriers. Ces derniers n'étant pas très nombreux n'avaient pas encore pris conscience de leurs propres intérêts.

C'est toujours l'idée du secours mutuel qui est à la base de ces nouvelles associations. Parmi les premières associations de ce genre, on retrouve celles des tailleurs, des typographes, des serruriers et des menuisiers.

Il faut noter que les inspirateurs socialistes espéraient que, peu à peu, avec le temps, ces associations se transformeraient en de pures organisations ouvrières. Ils avaient l'exemple de l'Occident où les syndicats ouvriers étaient déjà formés. Pour eux, les organisations ouvrières représentaient un appui pour la lutte de classe qu'ils désiraient susciter et entretenir.

C'est le contraire qui se produisit. Après les guerres que la Serbie a malheureusement soutenues de 1876 à 1878, la réaction politique se manifesta contre les socialistes. Elle eut pour conséquence réel-

(1) Todorovitch : op. cit., Paris 1937, p. 116.

le que les associations échappèrent au contrôle socialiste et devinrent exclusivement des associations pour le secours mutuel. C'est sur la base du solidarisme professionnel, que l'élément des petits artisans y prédomine.

M. Laptchevitch, dans son ouvrage sur : La classe ouvrière et le mouvement syndical en Serbie, auquel nous empruntons quelques faits historiques, décrit des péripéties fort intéressantes sur les débuts de ces associations.

La police, dit-il, accompagnait d'un œil vigilant chaque tentative des militants socialistes pour se réunir. Elle qualifiait de conspirations politiques les simples excursions à la campagne de certains partisans des nouvelles associations.

C'est seulement en 1874, que la première association d'ouvriers tailleurs, put être régulièrement fondée :

L'assemblée a eu lieu au café « Ruska Kruna », où la police a envoyé son représentant. A la fin de l'assemblée, l'agent de la police qui y était présent, s'adressa à M. Jouyovitch en demandant de lui faire un compte rendu qu'il pourrait présenter à son chef : « Car, vous êtes bien au courant de ces choses-là, quant à moi, je n'y ai rien compris ».

Le règlement de l'Association a été élaboré par M. Pera Todorovitch, journaliste et M. Jouyovitch, étudiant (celui-ci est devenu plus tard professeur à l'Université de Belgrade). Ce règlement était autorisé le 22 Avril 1875.

L'année 1880 apporta un changement de gouvernement qui était marqué par son caractère libéral. Les socialistes qui étaient emprisonnés ou émigrés en ressentirent un certain soulagement. Ils songèrent à ranimer le mouvement associationniste ou-

vrier en lui donnant une note plus syndicaliste. Ils avaient déjà une idée précise sur le but de pareilles associations. Au bout de dix années parcourues (1870-1880) la plupart des associations de secours mutuels se sont trouvées entre les mains de gens plus fortunés, petits employeurs, qui avaient dû être éprouvés par les organisations ouvrières.

Evidemment, la première tâche qui se pose aux esprits éclairés socialistes est de montrer aux ouvriers de l'artisanat, la nécessité de posséder une organisation à eux dont les patrons seraient exclus, et, c'est l'idée qu'a lancée Cenitch par l'Organe Socialiste-ouvrier, disant qu'il est partisan « des associations ouvrières pures » et se déclare contre « les associations communes », comprenant celles dans lesquelles se trouvent rassemblés, les patrons, les artisans et les ouvriers.

Pour lui, dans les organisations ouvrières allemandes qui étaient influencées par Lassal, se trouve l'idéal. Mais aussi voit-il en Serbie le manque d'une masse ouvrière susceptible d'opposer ses intérêts de classe à ceux de la bourgeoisie.

M. Laptcehvitch explique que Cenitch et les autres socialistes de ce temps emploient le terme : « ouvrier » sous l'influence de la littérature socialiste occidentale mais qu'ils y comprennent les gens qui pouvaient à peine porter ce nom : « le monde de pauvres et les artisans pauvres, dit-il, qui n'avançaient pas vers les riches ».

Ce que Cenitch considère comme possible, c'est la création d'une Association Ouvrière générale qui élargirait son action dans tout le pays. Il y travaille à l'aide de Veselin Raditch qu'il a connu en prison. Celui-ci, après avoir recueilli une quarantaine de signatures, obtint l'autorisation de fonder l'Association Générale des artisans-ouvriers.

L'appel du 24 Août 1881, était ainsi conçu :

« La faim, la maladie, la mort et l'ignorance accompagneront à travers les siècles la classe ouvrière toute entière, et personne n'aidera les ouvriers si eux-mêmes n'y prennent soin et s'ils n'emploient pas les moyens pour leur défense et leur sécurité. »

L'assemblée a eu lieu le 6 septembre de la même année à Beograd. C'était le premier meeting public des travailleurs et artisans. Cet événement eut une grande répercussion. Les partis bourgeois y voyaient un danger pour leurs intérêts personnels et politiques et se sont empressés d'y introduire leurs hommes, pour freiner, corrompre et rendre impossible les buts de l'organisation. En vérité, ils y réussirent en partie. Ils firent disparaître du règlement toutes les définitions et les formules « concernant la base élargie de l'organisation ouvrière et artisanale ». Ils lui ont arraché le cœur : « Ce à cause de quoi Ce-nitch avait poussé la chose », précise D. Laptchevitch.

C'est à une deuxième assemblée du 14 Septembre 1881, que la Société Générale Ouvrière à Belgrade vit le jour. C'est une institution humanitaire de caractère local. Son sort a été semblable à celui des associations ouvrières et artisanales qui l'avaient précédée. Elle s'est « consolidée » peu à peu et en 1912 elle changera de nom : « ouvrière » disparaît et laisse place à « citadine ».

Quelques sociétés du même genre ont été fondées en province, mais elles n'ont pas vu un succès plus retentissant.

En 1887, nous retrouvons encore une fois Ves-selin Raditch qui fonde une société artisanale. Ce-nitch, qui était à ce temps gravement malade, avait aussi des inclinations pour cette société. Son organe,

« l'Artisan Serbe », joue un certain rôle, même en province. Le mouvement qui était la base de l'action de cette Société était connu sous le nom de « Socialisme artisanal ». Ce socialisme étant peu conforme aux idées des travailleurs et à leurs intérêts, les amena à s'en séparer et à fonder en 1890 une nouvelle organisation correspondant mieux à leurs aspirations, sous la dénomination de l'« Union Ouvrière ».

Cette organisation a eu quelques tendances syndicales mais les sentiments mutualistes concrétisés par une caisse d'assurance en cas de maladie et de mort y reste prépondérants. C'est pourquoi cette organisation ne manifestera pas d'activité combattive. Là se trouve une des causes de son déclin immédiat et « L'Union Ouvrière » disparaît si vite qu'il est même difficile d'en trouver des traces.

D'autre part, en 1888, deux ans avant la création de cette organisation, les ouvriers eurent à déplorer la mort de Cenitch, l'esprit noble, l'homme qui avait consacré toute sa vie à la cause ouvrière et socialiste.

Il avait quitté ses études universitaires pour devenir simple ouvrier et pour se donner tout entier à un idéal de justice. La grave maladie de poitrine qui l'a atteint l'empêcha de poursuivre les efforts moraux et matériels pour mener jusqu'au bout la tâche qu'il s'était tracée.

En 1892, la Société artisanale subit une crise plus grave que celle de 1890. Cette fois, ce ne sont pas seulement quelques ouvriers qui désavouèrent la Société, mais c'est un mouvement qui agite tous les éléments radicaux et socialistes, les artisans et les ouvriers. La raison en était purement d'ordre politique. La Société s'était déclarée favorable au nouveau gouvernement qui était considéré comme

trop réactionnaire aux yeux des radicaux et des travailleurs.

De ce mouvement surgit une nouvelle Société nommée la Fédération Artisans-Ouvrière. Elle fonde immédiatement son journal « La Fédération artisanale », mais ses collaborateurs sont en grande partie d'orientation socialiste. Plus tard, en 1895, les radicaux disparaissent presque complètement et le journal prend le titre du « Social-Démocrate », qui, en 1897, cédera la place au « Journal Ouvrier ».

Les noms de Laptchevitch, de Pelaguitch, et de Skerlitch sont étroitement liés à ce journal. Son rédacteur en chef était Radovan Dragovitch :

« L'homme honnête et très judicieux qui a rédigé le journal et nettoyé le bureau pour une somme minuscule de 40 dinars par mois. » (2)

A partir de 1895, on remarque une sensible avance vers la vie plus organisée des ouvriers. Les années qui suivent sont caractérisées par une apparition de nombreuses associations ouvrières. On ne peut encore parler d'organisations syndicales proprement dites, mais de plus en plus on s'y approche. Voici deux extraits du Statut de la Société Ouvrière à Belgrade :

Art. 2 : La Société a pour but : de travailler pour l'éducation morale et intellectuelle de ses membres.

Art. 3 : La Société atteindra ce but :

- a) En organisant, du soir et du dimanche, des cours pour instruire les adhérents dans l'art de leur métier ;
- b) En discutant certaines questions concernant la vie ouvrière (exception faite de la politique et de la religion) ;
- c) En fondant une bibliothèque et une salle de lecture ;
- d) En organisant des bals et des soirées récréatives.

(2) Laptchevitch : *op. cit.*

On retrouve à peu près les mêmes définitions dans les Statuts des Sociétés ouvrières de province.

Il convient de signaler ici qu'une société féminine de caractère à peu près semblable était fondée plus tard en 1903. Elle a élargi son action en dehors du cercle restreint du secours mutuel. Cette société très active est intervenue souvent auprès des directions d'usines au profit des ouvrières, et, à l'occasion des grèves, elle a organisé des collectes en faveur des grévistes. Le syndicalisme, comme nous allons le voir, déjà fondé à cette époque, avait su se frayer un chemin dans l'élément féminin qui lui était favorable.

Pour terminer cette période du mouvement ouvrier pré-syndical, il est opportun de dire quelques mots sur les moyens de lutte, tant par les ouvriers, que par les patrons.

Nous avons insisté, dans une partie précédente, sur la structure économique arriérée du pays, parce qu'elle explique le retard dans l'apparition des organisations ouvrières qui se produit dans tous les pays qui se trouvaient dans les mêmes conditions.

Dans beaucoup de cas, les révoltes des ouvriers ont précédé la naissance des organisations ouvrières et il est très probable qu'il en fut de même pour la Serbie. Malheureusement, il ne reste pas de documents authentiques sur lesquels nous puissions nous reporter.

M. Laptchevitch suppose que les premiers mouvements se soient produits entre 1870-1880, parmi les ouvriers « abadjas » (métier produisant les vêtements paysans). Ce métier était fort développé à Belgrade, d'où les produits étaient expédiés dans les différentes villes de Serbie et de Bosnie. La concentration de ce métier à Belgrade a permis aux ouvriers d'établir entre eux une certaine solidarité qui

se manifesta et s'extériorisa surtout deux fois par an. Il existait à cette époque une coutume qui consistait au rassemblement des patrons et des ouvriers en des jours déterminés — le 23 mai et le 26 novembre — pour discuter sur les conditions de travail pour les mois qui vont suivre. Les conclusions de ce marché pourraient être comparées aux conventions collectives de travail de nos jours.

Il est arrivé parfois que les ouvriers évitaient collectivement, le jour venu, de conclure le marché. Ils le retardaient de deux semaines et quelquefois d'un mois, afin que le métier chômât et que les patrons soient contraints d'accepter les meilleures conditions de travail revendiquées par les ouvriers. On ne peut évidemment donner à ce geste le même sens qu'on attribue aujourd'hui aux grèves, mais le but poursuivi était le même. Il est caractéristique de noter que ces ouvriers avaient ainsi une caisse commune pour les soutenir durant ces chômages volontaires.

Signalons encore la grève des employés des chemins de fer de 1884. Elle fut déclarée quelque temps après l'ouverture de l'exploitation des chemins de fer en Serbie. Les employés ayant revendiqué une augmentation de salaire, ils obtinrent satisfaction après 6 jours de grève.

*
* *

Cette courte période démontre l'impossibilité de créer des organisations ouvrières là où il n'y avait pas d'ouvriers, ou plutôt là où les ouvriers ne sont pas conscients de leurs intérêts particuliers de classe.

Cette période d'associations mutuelles a été traversée par tous les pays à l'époque où leur économie subissait la transition de l'artisanat et de la manufacture à l'industrie moderne.

Nous avons décrit cette période avec quelques détails dans ce chapitre consacré à la Serbie et dans les chapitres suivants concernant d'autres pays yougoslaves d'avant-guerre, nous ne retiendrons pas notre attention sur les époques correspondantes pour éviter des répétitions. Cette étude a, par sa nature, un caractère comparatif, ce qui nous amène à combiner l'étude des faits historiques de manière à permettre d'encadrer les plus importants et les plus intéressants.

*
* *

II. — LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Sur la date de l'apparition des premières organisations syndicales en Serbie, les opinions sont partagées. Il est généralement admis que ce soit la date de 1896, signalée par M. Laptchevitch (3), où, à Belgrade, les ouvriers de la chaussure nationale (opanaque) s'organisèrent en syndicats.

M. Yovanovitch (4) estime que les premiers syndicats furent fondés en 1901, mais qu'ils ne prirent leur véritable essor qu'à partir de 1904. Sur ce dernier point, toutes les opinions s'accordent.

Il est vrai que le premier syndicat de 1896 ne

(3) D. Lap. op. cit., p. 155.

(4) Op. cit., p. 225.

porte pas ce nom. Selon les Statuts, il s'appelle : « l'Association des ouvriers d'opanqués pour le développement intellectuel et le secours fraternel ». Néanmoins, le caractère syndical est manifestement marqué dans les Statuts. On y trouve les prescriptions qui obligent l'association d'agir en vue d'obtenir : l'augmentation du salaire ouvrier, la diminution de la journée de travail, l'abolition du travail les jours fériés et du travail à la pièce. Ces prescriptions règlent aussi les « malentendus » entre les employeurs et les travailleurs. Elles s'occupent des mesures pour l'amélioration des conditions d'hygiène dans les ateliers et dans les habitations. Elles se proposent d'élargir son action en province en aidant la création de pareilles associations dans les villes provinciales.

Les années consécutives à cette première tentative préciseront de plus en plus la tendance syndicale des organisations ouvrières qui seront fondées. Une petite brochure intitulée : « *Les Syndicats ouvriers* » date de cette époque. Elle a été écrite à Budapest par un militant socialiste Milorad Popovitch. Ce petit livre contribua beaucoup à l'éclaircissement des travailleurs sur le rôle des syndicats aux temps du progrès industriel. Elle leur expliqua ce qu'est le Syndicat ouvrier. Elle répand l'idée syndicale et à partir de 1901, les différentes organisations syndicales se fondent de façon accélérée.

Les Statuts de la Fédération du bâtiment furent approuvés à la date du 6 septembre 1901. Bientôt d'autres syndicats sont créés, notamment ceux des ouvriers relieurs, du textile, etc.

Il faut noter particulièrement les Fédérations des menuisiers, des tailleurs, des ouvriers du transport et des métallurgistes.

En 1903, les organisations syndicales entrèrent

dans la troisième année de leur activité sans avoir un organisme central pouvant coordonner leurs forces et leur action. Il est intéressant de mentionner qu'après une démonstration du 23 mars 1903, où les ouvriers manifestèrent côte à côte avec les étudiants, la police saisit l'occasion pour essayer de mettre la main sur les organisations ouvrières. Elle réussit à persuader quelques représentants des Syndicats que l'attitude prise par les éléments socialistes des syndicats vis-à-vis du gouvernement est compromettante et qu'elle met en jeu la bienveillance des autorités pour le mouvement ouvrier. Ceux-ci s'engagèrent ouvertement pour la politique du gouvernement.

Le gouvernement s'empressa de profiter de cette occasion favorable et de l'appui de quelques militants pour lancer l'idée de la création d'une sorte d'organisation centrale des ouvriers, sans égard des professions, où chaque ouvrier pourrait faire partie et où les hommes qui lui seraient favorables tiendraient les principaux postes. Cela permettrait à la police d'exercer un contrôle permanent sur les syndicats. Tel fut tout au moins le dessein du Ministre de l'Intérieur, V. Todorovitch.

Cependant les militants ouvriers qui ne se laissaient pas faire par la police dévoilèrent immédiatement ce plan et une forte opposition fut créée au sein des organisations syndicales contre l'emprise du gouvernement sur la politique traditionnelle des ouvriers. Il fallut agir vite et si l'on ne put arracher de l'influence gouvernementale tous ceux qui y étaient tombés, il fut possible d'en neutraliser une bonne partie. Au prix de grands efforts on y arriva. Dans des réunions nocturnes tenues secrètement, il fut décidé que l'idée de la création de cette organisation centrale d'ouvriers, lancée par le

gouvernement, serait déjouée et pour cela que tous les ouvriers y entrent et fassent nommer un comité de militants sûrs.

Les partisans du gouvernement convoquèrent pour le 1^{er} mai une assemblée en vue de fonder l'Union Ouvrière.

Le jour venu, les organisateurs de cette assemblée s'aperçurent qu'ils seraient en grande minorité. Ce fut le prétexte pour l'ajournement de l'assemblée à une date ultérieure (le 8 mai). La majorité des assistants partirent dans un bois près de Belgrade pour célébrer le 1^{er} mai.

Le dimanche suivant, le 8 mai 1903, l'assemblée se réunit de nouveau au café « Knez Mihailo ». Cette fois, elle fut tenue, mais la police, présente, exclut quelques militants du droit de vote, sans tions et leurs syndicats en fassent partie et non les La majorité de l'assemblée soutint les tendances opposées à celles du gouvernement et le Comité fut choisi dans ce sens. Les statuts préparés par les gens du gouvernement subirent des corrections et des changements. Le nom de l' « Union Ouvrière » (Radnicki savez) fut adopté pourvu que les fédérations de leurs syndicats en fassent partie et non les ouvriers comme le gouvernement le désirait. Le point faible des statuts de l'Union Ouvrière était la prescription qui donnait toute autorité au Congrès qui devait se réunir régulièrement une fois par an et qui était déclaré seul compétent pour l'élection du Comité. Les syndicats ne pouvaient déléguer leurs représentants dans le comité de l'Union. De là découlèrent de nombreux malentendus et conflits.

Le premier Congrès qui a été tenu deux mois plus tard, le 20 juillet 1903, n'a pas eu une importance exceptionnelle. Il se borna à nommer un Co-

mité de l'Union pour l'année courante et d'élaborer quelques résolutions concernant les problèmes à résoudre le plus tôt possible.

Le deuxième Congrès a été préparé systématiquement et c'est lui qui a ouvert la brillante succession des Congrès annuels du Syndicalisme Serbe durant la courte période de son existence. Ce Congrès a donné la direction définitive et la base idéologique que les syndicats ouvriers ont suivies jusqu'à la Grande Guerre. Il a eu lieu du 28 au 29 mars 1904 à Belgrade.

Ce Congrès s'est occupé spécialement de la question de la grève et du rôle des organisations syndicales dans la vie ouvrière. Après deux jours de discussions et à la suite d'un rapport présenté par D. Touçovitch sur les syndicats ouvriers, une résolution fut publiée. Nous en donnons la première partie qui contient la conception du syndicalisme serbe :

« La position de la classe ouvrière dans la Société capitaliste pousse celle-ci à mener une lutte contre ses exploiters. C'est la lutte *économique* de la classe ouvrière. Le devoir de la lutte économique ouvrière est de refouler les aspirations exploitricées de la classe des capitalistes et de conquérir au prolétariat de meilleures conditions de travail en augmentant le salaire et en diminuant la durée du travail journalier.

« Pour atteindre le but de la lutte économique, le prolétariat se groupe selon les professions dans les organisations professionnelles des ouvriers — les syndicats. Les syndicats renforcent la puissance de la classe ouvrière en face de la classe des entrepreneurs. En groupant les individus faibles, ils deviennent la force qui protège et soutient les ouvriers dans la lutte économique contre les patrons. Par la lutte syndicale, la classe ouvrière se protège matériellement, s'élève moralement et intellectuellement, s'informe de ses intérêts de classe et se prépare pour la libération sociale.

« Reconnaissant la portée de la lutte économique et la nécessité de fortes organisations professionnelles, le Congrès invite tous les camarades à mettre toutes leurs forces en commun en vue de renforcer les syndicats existants et d'en créer de nouveaux. »

La deuxième partie de la résolution contient les directives pour la technique du travail syndical et la façon dont l'organisation des syndicats doit être effectuée dans le pays. Le principe de cette organisation a été clair dès le début pour les militants syndicalistes serbes. Le mouvement syndical ne doit pas être éparpillé et dissipé dans un grand nombre de petits et faibles syndicats locaux, ce qui amoindrirait sa force combattive. Il faut créer partout des organisations syndicales centralisées avec les groupes fédératifs dans tous les pays. Le représentant principal de tous ces groupes reste l'*Union Ouvrière* qui a un devoir nettement défini. Le problème de l'organisation posé d'une manière aussi catégorique et précise représentait un grand avantage pour le syndicalisme serbe. Il lui a épargné de longues discussions théoriques qui ont fait perdre beaucoup de temps aux syndicats croates.

Aussi la base idéologique, définie dans la partie de résolution citée ci-dessus, fut-elle indiscutable. Elle est imprégnée nettement d'un esprit combattif et d'une haute conscience de classe. Elle est inspirée par les traditions socialistes dont nous avons connu les efforts, la ténacité et les sacrifices, en étudiant la période présyndicaliste des associations mutualistes.

Les syndicats serbes ont été l'œuvre des militants socialistes et si leur activité s'est bornée à la lutte économique, c'est pour des raisons de tactique.

A côté des syndicats, existait le Parti qui agissait sur le terrain politique. Mais tous les deux :

organisations syndicales et parti socialiste, font partie du mouvement social-démocrate du pays. Le compte rendu du VII^e Congrès de l'Union générale ouvrière de 1914, c'était le dernier Congrès du mouvement syndical de la Serbie, s'exprime sur ce point en ces termes :

« L'Union générale ouvrière fait partie de l'Instance centrale pour toutes les actions communes de classe du mouvement social-démocrate dans le pays. D'après cet heureux fait nous n'avons plus à reparler de la collaboration avec le Parti. *Son travail, c'est notre travail, notre travail, c'est son travail.* »

On ne pouvait d'une manière plus précise exprimer l'étroitesse des liens de deux mouvements. D'ailleurs leur collaboration était formelle puisque deux membres de l'Union siègent dans le Comité du Parti socialiste et deux membres du Parti prennent place dans le Comité de l'Union.

Le prestige moral du mouvement ouvrier serbe était très grand. Il se manifestait par son rôle dans la vie publique et par son influence sur les mouvements ouvriers des pays voisins. Ses propagandistes, ses théoriciens et ses journalistes qui possédaient les hautes qualités intellectuelles et morales ont représenté dignement le syndicalisme serbe dans les milieux de l'Internationale Syndicale. La création des syndicats ouvriers en Bosnie et en Croatie a profité grandement de leur expérience et de leurs suggestions.

Si la force numérique des syndicats ouvriers ne correspondait pas à leur force morale c'était pour les raisons qui se trouvaient en dehors des pouvoirs des militants syndicalistes. La structure économique du pays explique beaucoup de choses. Mais la vie politique de la Serbie n'avait pas une moins

grande influence. Ayant été pendant de longs siècles sous la domination étrangère, l'homme serbe a eu l'occasion de se préparer moralement depuis longtemps pour la libération nationale. Les guerres qui avaient commencé au début du xix^e siècle furent menées avec une intensité constante jusqu'à sa cinquième décennie. Leur issue donna à la plus grande partie du peuple serbe la libération du joug turc.

Les succès obtenus dans les batailles contre les Turcs ont eu une répercussion dans l'âme du peuple serbe. Ils ont attisé d'un côté l'idée de la libération et de l'unité de tous les yougoslaves et, d'un autre côté, ils ont éveillé la conscience de l'individualisme serbe étouffé pendant des siècles.

Dans de telles conditions les mouvements sociaux à l'intérieur du pays n'avaient pas l'occasion de se manifester. Tout le mouvement des masses populaires avait pour base un motif national. Les luttes politiques s'efforçaient à réaliser un régime démocratique en face des tendances autoritaires des princes, fondées sur les traditions militaires.

La révolution nationale serbe a laissé sans doute une trace sur la composition sociale du pays. Sous les Turcs, le système économique fut un mélange des rapports du militarisme féodal d'Asie et du conservatisme patriarcal de la Zadrouga serbe. La révolution nationale affronta soudainement l'économie résultant de ses rapports avec l'industrialisme développé des pays occidentaux. La première répercussion s'est fait sentir dans l'agriculture. Le système agraire des grandes propriétés (Spahiluci, citluci) fut rapidement liquidé. Le système des petites propriétés paysannes qui y succéda, donna bientôt un surplus de main-d'œuvre qui s'achemina vers les villes. Ce surplus de la population paysanne devait former le premier potentiel de l'industrie

naissante qui se développait sous la protection et sous le contrôle de l'Etat (monopoles, nombreuses mines, chemins de fer). Les ouvriers-paysans, nouveaux-venus, manquaient de tradition ouvrière de l'industrie et de la connaissance des problèmes sociaux. Ils n'étaient pas préparés pour les organisations syndicales. Aussi les militants des syndicats se recrutaient-ils exclusivement dans les métiers, les mieux appropriés à la vie organisée.

Ce que nous venons de dire explique à peu près le tableau suivant sur le mouvement des membres et sur quelques chiffres de dépenses et de recettes des syndicats pendant l'existence de l'Union Ouvrière (Glavno rad. saveza) qui dura 10 ans :

Années	Mem- bres	Recettes	Dépenses	Dép.p ^r grèves	En caisse à la fin de l'année
1903..	1.761	14.555	7.651	644	6.904
1904..	2.932	19.272	7.704	872	15.408
1905..	5.074	30.850	19.533	6.001	23.679
1906..	5.350	45.057	31.917	16.442	35.679
1907..	6.434	80.654	80.856	45.714	47.584
1908..	3.238	40.474	44.605	37.046	38.255
1909..	4.462	57.583	40.211	11.379	55.627
1910..	7.418	102.199	75.226	22.846	62.486
1911..	8.337				
1912..	8.141	Première année de guerre balkanique			
1913..	4.227	Deuxième	»	»	»

On constate que les syndicats ont atteint leur apogée en 1911, l'année qui précéda la première guerre balkanique. Si, l'alerte qui a été donnée en 1908 à l'occasion de la crise provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine était déjà suffisante

pour donner un rude coup aux syndicats et à l'activité économique du pays, les guerres balkaniques qui vinrent 4 ans plus tard et la guerre mondiale qui succéda signifiaient pour les organisations syndicales un véritable désastre. Depuis 1914, jusqu'à la fin de la Guerre en 1918, les syndicats avaient disparu.

Le tableau ci-après nous démontre que l'activité financière des syndicats était assez mouvementée relativement au nombre des syndiqués. Les dépenses pour les grèves figuraient en première place. Dans les trois dernières années, la statistique de l'Union Générale Ouvrière donne l'aspect suivant en ce qui concerne les grèves :

Années	Nombre	Participation	Dépense pour les grèves	Terminées avec succès
1911....	78	2.788	52.108	84 %
1912....	53	2.453	27.641	68 %
1913....	7	931	8.727	86 %

Le pourcentage élevé des grèves terminées avec succès témoigne de leur organisation et de leur conduite sans reproche. La durée moyenne d'une grève fut en 1911 de 13 jours et demi et en 1912, 26 jours et demi. Il faut noter que la plupart de ces grèves avaient un caractère défensif et étaient des mouvements économiques. Cela explique en partie leur réussite. Dans les comptes rendus de plusieurs Congrès il était souligné, qu'en principe, les grèves ne se trouvaient pas au premier plan de l'activité syndicale. Le développement des organisations et le renforcement moral des membres doi-

vent être mis avant toute autre chose partout où il y a possibilité de le faire.

En dehors des grèves, les syndicats avaient plusieurs autres sortes d'activité. Ainsi, en 1910, les organisations syndicales avaient déboursé, à titre de secours pour voyages, 2.653 dinars ; secours aux chômeurs, 6.823 dinars, secours de maladies, 7.593 dinars ; secours après décès, 179 dinars et autres secours, 164 dinars.

Ce qui frappe le plus, c'est le haut sentiment de la solidarité internationale des ouvriers de tous les pays. Il est courant de trouver au passif des bilans annuels de l'Union Ouvrière des postes comme celui-ci : secours adressé en Norvège : 251,54 dinars ; secours envoyé en Espagne : 201,80 dinars, pour les travailleurs des transports en Angleterre : 104 dinars (Bilan de l'Union ouvrière du 1^{er} janvier 1911 au 1^{er} avril 1914).

Ces quelques chiffres que nous avons donnés ainsi au hasard, suffisent à révéler la solidarité des organisations syndicales de la Serbie. Elles n'étaient pas des organisations de masse, parce que la masse ouvrière, dans le sens que l'on attribue ordinairement à ce mot, n'existait pas. Leur sens pratique et leurs intentions éducatives les faisaient aimer par leurs membres et leur promettait un avenir brillant. Des événements plus puissants et qui les dépassèrent, les anéantirent trop tôt. Une dizaine d'années s'étaient à peine écoulées depuis l'apparition des premiers syndicats jusqu'en 1914, année de la Grande Guerre, et cette courte durée ne leur avait pas permis de créer une tradition. Car « pour créer une tradition, dit M. D. Yovanovitch, le mouvement syndical, comme tout mouvement populaire, a besoin d'une longue durée ». Lorsque, après 4 ans

de guerre, ils essayaient de reprendre l'œuvre commencée, ils devaient constater qu'il ne restait rien de ce qu'ils avaient laissé et qu'il semblait même que rien n'ait jamais existé. Il y a des cas où certains bouleversements sociaux secouent si profondément l'être humain que même le souvenir retombe à néant !

BOSNIE - HERZÉGOVINE

Dès son début, le mouvement syndical en Bosnie et Herzégovine a été caractérisé par la tendance socialiste de lutte de classe. Cela s'explique par le fait que ce mouvement se créa sous l'influence de l'étranger. La Bosnie fut envahie par les capitaux autrichiens qui affluèrent à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle pour la création de diverses entreprises pour l'exploitation des richesses naturelles de ce pays. Les diverses industries eurent besoin de main-d'œuvre et c'est ainsi que la classe ouvrière, jusqu'alors inexistante, se forma soudainement.

Avant 1904, les typographes et les cheminots possédaient leurs associations dont l'action ne dépassait pas celle des nombreuses associations de secours mutuel existantes.

Le régime des autorités ne permettait pas la moindre liberté aux ouvriers qui, de part et d'autre, tentaient de s'organiser.

En automne 1904, une équipe de plusieurs ouvriers maçons était venue de Vienne à Sarajevo pour la construction d'un bâtiment du gouvernement. Ces ouvriers bénéficiaient des mêmes conditions de travail qu'ils avaient à Vienne. Pour une journée de 10 heures, ils touchaient un salaire plus important que celui des ouvriers nationaux pour une journée de 12 heures. Les ouvriers maçons de Sarajevo s'entendirent pour demander les mêmes conditions de travail dont bénéficiaient les travailleurs

autrichiens. Le premier pas fait dans ce sens fut une demande déposée au gouvernement. Le gouvernement ne donna aucune suite aux revendications ouvrières mais ordonna une surveillance policière plus serrée des ouvriers.

La seule place où les maçons pouvaient parler librement était la cour de la cathédrale de Sarajevo. Là, tous les dimanches matin, ils discutaient des moyens autres que des demandes infructueuses qui leur permettraient d'obtenir la journée de 10 heures.

A l'occasion du premier mai 1905, ils s'associèrent aux menuisiers qui, depuis deux ans, célébraient ce jour par une manifestation hors la ville. Cette fois, la fête fut particulièrement réussie. Il y avait là quelques ouvriers autrichiens qui donnèrent des renseignements sur la façon dans laquelle les ouvriers doivent s'organiser. Ils exposaient aussi l'efficacité des grèves comme moyen de lutte pour l'amélioration de la condition ouvrière. Ces instructions ne restèrent pas vaines. Trois semaines plus tard, le 22 mai 1905, éclatait la grève du bâtiment qui aboutit dans l'après-midi du même jour à un accord entre les employeurs et les ouvriers. Les employeurs durent accepter la revendication concernant la durée de travail. La journée de 10 heures était conquise par les ouvriers. Le résultat positif de ces événements s'affirma bientôt par l'apparition des organisations syndicales des maçons et des menuisiers. Peu de temps après, les ouvriers de quelques fabriques, notamment ceux des fabriques de tapis, de tabac et de bière, suivirent l'exemple et s'organisèrent en syndicats. Le centre des réunions de nouveaux syndicats fut d'abord un café : « Slavenska Lipa ». Des conférences et des réunions y avaient lieu tous les jours.

L'activité d'un ouvrier relieur était surtout remarquable. Mico Sokolovitch, qui a travaillé plusieurs années à Beograd où il était en rapports personnels avec les socialistes et syndicalistes serbes, tels que Laptchevitch et Touçovitch, connaissait à fond les organisations syndicales. C'est grâce à lui que fut préparée et convoquée pour le 27 août 1905 la première assemblée publique des ouvriers qui adopta le projet de Statuts pour l'Union Générale des Ouvriers élaboré d'avance par Sokolovitch, sur le modèle des Statuts des syndicats serbes et autrichiens. A la fin de 1905, la plupart des professions ouvrières de Sarajevo possédaient leurs syndicats.

Au fur et à mesure du développement du mouvement syndical, les grèves et les conflits de travail devenaient plus nombreux. La police n'a laissé passer aucune grève sans opérer quelques arrestations d'ouvriers. Tout le travail et tous les efforts que les ouvriers ont faits pour s'organiser se passaient sous un régime qui n'avait jamais reconnu légalement jusqu'en 1906 le droit d'association que les ouvriers obtinrent après une série de grèves sanglantes.

Les premiers mois de 1906 furent consacrés au travail de consolidation des nouveaux syndicats. C'est avec l'arrivée du printemps qu'une action réelle commença. La mort de Mico Sokolovitch, survenue en avril de cette même année, fut une grande et douloureuse perte pour les organisations ouvrières. Il n'était pas seulement animateur du syndicalisme en Bosnie, mais aussi l'homme qui, avec sa connaissance profonde des rapports sociaux, avec son travail assidu, a quotidiennement contribué au renforcement du mouvement ouvrier. Les funérailles que les ouvriers de Sarajevo lui ont faites, le 29 Avril 1906, furent une immense manifes-

tation de la solidarité ouvrière que la ville de Sarajevo n'avait jamais connue. Le nombre des ouvriers et ouvrières, qui étaient venus faire leurs adieux à cet excellent militant syndicaliste, impressionna tous les assistants par sa grandeur inattendue. Ce nombre inspira aux ouvriers la foi en une force qu'ils ne connaissaient pas. Et cette révélation faite accidentellement sur ce convoi funèbre allait avoir une influence décisive sur les événements des jours suivants.

La fête du premier mai 1906 fut préparée selon la tradition, avec beaucoup d'enthousiasme par toutes les organisations ouvrières. La police, cependant, à la veille du 1^{er} mai, convoqua les représentants ouvriers et leur déclara que toute manifestation prévue pour le lendemain était interdite. La raison qui amena la police à prendre une telle décision aussi hâtivement, était probablement l'ampleur extraordinaire des funérailles de Sokolovitch. Ce geste de la police a produit un effet contraire à ce qu'elle attendait. Le Comité, pour la fête, a décidé de passer outre à cette défense et d'organiser une grande manifestation sur une place aux environs de la ville. Le jour du 1^{er} mai, à deux heures de l'après-midi, plus de 2.000 ouvriers se rassemblèrent près du café « Krajmajer ». De là, ils se dirigèrent vers Lukavica où furent prononcés plusieurs discours contre la police et contre la durée excessive du travail dans certaines entreprises. Quelques propositions de grèves se firent entendre. La police, qui avait envoyé de nombreux mouchards à cette manifestation, se gardait bien d'intervenir directement. Mais, le lendemain, le 2 mai, lorsque les ouvrières de la fabrique de tabac et les ouvriers briquetiers se mirent en grève pour la diminution de la durée du travail, la police essaya de la briser

au moyen de promesses et de menaces. Cette action eut un certain succès car le deuxième jour de la grève quelques-uns des grévistes rentrèrent au travail. Les ouvrières de la fabrique du tabac s'émurent et allèrent protester devant cette fabrique, ce qui permit à la police d'arrêter plusieurs ouvrières.

Les grévistes se rassemblèrent alors en masse devant la mairie qui était aussi le siège de la police, en exigeant la libération immédiate de leurs camarades. En guise de réponse, la police ordonna aux pompiers d'employer les pompes contre les manifestants. Ceux-ci, exaspérés, se révoltèrent, et, avec des couteaux, coupèrent les tuyaux des pompes à incendie. Pendant ce temps, un nombre d'ouvriers qui n'étaient pas en grève, était arrivé, et l'agitation devenait très grande. La police sortit les sabres et se dressa contre la masse, qui répondit avec des morceaux de briques et des pierres. La police fut contrainte de reculer et de nombreuses fenêtres furent brisées. A la tombée de la nuit, un détachement de la gendarmerie armée arriva et tira. Les ouvriers se retirèrent en panique, laissant trois morts et plusieurs blessés. Les bagarres continuèrent dans les différentes parties de la ville jusqu'à 11 heures de la nuit. Pour le lendemain, 4 mai, la grève générale fut décidée. Voici l'extrait d'un article intitulé : « *Comme l'enfant sur le front de classe* », qui parut dans le « Glas Slobode » du 13 mai 1926, qui dépeint vivement la psychose provoquée à Sarajevo par cette grève :

« Lorsque nous arrivions à l'école, on nous disait qu'il n'y a pas de cours à cause des « Straik ». Straik ? Tous nous étions surpris, car un tel Saint ne nous était pas connu. On nous expliqua qu'il y avait l'insurrection des ouvriers et que nous devons rentrer immédiatement chez nous.

En rentrant, nous pouvions remarquer une nervosité exceptionnelle dans la ville. Un seul mot qui évoquait la terreur des bourgeois, se faisait entendre : « *Straik* ». Cette terreur était encore augmentée à cause de l'épithète « générale ». Jamais, dans la tranquille ville de Sarajevo, ce mot n'avait été entendu et il avait dans les oreilles des citadins non travailleurs un son effroyable. En attendant quelque chose d'horrible, ils se retiraient dans les maisons et stockaient les produits alimentaires comme pendant la guerre. Tout était hypnotisé... »

La grève générale commença le vendredi matin, 4 mai, et dura jusqu'au soir du 6 mai. Durant les deux premiers jours, les patrouilles de gendarmes se croisaient dans la ville arrêtant même le trafic dans quelques rues.

Les principales exigences que les ouvriers ont formulées durant la grève générale ont été les suivantes : l'indemnité aux familles des ouvriers tués et le licenciement des fonctionnaires de la police. Les revendications des ouvrières de la fabrique de tabac et des briquettes : qu'on libère tous les ouvriers emprisonnés et que le gouvernement approuve tous les Statuts déposés par les organisations ouvrières.

Un comité composé de deux représentants de chaque profession, fut assimilé pour les pourparlers avec le gouvernement.

Le Dimanche après-midi, les ouvriers apprirent que la grève avait pris fin à la suite d'un accord intervenu entre le gouvernement et leurs représentants. Tout était accordé aux ouvriers, sauf en ce qui concerne les tués. Sur ce point, le gouvernement a prétendu que le premier coup de feu a été tiré par les ouvriers.

Les répercussions de cette grève se sentirent dans toutes les villes d'une certaine importance de la Bosnie-Herzégovine. A Mostar, à Tuzla, à Banja-Luka, à Zenica, éclatèrent des grèves générales entre le premier et le douze mai. Il faut noter que partout l'opinion publique était favorable aux grévistes. A Mostar, par exemple, le Comité des Ouvriers fut nommé le « Gouvernement populaire ». Les paysans des villages voisins ont demandé à ce « Gouvernement » l'abolition de certaines contributions. Seule la grève de Zenica fut purement ouvrière. Zenica était et est encore aujourd'hui le centre industriel le plus important de la Bosnie-Herzégovine. Une grande fonderie et les mines de houille occupent quelques milliers de travailleurs. La grève avait commencé le 12 mai 1906. Mais comme la direction de la fonderie n'a pas voulu discuter avec les ouvriers et a repoussé toutes leurs propositions, ceux-ci organisèrent le 14 au matin, une manifestation à travers la ville. Après avoir passé quelques rues, ils arrivèrent devant la fonderie où la gendarmerie était déjà massée. Lorsque les ouvriers commencèrent à crier : « en dehors avec les Chwabas » (le surnom péjoratif des Autrichiens), un coup de feu éclata d'une fenêtre de la direction. Ce fut le signal pour les gendarmes et les soldats qui tirèrent à leur tour. Quatre ouvriers furent tués sur place et une trentaine grièvement blessés. La grève a duré 14 jours et le seul résultat qu'elle apporta aux grévistes, fut la journée de 9 heures dans les mines. La répression atroce de toutes ces grèves a profondément impressionné la bourgeoisie nationale qui ne manqua pas de donner un appui moral aux travailleurs. Il y avait même des cas où les commerçants donnaient de l'argent ou de la nourriture aux ouvriers en grève.

Malgré des peines sévères et des châtiments impitoyables infligés à la classe ouvrière, celle-ci soutint héroïquement cette lutte spontanée et le gouvernement fut contraint de légaliser le droit du prolétariat de la Bosnie-Herzégovine de s'associer librement dans les syndicats. Le souvenir de ces heures de lutte, la classe ouvrière le garde sous le nom de la « Semaine Rouge ».

La nouvelle ère ouverte par ces grève et avec la légalité explicite du mouvement syndical apporte aux ouvriers de grands bénéfices. Le mouvement prend un nouvel élan qui se manifeste par la création légale des syndicats ouvriers dans les villes de provinces. A la date du 14 octobre 1906, une assemblée adopte les statuts de l'Union Générale des Ouvriers approuvés par le gouvernement et aussi les Statuts de six autres syndicats légaux. Le nombre des ouvriers organisés jusqu'à la fin de 1906 atteint le chiffre de 2.500.

Le premier Congrès de l'Union Générale des Ouvriers fut tenu le 3 juin 1907. Les délégués au nombre de 84 y assistent et choisissent le Comité de l'Union. Ces délégués représentent au Congrès 3.500 ouvriers organisés.

La durée du travail pour les diverses professions à la date du 1^{er} juin 1908 était la suivante : à l'atelier de chemins de fer, chez les menuisiers et chez les peintres décorateurs : 9 heures ; dans la fabrique de tabac : 8 heures ; pour les ouvriers du bâtiment, les boulangers et les métallurgistes : 10 heures ; chez les tailleurs et les ouvriers du cuir : 10-12 heures ; pour les typographes, la durée de la journée de travail était de 9 heures.

L'assemblée ouvrière du 13 octobre 1908 adressa au gouvernement une résolution revendiquant la

loi pour l'assurance obligatoire des ouvriers. En 1909, cette loi fut promulguée.

Au mois de juin 1908, le deuxième Congrès de l'Union Générale des Ouvriers fut interdit par le gouvernement à cause de la crise d'Annexion. Les délégués étrangers qui devaient y assister furent obligés de prendre le premier train de retour. Ce Congrès a eu lieu un mois plus tard, le 5 juillet 1908. Il décida la création du journal ouvrier qui paraît depuis sous le nom de « Glas Slobode ».

Jusqu'au commencement de la guerre de 1914, les Congrès ont été tenus régulièrement chaque année. Au moment des guerres balkaniques, le gouvernement supprime les syndicats ouvriers désignés comme les centres de la propagande pro-serbe. Durant le mois de mai 1913, les soldats occupent la maison des syndicats « Dom ». C'est seulement après une intervention des députés socialistes autrichiens que le travail des syndicats fut autorisé.

Les syndicats faisant partie de l'Union Générale des Ouvriers ont en 1909, 3.000 membres; en 1910, 5.500 ; en 1911, 6.100 ; en 1912, 5.520 ; en 1913, le nombre est tombé à 3.500 à cause de la dissolution des syndicats ; mais déjà au début de 1914, ce nombre remonte à 5.000 membres.

Depuis 1910, la consolidation intérieure des syndicats est complète. Ils avaient aussi réalisé une liaison constante avec leurs internationales professionnelles. En 1911, l'Union Générale des Ouvriers achète la maison du « Dom » qui avait été louée jusque là. La possession de cette maison a beaucoup contribué au développement du syndicalisme en Bosnie.

A peine les syndicats avaient-ils réussi à se redresser après le choc de 1913, que déjà la guerre de 1914 allait les atteindre plus durement encore.

Nous nous arrêtons ici, parce qu'avec la guerre s'ouvre une période du mouvement ouvrier dont l'état psychologique et les circonstances matérielles exigent une étude spéciale qui pourrait englober tous les pays yougoslaves de cette époque. Nous en parlerons brièvement dans la deuxième partie.

SLOVÉNIE

Avant la Grande Guerre, la Slovénie ne représentait pas une unité administrative indépendante. Les « pays de la Couronné » comprenaient outre la Slovénie, un territoire qui, par le traité de paix, fut annexé à l'Italie sous le nom de Venise Julienne (Venezia Giulia) (1). On compte qu'aujourd'hui encore, le nombre d'habitants d'origine Slave qui peuplent ce pays atteint le chiffre de 600.000. L'Autriche-Hongrie avait permis que le mouvement syndical de cette province se développât avec une certaine liberté parce qu'elle était très proche de la métropole. Quand on parle de l'histoire des syndicats ouvriers en Slovénie, il est nécessaire d'exposer à la fois l'histoire du syndicalisme dans cette province qui, par la majorité de ses habitants, par la tradition culturelle et politique, faisait partie du peuple slovène. Économiquement et industriellement plus développés, les ouvriers slovènes de la Venise Julienne créèrent les syndicats plus tôt que leurs camarades de Slovénie.

La ville de Trieste, centre de cette province,

(1) Le terme de la Venise Julienne a une origine historique. Il semble qu'aux temps de l'antiquité romaine, Julius Cezar fut le premier qui a conquis ces pays. M. R. Golouh, à propos de son article sur le mouvement syndical dans la province de Venise Julienne, écrit pour « L'Archive Social » (mai-juin 1940, Beograd) a bien voulu nous donner cette explication.

était, après Vienne et Prague, la troisième cité de la Monarchie. Sa position vers la Mer Adriatique, en fit le grand port, le « poumon », du commerce autrichien. L'activité économique qui se développe rapidement au début du xx^e siècle, prépare en ce temps, l'éclosion d'une nouvelle couche sociale qui apparaît déjà. Ce sont les travailleurs de la petite industrie et les dockers qui deviennent de plus en plus nombreux. Ils ne sont pas organisés, mais parfois, se groupent dans différentes sociétés fraternelles artisanales et diverses sociétés ouvrières de secours mutuel, etc. M. Golouh, dans son article, (v. note 1) nous dit que ces sociétés se créaient d'après les nationalités de leurs membres. Ainsi, auprès de la « Società Operaria » (Société ouvrière) surgit la « Società di soccorso Slava » (la Société de secours slave).

Le plus ancien syndicat des métiers avait été fondé en 1870 par les ouvriers du bâtiment. Déjà en 1871, les maçons organisèrent une grève pour la diminution de la durée du travail et l'augmentation des salaires. La grève marque un succès et la journée de travail fut réduite de 14 heures et demie à 10 heures et demie (selon M. Golouh).

Après les maçons, les ouvriers de l'arsenal et les métallurgistes ont eu un syndicat plus important du point de vue du nombre des affiliés. Venaient ensuite les syndicats des cheminots, des gens de mer, des ouvriers des transports, des docks, des employés de commerce, les travailleurs de l'industrie des bois, de l'industrie chimique et de l'industrie du fer. A l'intérieur de la Province Julienne se formaient les syndicats des industries respectives (dans les villes de Pola, d'Albona et d'Idria).

Tous ces syndicats avaient des sections italiennes et slaves avec une administration séparée. Il y avait tout de même quelques professions qui repré-

sentaient presque en exclusivité des ouvriers slaves, tels que les syndicats du bâtiment, des cheminots, des boulangers, des ouvriers des carrières, de l'industrie du bois et des minoteries. Ils répandaient leur activité, non seulement dans les villes maritimes, mais à travers toute la province.

Les fortes organisations syndicales eurent pour conséquences le développement chez les ouvriers de la conscience de leur force sociale. L'opposition à l'exploiteur se précisa bientôt et les grèves furent nombreuses.

M. Golouh attire l'attention surtout sur la grève des mécaniciens du Lloyd Triestino qui éclata en février 1902. Cette grève fut précédée par une présentation collective des revendications des mécaniciens : une journée de travail de 10 heures pendant le séjour du navire dans le port et de 8 heures en mer. La direction du Lloyd n'a pas voulu céder en aucune façon en menaçant de licenciement tous ceux qui propagent de telles idées. C'est alors que la grève fut déclarée.

« Par suite d'un malheureux concours de circonstances, ce petit mouvement professionnel auquel ne prirent part que 272 mécaniciens et 83 soutiers, eut bientôt des conséquences tragiques. Les grévistes apprirent que le Lloyd avait l'intention de les remplacer par des mécaniciens italiens venus du Royaume, par des Arabes, des Grecs et par un certain nombre de mécaniciens de la Marine de Guerre ; ils lancèrent un appel à la solidarité du prolétariat triestin qui proclama aussitôt la grève générale. Cette grande grève dura trois jours, des tumultes se produisirent, l'autorité militaire intervint et des victimes tombèrent des deux côtés. » (Art. de R. Golouh).

Il est intéressant de noter que le gouvernement prit ensuite l'affaire entre ses mains. Une commission d'arbitrage fut composée des représentants du

Lloyd, des mécaniciens et de l'autorité gouvernementale. La commission approuva la justesse des revendications ouvrières et donna la pleine satisfaction aux mécaniciens.

Le succès éclatant des mécaniciens gagné par un combat spontané et l'action solidaire de tous les ouvriers de Trieste, secoua la province entière. Une vague de mouvement pour l'augmentation des salaires se répandit dans toutes les villes. D'après les statistiques officielles de ce temps, il ressort qu'en 1902, il y eut 32 grèves pour la réduction de la durée de travail et l'augmentation des salaires. 10.802 salariés y avaient participé.

Il faut retenir que ces mouvements se passèrent en pleine période de prospérité économique. La bourgeoisie locale entreprenante et active n'a, en aucune manière voulu entraver la marche heureuse des événements. Pour élever ses propres gains, elle se montrait assez compréhensible en ce qui concerne les exigences modestes du prolétariat. Cette attitude était dictée par le bon sens qui caractérise les grandes entreprises. C'était la phase de profonds changements dans la structure sociale. Une politique habile donna facilement d'heureux résultats. La nouvelle législation adaptée étroitement aux conditions posée par la vie sociale, contribua à la pacification rapide des masses. Les syndicats ne tardèrent pas à se consolider. Leur activité se borna à une politique de protection professionnelle. Leur programme englobait : l'assistance sociale, l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, la réduction de la durée de travail, le repos dominical, l'hygiène, etc. Avec plus de vivacité ils se préoccupaient des contrats de travail dont ils firent une obligation législative.

Cette consolidation du mouvement syndical au point de vue des rapports sociaux entre les classes,

a eu une conséquence qui n'entre pas normalement dans le cadre de l'activité des syndicats ouvriers. C'était la question des nationalités qui troubla la vie syndicale. La tentative des Italiens de fonder une Chambre ouvrière à tendance nationale, provoqua immédiatement la réaction des ouvriers slaves qui créèrent une organisation d'ouvriers nationaux, qui s'opposa aux tentatives italiennes mais aussi à l'internationalisme de la sociale-démocratie autrichienne. En effet, cette organisation de 1907-1908 s'affilia au courant panslaviste venant de Prague. De cette manière, elle transporta son activité du terrain économique et social sur le terrain politique.

Dans la partie du pays qui représente la Slo-
vénie d'aujourd'hui, dont le centre politique et industriel est Ljubljana, le mouvement ouvrier syndical a eu pendant longtemps une signification tout à fait locale. Il faisait partie du mouvement syndical autrichien dont la centrale était à Vienne. Il s'agit là des syndicats à tendance socialiste. Mais, de plus, selon une brochure officielle sur les organisations syndicales en Slovénie, (*Strokovne organizacije G.R. S.J. v Sloveniji*, Ljubljana 1924) le Syndicalisme slovène a été dirigé de Trieste. Les syndicats les plus développés furent le syndicat des ouvriers métallurgistes, des cheminots, des boulangers et des ouvriers du bâtiment. Les secrétaires de ces quatre syndicats se trouvaient à Trieste. A Ljubljana pour l'ensemble des organisations ouvrières il y avait un représentant non payé de la Commission professionnelle de Vienne. Depuis 1897, cette charge a été assumée par Ivan Mlinar.

Quelques chiffres sur les effectifs des syndicats ouvriers sur le territoire de la Carniole d'avant-guerre de 1914 (la Slovénie d'aujourd'hui comprend à peine une moitié de ce territoire) nous démontrent

la minime importance de ce mouvement : en 1905, 1.751 ; en 1906, 1.963 ; en 1907, 3.207 ; en 1908, 3.667 ; en 1909, 3.266 ; en 1910, 3.145 ; en 1911, 2.939 ; en 1912, 2.554. (données citées par la brochure sus-mentionnée). Les syndicats disposaient de quelques journaux : « Zeleznicar », « International », « Kamnarski delavec », « Stavbinski delavec ». Le plus grand tirage avec 1.900 exemplaires fut celui de « Zeleznicar ».

Lorsqu'en été 1907 fut fondée à Trieste l'Organisation des Ouvriers Nationaux, une action semblable se manifesta peu de temps après, aussi à Ljubljana. Il paraît que c'était surtout le caractère national de cette organisation qui attirait l'attention de quelques ouvriers slovènes de Ljubljana. Le fondateur de l'Organisation des Ouvriers nationaux de Ljubljana, R. Juvan, écrit sur ce sujet dans le journal « Delo » du 28 avril 1928, les mots suivants :

« Avec la création de l'Organisation des ouvriers nationaux, Trieste a, en effet, montré son vrai visage slave. Ce que ne pouvaient faire ni les Italiens ni les Allemands et non plus les organisations internationales, fut fait par les travailleurs slaves qui conquérir les rues triestines. »

R. Juvan organise à Ljubljana, en 1908, en collaboration de quelques amis personnels et d'après les Statuts de l'Organisation des Ouvriers Nationaux de Trieste, l'organisation de même nom et de même tendance. L'assemblée tenue en oct. 1908 réunit 300 affiliés. Le nombre d'affiliés augmente rapidement et en 1910 la section de la jeunesse compte à elle seule 400 jeunes gens. Ce succès se justifie par l'aspiration générale de toutes les catégories sociales slovènes vers le resserrement des éléments nationaux en vue de la sauvegarde de leurs qualités ethniques. Au moment où la révolution nationale a été accom-

plie en 1918, et lorsque, dans la première moitié de 1920, le nombre des syndiqués atteint avec les cheminots le chiffre de 30.000, l'Organisation des Ouvriers Nationaux — nommée depuis la guerre l'Union socialo-nationale (Narodno Socialno Zvezo) — n'a qu'une minime importance. Ce sont les Syndicats chrétiens qui trouvent en Slovénie, un terrain propice à leur développement.

CROATIE

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que la situation, dans laquelle les syndicats croates se sont développés, était particulière à cause de la présence d'une puissance étrangère, laquelle réglementait à son gré le statut juridique des organisations ouvrières. Il est vrai que cette réglementation ne devait nécessairement être pire que la réglementation d'un état national où le pouvoir public provient de la population nationale.

Avant d'aborder la question des fondements juridiques des syndicats en Croatie, il est intéressant d'apprendre le raisonnement d'un historien qui, pendant longtemps, était aussi militant du mouvement ouvrier politique et syndical. Sur le caractère des syndicats ouvriers au point de vue révolutionnaire, M. Vitomir Koratch dit (1) que

« ...les syndicats ouvriers, en eux-mêmes, ne sont ni révolutionnaires, ni contre-révolutionnaires, dans le sens profond de ces mots. Les syndicats ouvriers, selon la nature de leurs tâches et de leurs buts, s'occupent avant tout des avantages matériels des travailleurs. Dans ce sens, ils représentent presque toujours un certain progrès. Ce progrès peut être plus ou moins relatif en comparaison de ce que le progrès représente pour la société entière. D'autre part, on a une tendance souvent à donner à l'idée de révolution le sens de progrès absolu, ce qui n'est pas toujours justifié. Il y a des

(1) Op. p. 17.

révolutions dont les buts sont réactionnaires et aussi des contre-révolutions progressives. Si les révolutions ne sont pas toujours progressives, pourquoi le syndicat ouvrier serait-il révolutionnaire ? Son activité ne doit être ni en conflit, ni en accord avec les règlements du pouvoir public. Si le syndicat ne garde pas cette attitude indifférente envers le pouvoir, c'est parce que celui-ci ne se comporte pas objectivement envers les intérêts les plus essentiels de la classe ouvrière. »

De ce point de vue, on pourrait dire au sujet des syndicats ouvriers croates, qu'ils représentaient des organisations révolutionnaires. Ils se trouvaient dans une lutte constante et inconciliable avec le pouvoir public de la monarchie austro-hongroise. Ils ont agi au temps de la révolution nationale, où les tendances libératrices préoccupaient les esprits contre le joug étranger. Ils étaient révolutionnaires avec l'ensemble du milieu national où ils vivaient. C'était sur ce point que l'opposition entre eux et l'Etat se montrait la plus forte.

« L'intolérance, continue M. Koratch, envers le moindre mouvement syndical des ouvriers, la non approbation des statuts des syndicats durant de longues années, l'impitoyable répression des grèves et de la liberté de réunion, jetèrent les ouvriers dans les bras de la sociale-démocratie révolutionnaire. »

Ce fut seulement à la fin du régime austro-hongrois que ce dernier montra une certaine tolérance envers les syndicats ouvriers. Mais il était alors trop tard pour que pût être transformée la psychologie des ouvriers organisés syndicalement.

Nous avons quelque peu insisté ici sur une façon de considérer le caractère révolutionnaire, ou non, des syndicats ouvriers, telle que V. Koratch l'expose dans son livre : L'Histoire du mouvement ouvrier en Croatie et Slavonie. Son opinion est assez

intéressante pour trouver place dans cet ouvrage. Pourtant, il existe une autre raison, plus importante encore, qui justifie la place que nous lui réservons ici.

Nous avons signalé plus haut que M. Koratch était écrivain et historien du mouvement ouvrier, politique et syndical. Mais, en outre, nous avons dit qu'il avait activement participé au mouvement socialiste et syndical en Croatie et plus tard en Yougoslavie. Par sa forte personnalité, il avait souvent joué un rôle considérable dans le mouvement ouvrier Croate, avant et pendant la Grande Guerre. L'idée que les syndicats ouvriers doivent, dans un pays opprimé, avant tout être nationaux — c'est là, selon M. Koratch, leur signification révolutionnaire — cette idée a été habilement exploitée grâce à un concours de circonstances favorables et a prédominé pendant longtemps dans l'Union Générale des Ouvriers. Mais cette organisation n'a pas su s'adapter aux circonstances nouvelles après la Guerre. L'idée du syndicalisme national continua toujours à avoir des adhérents et a tenté souvent les dirigeants de l'U.G.O. sous les formes fascistes et « jaunes » de détourner les ouvriers de ce qu'ils avaient pris l'habitude d'appeler « les intérêts de classe ».

I

Dans l'introduction, nous avons très brièvement dépeint l'aspect économique du pays croate. Nous avons notamment dit que ce pays, quoique plus développé industriellement que la Serbie, était un pays agricole. Dans la deuxième moitié du xix^e

siècle, il était encore sous l'influence du régime économique féodal. Le pouvoir central impérial ne régissait pas d'une façon uniforme toutes les régions dominées. L'ordonnance impériale du 26 Novembre 1852 régla les conditions de forme et de fond des associations professionnelles. Elle était appliquée en Croatie où le Ban (Préfet) avait eu le pouvoir d'accorder l'autorisation de fonder une association de ce genre.

Durant l'histoire générale vécue par la Croatie à partir de 1868, date du compromis croato-hongrois, le peuple croate était complètement soumis au despotisme de la noblesse hongroise. D'ailleurs ce « compromis » avait été précédé d'un accord entre Vienne et Budapest, selon lequel la Hongrie s'était assuré une influence prépondérante dans le pays Croate. Nous ne discuterons pas ici les conséquences politiques et sociales subies par le peuple croate à la suite de ces deux actes, cela dépasse le cadre de notre tâche. Il est à noter seulement qu'au moment où le mouvement ouvrier commence à apparaître en Croatie, ce pays était gouverné par le fameux Ban graf Karl Khuen-Héderwàry, qui, nommé le 1^{er} décembre 1883, exercera son autorité durant vingt années. Son pouvoir était autoritaire et quasi absolu. La pression de son régime a été un des plus puissants obstacles au développement du mouvement syndical. Les tendances associationnistes, dont nous avons suivi de plus près le développement dans le chapitre consacré à la Serbie, se manifestèrent aussi en Croatie à partir de 1870-1880. La signification de ce mouvement était assez proche de celle constatée en Serbie. Ce sont les associations mixtes où les petits artisans, ainsi que leurs commis et apprentis s'associaient. Il ne vaut pas la peine de redire ici tout ce qui a été expliqué sur le caractère mutualiste

de ces associations. Les gouvernements n'avaient en aucune manière entravé le développement de ces associations parmi les petits artisans.

Signalons néanmoins l'Association des typographes croates dont les origines remontent à la quatrième décade du xix^e siècle. Selon V. Koratch (1), la première imprimerie avait été fondée à Zagreb en 1835. Son fondateur, Dr. Lj. Gay, n'étant pas satisfait des ouvriers nationaux croates, avait fait venir 8 typographes allemands qui étaient plus habitués à ce travail. Déjà, en 1837, ils conclurent un contrat collectif. Plus tard, lorsque le nombre des imprimeries augmenta, la quantité des ouvriers typographes accrut parallèlement. Mais avant 1870, ils n'avaient pas réussi à créer une association professionnelle. C'est donc seulement en 1870 que finalement le statut de l'Association typographique fut approuvé. A la fin de 1871, la police empêcha la publication d'un organe de la nouvelle association. Cette interdiction tendait à entraver le mouvement des typographes ayant pour but la révision du contrat (convention) collectif de 1869. Les typographes se révoltèrent et le 1^{er} décembre 1871, quittèrent collectivement le travail. On parla pour la première fois de « stricke ». La police dispersa ce groupement et emprisonna les organisateurs de cette « révolte ». La volonté des typographes n'en fut pas brisée et le 1^{er} avril 1872 un nouveau contrat collectif vit le jour. Quelques mois après, l'Association fut reconstituée.

Les efforts des typographes ne restèrent pas sans résultat. Les profits matériels et moraux qu'ils ti-

(1) Op. cit., p. 96.

rèrent de leur organisation, de même leur propagande en vue de la nécessité des organisations professionnelles, portèrent bientôt des fruits. On commença par fonder en 1872 une chorale de travailleurs à Zagreb. Peu après, sur l'initiative de quelques membres de cette chorale, fut fondée l'Association ouvrière de Zagreb.

L'Assemblée constitutive fut tenue le 13 janvier 1873 ; elle décida que les ouvriers de toute profession pouvaient en faire partie et surtout qu'il était désirable que d'autres organisations artisano-ouvrières s'y joignissent. Ce vœu fut réalisé par les groupements, jusque-là isolés, des tailleurs, des coiffeurs, des maçons et de divers autres ouvriers.

L'Association ouvrière de Zagreb était pendant longtemps le foyer du mouvement ouvrier croate. Son principal mérite reste d'avoir été le centre autour duquel gravitait toute action ouvrière entre 1872 et 1890. Son influence était répandue en province où, dans plusieurs villes, de semblables associations furent créées. Là se produisit le même phénomène qu'en Serbie. L'élément artisanal prédomina sur les ouvriers. Mais le temps apporta aussi de nouvelles formes d'organisations dans lesquelles les ouvriers allaient trouver une aide et un refuge.

A partir de 1888, le mouvement ouvrier est marqué par une vague de grèves qui surgirent dans toutes les professions. Elles avaient pour but d'obtenir la journée de travail de 10 heures. Quoique la plupart de ces grèves eût échoué, la journée de travail de 10 heures fut reconnue dans la majorité des ateliers. Ces grèves annoncent déjà l'existence d'un certain nombre d'ouvriers dont les intérêts sont nettement différents et opposés aux intérêts des petits artisans qui travaillent pour leur compte et, souvent, embauchent et emploient un ou deux ouvriers. Cette

opposition des intérêts ne pouvait être conciliée dans le cadre des associations mixtes. Les ouvriers, déjà à cette époque, ont été initiés aux idées socialistes, celles-ci leur étant présentées par les ouvriers austro-allemands venus d'Autriche.

*
* *

II

Avec cette période de grèves commencent les efforts de petits groupes ouvriers pour faire légaliser le mouvement syndical. En automne 1889, les tailleurs et, en novembre 1891, les menuisiers déposent des statuts pour obtenir l'autorisation de former un syndicat. Pourtant le gouvernement ne se hâtait pas d'approuver ces statuts ; il les retint pendant quelques mois et même quelques années sans les approuver et, ensuite, les rendit avec certaines observations critiques.

Les ouvriers avaient convoqué de nouveau les assemblées où ils avaient réclamé une résolution favorable du gouvernement ou bien, s'il s'agissait des statuts rendus, ils les adaptèrent à la forme exigée par le gouvernement et les soumirent encore une fois au contrôle officiel. Cette façon d'agir permettait aux ouvriers d'avoir constamment un Comité temporaire qui assumait la tâche d'une organisation de fait. Ce jeu se prolongea, dans certains cas, pendant plusieurs années et les « Comités temporaires » se trouvèrent obligés de chercher des « ressources temporaires ». Ils recueillirent les cotisations de leurs membres. Les syndicats s'organisèrent ainsi, quoique illégalement.

Cette situation eut une conséquence immédiate : le rapprochement de plus en plus étroit de ce mouvement syndical avec le mouvement politique des partis ouvriers. En 1892, parut le premier journal socialiste « Sloboda » (la Liberté). Il fut accueilli par les ouvriers avec un immense enthousiasme.³ Ce journal mettait au premier plan la question des libertés politiques, telles : le droit de coalition, d'assemblément, la liberté de la presse. Il posait également les problèmes brûlants du mouvement syndical qui ne pouvait s'organiser qu'illégalement.

Au premier abord, la manière de traiter les organisations politiques et économiques de la classe ouvrière, que le gouvernement avait appliquée, paraît incompréhensible. D'un côté, laisser agir plus ou moins librement le parti socialiste et, de l'autre, étouffer constamment les syndicats là où le contraire semblerait plus naturel. Ce fait s'explique pourtant par la complexité des manœuvres politiques que le gouvernement oppresseur employait dans les diverses régions gouvernées. La social-démocratie, avec son programme de la solidarité internationale des travailleurs, négligeait les sentiments nationaux des petits peuples opprimés et, de cette façon, amoindrissait la force révolutionnaire nationale qui s'opposait directement à l'oppression. Le mouvement syndical de ces petits peuples, dont les travailleurs se sentaient opprimés nationalement et économiquement, tendait à devenir doublement révolutionnaire. Le poids du capital étranger pesait sur le travail national plus lourdement que celui des capitalistes nationaux, qui, eux aussi se sentaient menacés. Ceux-ci arrivèrent à convaincre les travailleurs que tout le malheur provenait de l'étranger et que c'était là qu'il fallait

frapper. Les travailleurs, du moins ceux ressortissant de l'artisanat prolétarisé, et c'était le cas de cette époque, se souvenaient volontiers des « anciens beaux temps » où les rapports du travail se mêlaient avec la vie familiale. Et s'ils sont obligés de se résigner aux nouveaux rapports économiques que le progrès impose, ils n'acceptent jamais l'idée de labourer pour un étranger qui est là, visible, car politiquement aussi le maître.

Chaque occasion leur permettant d'exprimer le mécontentement économique se transforme facilement en révolte nationale. Ban Khuen Héderwary, politicien raffiné, homme plein de ruse, a découvert tout de suite ce moment psychologique des plus importants. La sociale-démocratie autrichienne, avec une tradition politique déjà éprouvée, devait fournir la littérature en langue allemande, de même que les propagandistes, qui étant en général les travailleurs allemands, politiquement de beaucoup plus élevés que l'élément national, joueraient un rôle prépondérant dans le mouvement politique des ouvriers croates. Il fallait les laisser agir parce que, outre l'utilité directe que le gouvernement en obtiendrait dans ses visées d'aboutir à la germanisation du pays, il était nécessaire de montrer le côté libéral du régime. Le calcul du ban était simple et juste : Qui oserait dire que le régime n'est pas tolérant envers les ouvriers croates ? On fête le premier mai, on a son parti politique et son journal et tout cela en pleine liberté. Les ouvriers de la métropole n'en bénéficient pas davantage : l'apparence existe. Si la province n'arrive pas à en profiter aussi largement que la métropole, le gouvernement n'en assume pas la responsabilité.

Il y avait heureusement du bon sens chez les travailleurs. Ce bon sens leur permit de jeter un

coup d'œil derrière les coulisses. Le gouvernement ne légalise pas les syndicats pour paralyser le mouvement en province dans les larges masses ouvrières, tout en supportant la création d'une élite sociale-démocrate dans un ou deux centres. Eh bien ! Si le chemin le moins pénible est barré, on n'hésitera pas à en chercher un autre plus dur. Si l'on ne peut obtenir les syndicats légaux, on en aura d'illégaux. Les ouvriers s'accoutumèrent peu à peu à cette pensée. Les cotisations « temporaires » devinrent de plus en plus régulières. Les archives et les capitaux se gardèrent secrètement. S'il faut agir en plein jour, on utilise le journal social-démocrate, la « Sloboda ». Depuis son premier numéro, ce journal révèle son esprit socialiste, mais aussi avec une forte tendance syndicaliste. Il est préoccupé de la pénible condition des ouvriers, souligne le besoin d'organisations économiques, conseille à certaines professions de s'organiser et aux ouvriers de s'affilier aux groupements existants. Il donne des comptes rendus sur les grèves et s'attaque aux employeurs qui exploitent impitoyablement leurs ouvriers. Il est, en un mot, le représentant public de la classe ouvrière croate toute entière.

Cette phase illégale des syndicats croates a eu des conséquences souvent très heureuses. Elle a fortifié la foi en la force du travail organisé et a formé partout de fortes personnalités éprouvées par de longues luttes contre la police. Mais elle a eu aussi un mauvais résultat qui ne pouvait rester inaperçu de tous. Cette phase irrégulière a arrêté chaque tentative vers la centralisation des groupements dispersés suivant les métiers. Cette situation inquiétait ceux qui faisaient partie du groupe entourant le journal socialiste et déjà dans le N° 2 de la « Sloboda » du 19 janvier 1894, on trouve un article intitulé : « Tra-

vailleurs lisez ». Il lance l'idée d'une *association générale pour la défense des intérêts ouvriers* :

« ...Le but de cette association resterait le même que dans les associations isolées, composées d'ouvriers d'un seul métier, avec cette différence que les ouvriers de tous les métiers pourraient s'y affilier.

« Pour faciliter ce but, une telle association se diviserait en sections, qui comprendraient les métiers isolés...

« De telle manière serait constituée une association formée de différentes sections ; ces sections protégeraient indépendamment leurs intérêts professionnels. Cependant il y aurait des intérêts communs que l'on défendrait par des efforts et des dépenses. La liaison entre les sections serait confiée à un *Comité Central*, composé de délégués de toutes les sections. »

« Sloboda » pose ultérieurement le même problème en diverses occasions. En outre, le Comité Central du parti social-démocrate a été constitué par les délégués de différentes professions, ce qui affirmait le désir d'avoir un organisme rapprochant les gens de divers métiers. Cette combinaison désillusionna le gouvernement qui croyait avoir favorisé un parti ouvrier d'élite, mais toujours sous l'œil de la police. Ce parti n'aurait jamais été exclusivement politique, de même que les syndicats illégaux de ce temps n'étaient jamais des organisations purement économiques. L'un et l'autre se confondent et l'on ne pourrait pas dire où commence le premier et où finit le deuxième.

Une conférence locale du parti social-démocrate du 8 septembre 1896 témoigne de ce que nous venons de dire. L'ordre du jour de cette conférence comprenait plusieurs rapports parmi lesquels on note : le rapport sur l'organisation professionnelle et un autre sur l'organisation politique ; ainsi un

rapport spécial était consacré à la question de savoir quelle position devaient prendre les groupements organisés de métiers envers l'organisation politique, etc....

La conférence réunit 80 délégués ouvriers et ouvrières ; elle fut très animée par de vives dissensions. La plus importante de ses conclusions est, selon V. Koratch (2); la suivante :

« Cette conférence des représentants de tous les ouvriers de Zagreb conclut ceci :

« 1° Il faut tâcher que tous les métiers aient leurs organisations : les membres de ces dernières paient, au moins, 10 nvc. (cent.) par semaine.

« 2° Les organisations des métiers donnent 10 % de leurs revenus au parti.

« 3° Elles s'abonnent obligatoirement à la « Sloboda ».

« 4° Les comités de tous les métiers choisissent chacun trois membres, qui constituent le Comité Central de professions, dont la tâche consiste à créer une forte organisation de tous les métiers. Le Comité Central du parti a le droit d'y être représenté par trois membres. »

Comme on le voit, cette conclusion a posé une base solide pour la coordination des forces perdues jusque-là. Elle a prévu le versement obligatoire et égal pour tous les syndicats qui seraient de quelque manière dépendants du parti socialiste, auquel ils versaient 10 % des revenus et dont l'organe serait devenu une sorte de journal commun pour tous les syndicats. On prévoyait aussi un forum central des syndicats. Si tout cela eût été transporté sur le terrain pratique, on pourrait parler, dès cette date, de

(2) Op. cit., p. 54.

vraies organisations syndicales ouvrières. La suite de cette conférence a malheureusement démontré qu'il n'en fut rien. Le seul résultat concret était la pratique des *conférences locales* sur le modèle de cette première. Il serait injuste d'attribuer l'insuccès pratique de cette conférence à la mauvaise volonté des travailleurs. La police y fut pour quelque chose.

Avant de parler de l'évolution des faits concernant strictement les syndicats et leurs échecs, il convient d'observer très brièvement, comment le développement du parti socialiste a non seulement déçu les intentions du Ban Khuen, mais a effrayé aussi la bourgeoisie nationale. Ce revirement décisif date de 1895. Personne ne pouvait prévoir que le mouvement socialiste allait étendre son influence sur la paysannerie. Et pourtant ce fut ce qui arriva à un très haut degré. L'élément paysan, en grande partie, travaillait dans des conditions misérables sur les grandes propriétés appartenant aux nobles. Parmi ceux-ci, outre les seigneurs hongrois et autrichiens, figurait surtout le clergé. Les salaires étaient dérisoires, la journée de travail interminable. Les paysans y étaient soumis à une vie de beaucoup plus pénible que celle des salariés du plus bas degré dans les villes. La propagande socialiste, dès le début, relève tous les côtés négatifs des « latifundies » en promettant aux paysans de leur partager les terres après en avoir chassé les seigneurs. Les masses paysannes comprirent à leur façon les théories socialistes et commencèrent à les propager dans les plus petits villages. Le gouvernement décida immédiatement d'employer tous les moyens pour briser dès sa naissance ce dangereux mouvement. Les paysans furent emprisonnés en masses. On organisa des procès monstres contre les paysans et les socialistes. Bien qu'il n'y eût rien dans les menées des accusés qui fût

en conflit avec la loi positive, les jugements étaient sévères. Il est vrai que la plupart des paysans, après avoir donné — sous la pression de la police — l'assurance de ne plus s'intéresser au socialisme dans l'avenir, furent acquittés. D'autres, plus durement jugés, subirent des peines sévères.

Cette campagne policière contre le socialisme fut accentuée particulièrement pendant l'année 1897. Son effet fut désastreux pour le mouvement ouvrier dans les provinces. Toute action fut limitée à Zagreb. D'un seul coup tout a été anéanti. Cette année 1897 est importante à cause du grand procès qui se déroula devant le tribunal de Mitrovitsa où tous les membres du Comité Central du parti social-démocrate furent jugés avec un grand nombre de paysans. Tous étaient accusés d'agissements contraires au paragraphe 65 du Code pénal qui prévoyait le crime du bouleversement de la paix publique. Les juges, dociles serviteurs du régime, firent ce qu'on attendait d'eux, en arrêtant un jugement qui condamnait à la prison tous les membres du Comité. Par la suppression des chefs, on a voulu faire disparaître des organisations ouvrières : moyen le plus sûr d'imposer l'ordre et de tuer l'esprit de résistance chez les travailleurs.

Le gouvernement ne manqua pas son but. Pendant presque trois ans le mouvement ouvrier se borna à chercher un nouveau « *modus vivendi* ». La tâche était d'autant plus difficile que la bourgeoisie nationale, appuyée par le clergé, fonda des organisations ouvrières nationales qui convenaient davantage à la nouvelle politique du gouvernement. Indépendamment de ces groupements, il y avait aussi un courant dans les rangs ouvriers vers les organisations purement économiques. Cependant l'habitude d'identifier les syndicats avec les sections du mouve-

ment politique était trop forte pour que l'on pût recommencer sur une autre base.

Comme c'est souvent le cas en de pareilles situations, les militants ouvriers étaient sur le point de trouver une solution, laquelle aurait facilité un nouvel élan, lorsqu'à la fin de 1899 et au début de 1900 survint une vague de manifestations et de grèves spontanées. En 1901 et 1902 le mouvement s'accrut davantage et comme il marquait souvent des succès, les ouvriers affluèrent de plus en plus dans les organisations. 1902 apporta aussi un nouveau journal éminemment syndicaliste : *Nova Sloboda* (la Nouvelle Liberté).

Une conférence locale du 20 Novembre 1901 marqua un pas vers la reconstitution d'un organisme central du mouvement ouvrier. Le rapport présenté à la conférence par Vilime Bukseg (Boukcheg) mit en lumière les conceptions des militants ouvriers sur le syndicalisme et sur le mouvement ouvrier politique. Il exige :

« ...la constitution d'une association générale ouvrière qui serait professionnelle et éducative, englobant tous les métiers, mais laissant à chaque profession une certaine liberté d'action dans le cadre de ses intérêts spécifiques. » (3).

Dans ce sens, un projet de statuts était élaboré et remis au gouvernement, mais sa destinée fut la même que celle de bien d'autres statuts précédents. Ils n'obtinrent jamais l'approbation des autorités. Sur ce point l'expérience était ancienne et ne laissait pas d'illusions. Il fallait agir sans chercher des compromis ou encore moins la faveur du régime. Tous les militants ouvriers sentaient qu'une organi-

(3) V. Koratch : op. cit., p. 57.

sation centrale et permanente était absolument nécessaire. Sans cela rien ne pouvait réussir. Les groupements isolés peuvent marquer un succès sur le terrain économique, peuvent réunir un grand nombre d'ouvriers ; mais ils restent toujours sans efficacité en face des forces politiques et économiques de la bourgeoisie. Seule une organisation réunissant les volontés et les pouvoirs d'une grande majorité des travailleurs est capable de faire face aux besoins de la totalité des ouvriers. Dans les moments où les révoltes et les grèves surgissent, cet organe unique qui n'exprime qu'une seule volonté est d'une nécessité suprême.

Le Comité inter-professionnel. — A la recherche d'une solution qui, en dépit de l'attitude hostile du gouvernement, sortirait le mouvement ouvrier de l'impasse où il se trouvait faute d'une organisation centrale, plusieurs projets furent élaborés en vue d'y pourvoir. La plupart n'offrait que des moyens et des formes déjà plus ou moins tentés et qui ne semblaient pas tout à fait satisfaisants.

L'un des projets, toutefois, attira l'attention des militants, et comme son auteur était V. Koratch, homme dont l'expérience et l'intelligence le faisaient estimer, il fut pris en considération.

Koratch le fit d'abord approuver par le Comité Central du parti social-démocrate et celui-ci le proposa ensuite à la conférence du parti du 2 février 1903. La discussion quant à son approbation fut très vive ; certains représentants et fonctionnaires de syndicats s'opposèrent énergiquement à restreindre l'autonomie de leurs groupements. Finalement la moitié des membres de la conférence se mit d'accord sur l'opportunité du projet et l'autre moitié déclara vouloir l'étudier dans leurs organisations. La résis-

tance fut brisée et ultérieurement toutes les organisations l'acceptèrent.

Quelle était l'idée fondamentale de ce projet ?

Avant tout, ce ne serait pas une organisation qui exigerait toutes les formalités nécessaires pour la création d'une nouvelle association. Pour cette raison, elle n'aurait pas les statuts normaux, mais simplement un « *règlement du travail* » (Poslovni red) pour le Comité local interprofessionnel du Parti social démocrate à Zagreb. Donc, c'est un organisme au sein du parti social-démocrate. Il se propose comme devoir de prendre en mains toute action étant d'un intérêt vital pour le peuple laborieux de Zagreb. A savoir :

« Mener la propagande locale, organiser et rassembler les professions séparées, organiser différentes entreprises et actions en vue de l'éducation professionnelle, scientifique et politique des travailleurs Zagrebois. » (Art. I). — « Aucun métier, atelier ou usine ne peut entrer en lutte pour l'amélioration de sa condition sans connaissance et approbation du Comité. Les grèves qui seraient déclarées contre la volonté du C. I. ne recevraient aucun appui de celui-ci. » (Art. V). — « Le Comité interprofessionnel est le forum local suprême de Zagreb et comme tel résout tous les conflits qui pourraient surgir parmi les métiers et les corporations. » (Art. VI). — « Les professions restent compétentes pour les questions intérieures de leurs organisations. » (Art. IX).

Son chapitre 2 prévoit la composition du C. I. comme suit :

1) Les membres du C. I. sont :

1. tous les membres du Comité Central du Parti ;
2. tous les présidents des organisations professionnelles qui adoptent ce règlement ;
3. tous les caissiers, secrétaires ou leurs suppléants ;

4. 1 représentant sur 50 membres de toutes ces organisations. Le nombre dépassant 25 suffit pour être représenté par un membre ;
5. les usines désignent un représentant sur 30 membres organisés ;
6. les professions non-organisées peuvent être représentées si le C. I. leur donne une autorisation spéciale. »

Dans son chapitre III, le règlement prévoit les moyens qui lui assureraient des ressources et dans quels cas il peut en disposer.

Bien qu'il fût un organisme dépendant et contrôlé par le Parti social démocrate, il apporta bien des choses utiles aux syndicats et à d'autres groupements ouvriers de Zagreb. Il a donné, d'un côté, une direction stable au mouvement syndical et il a réussi à réunir presque toutes les professions organisées (en 1905 seuls les typographes et cheminots n'en faisaient pas partie), et d'autre part, il a paralysé toute action du gouvernement et de certains partis bourgeois qui tentaient sans cesse de disloquer le mouvement ouvrier. Il constituait de plus une école d'où devait sortir la plupart des militants ouvriers imprégnés de l'expérience qui s'obtient au contact des gens qui, tous, ont un but commun. Les syndicats étant toujours illégaux ne pouvaient se préoccuper de l'éducation morale et intellectuelle de leurs membres. Ce fut surtout dans les grèves que l'utilité du Comité se montra considérable. La province suivit l'exemple de Zagreb. Depuis 1904, dans de nombreuses villes, furent fondés des Comités Interprofessionnels. Une conférence du 8 au 10 décembre 1905 remplaça le « règlement du travail » par une « Organisation du Comité Interprofessionnel » et par un « Règlement pour les grèves à Zagreb », qui le précisèrent et le modifièrent quelque peu.

Les grèves en 1904-1905 surgirent à travers le pays tout entier. Jusque-là, il y avait une impression de profonde gravité quand les ouvriers déclaraient la grève. On la considérait comme un acte contre la sécurité publique et les participants étaient poursuivis en conséquence. Pourtant la condition du travail et les salaires bas amenèrent l'opinion publique à trouver un degré de justesse dans les mouvements ouvriers. La police même s'habitua à ne pas considérer les grèves comme un crime. Le départ du graf Khuen-Hederwàry à la suite des émeutes sanglantes de 1903 eut sa part dans le soulagement général.

Il faut noter la grève des cheminots qui eut lieu au printemps 1904 en raison des salaires insuffisants. Le gouvernement remit un projet de loi qui envisageait une majoration des salaires d'une somme de 2.693.000 Kr. sur un nombre de 36.000 employés, 70 Kr par an pour chaque employé (4). Ce projet, prévoyant une si misérable augmentation, déçut les cheminots à tel point qu'ils déclarèrent, le 20 avril, la grève générale sur toutes les lignes de chemin de fer. Les fonctionnaires et les mécaniciens se solidarisèrent avec les cheminots et la grève fut complète. Pas un seul train ne put partir ce jour-là. Le gouvernement de Tisza fit voter sur le champ une loi qui établissait la discipline militaire pour tous les employés des chemins de fer et menaçait d'appliquer les prescriptions et peines militaires pour tous les grévistes. Les cheminots furent contraints de reprendre le travail et la grève subit un échec. Néanmoins, elle eut des conséquences heureuses, car le gouvernement consacra plus d'attention à la condition des cheminots. Le 1^{er} juillet 1904 apporta aux

(4) V. Koratch : op. cit.

employés et ouvriers des chemins de fer la retraite légale.

Il y eut aussi dans les usines employant une main-d'œuvre non qualifiée, plusieurs grèves qui aboutirent à développer la compréhension des ouvriers ordinaires pour les organisations.

On signale durant cette période quelques grèves générales dans les villes de Mitrovitsa (22 avril 1904), d'Osjek (Mai 1905) et de Zagreb (juin 1905). Ces grèves furent réprimées sévèrement et faillirent être sanglantes.

Sous l'influence des conceptions du syndicalisme français quant à la grève générale — conceptions qui trouvèrent des partisans partout en Europe — apparurent dans les journaux ouvriers des discussions au sujet de la grève générale en Croatie et en Slavonie. Les tentatives de grèves « générales » dans les villes, dont nous avons donné les noms ci-dessus, portèrent cette question aux congrès du parti social-démocrate. On sait déjà que ces congrès étaient en même temps les congrès du mouvement syndical qui, par là, arrivait à faire connaître son existence.

Pour le III^e congrès du Parti, tenu du 24 au 26 décembre 1905 à Zagreb, un rapport, concernant la grève générale, avait été préparé et fut exposé par V. Bukcheg. Sa conception de la grève générale s'écartait beaucoup de la conception révolutionnaire du syndicalisme français. Selon ce rapport, la grève générale est une arme entre les mains des ouvriers pour leur faciliter la lutte menée contre la bourgeoisie en vue d'obtenir des droits politiques ou bien le pouvoir de repousser les attaques qui visent à la suppression de ces droits de la classe ouvrière :

« On comprend, par conséquent, que nous, en Croatie, nous n'avons pas de raison de rejeter la grève générale politique comme un moyen pour la conquête de nos droits d'hom-

mes, et cela au moment où il faudra briser la dernière résistance. Lorsque nous nous préparons à la lutte pour le suffrage universel, lorsque nous voyons, qu'en Croatie, nous ne possédons aucun droit et que si nous avons obtenu quelque chose, c'est au prix de grands sacrifices et de nombreuses années de prison, il nous devient clair alors, qu'il faut avoir présent aussi ce moyen. Ce moyen devra être employé à un moment propice où nous serons assez forts. L'emploi de ce moyen de lutte, c'est-à-dire de la grève générale, exige de nos organisations le devoir de placer leurs racines dans les profondeurs du peuple laborieux. Toute usine, tout atelier doit être organisé et diriger la grande majorité des travailleurs. » (Cité par Korateh, op. cit., t. II, p. 65).

Il ne mentionne nulle part le but révolutionnaire de la grève générale, ni la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Il manque de clarté sur les buts de la grève générale et cherche à concilier la conception révolutionnaire avec celle des « réformistes » qui, dans la grève générale, voient un moyen par lequel on peut obtenir quelques avantages économiques ou politiques ne sortant pas du cadre de l'ordre social existant.

La discussion qui accompagne l'exposé de Boukcheg avait démontré que les avis étaient loin d'être unanimes sur ce point. Les uns ont prétendu que la grève générale est toujours destinée à subir de graves échecs et qu'elle ne fait que rendre plus profond le fossé creusé entre les travailleurs et les employeurs ; de plus elle écarte pour une longue période toute possibilité de collaboration des classes. D'autres, au contraire, affirmaient que la grève générale représente la seule voie qui permette aux ouvriers d'atteindre un avenir meilleur par la révolution prolétarienne.

« La grève générale est donc seule capable de donner à la masse ouvrière une saine conscience de classe, de lui incul-

quer une forte volonté combative et de la pénétrer de la fraîcheur de l'esprit révolutionnaire qui féconde et fait renaître. »

Telles furent les paroles prononcées par F. Ambrozitch dans son discours qui prônait la grève générale.

La majorité du Congrès resta fidèle à la conception du compromis de Boukheg et la résolution fut élaborée dans ce sens :

« Le Congrès du Parti adopte les conclusions du Congrès international du Parti, tenu à Amsterdam et rejette tout projet de grève nationale ou internationale comme moyen unique pour la transformation de l'ordre capitaliste actuel en un ordre socialiste.

« Par contre, le Congrès admet que la grève générale, dans certaines grandes branches de production et de commerce de la vie économique, peut servir comme un moyen efficace de lutte... »

Il n'est pas nécessaire de commenter ce début de la résolution qui caractérise l'attitude de la social-démocratie croate et également des militants syndicaux, quant à la grève générale. Cette attitude est significative parce qu'elle dépeint l'esprit du syndicalisme ouvrier en Croatie et en Slavonie jusqu'à la grande guerre, qui apportera de profonds changements et bouleversera cette quasi unité idéologique.

L'œuvre des syndicats illégaux et leurs premiers congrès. — Les années 1903, 1904, et 1905 ont été remplies d'événements politiques et sociaux auxquels la classe ouvrière a pris une part très active et qu'elle a même souvent provoqués et conduits jusqu'à la fin. Son plus grand succès fut, sans doute, le départ de ban Khuen en 1903, au sujet duquel V. Koratch dit que ce fait « a ouvert tous les vantaux

afin que puisse s'évaporer le mécontentement accumulé. » Le soulagement s'est fait d'abord sentir sur le terrain politique. La coalition serbo-croate fut fondée et son avènement au pouvoir de 1906 a marqué également une nouvelle période de la vie syndicale.

Cette année est importante du point de vue syndical parce que les ouvriers artisans avaient perfectionné à un tel point l'activité dans les syndicats illégaux, que la police se sentait impuissante contre eux. Mais le point le plus intéressant encore c'est que les ouvriers de l'industrie et les travailleurs journaliers de la terre s'organisent avec beaucoup de ténacité. Une statistique, « la première et unique » de ce temps nous donne une idée du nombre des ouvriers syndiqués et de l'activité financière de leurs organisations. (5)

Organisations	Membres	Dépensé pour		
		Secours	Propagande	Grèves
Charpentiers	108	1.667 90	1.118 43	14.662 98
Ouvr. du Bâtiment	1.962	1	2.630 82	15.397 49
Cordonniers	202	68 »	35 20	1.241 10
Boulangers	151	80 »	131 10	53 »
Chaudronniers	180	94 10	68 36	2.808 30
Bonnetiers	286	1.362 »	189 »	6.830 »
Fabricants de bas	56	696 »	30 »	20 »
Tailleurs	282	1	1	—
Coiffeurs	60	—	30 »	—
Empl. de commerce	88	—	12 »	82 58
Ouvriers en cuir	800	—	1	2.190 67
Meuniers	96	—	—	—
Usines et scieries	2.239	200 »	319 32	2.609 »
Journaliers	1.397	612 50	170 »	3.509 97
Agriculteurs	2.457	149 60	1.415 93	562 81
U. G. O.	536	10 »	251 60	235 »

(5) V. Koratch : op. cit., p. 122, t. II.

Deux organisations ne figurent pas sur ce tableau : les cheminots (1.800 membres) et les typographes (350 membres). Le total des ouvriers organisés serait de 10.954. Avec les cheminots et typographes, il dépasserait 13.000, ce qui représente un chiffre très élevé en comparaison avec le chiffre de 50.000 ouvriers au total. Les dépenses pour les grèves sont particulièrement significatives et montrent que les grèves jouèrent un rôle important dans l'activité de ces organisations.

En parlant plus haut du Comité local interprofessionnel, nous avons souligné qu'il était né de la nécessité de plus en plus croissante, ressentie par les ouvriers, de posséder un organisme central. Il avait dès le début accompli tout ce que ses créateurs en attendaient. Il a fallu réunir sous une même direction les groupements ouvriers dans de grandes villes, celles-ci peu nombreuses, et avant tout à Zagreb, seule cité d'une population en partie industrielle. Le fait que le Comité interprofessionnel ne dépassait pas les limites d'une ville, est indiqué par son titre ou figure le mot « local ». La création de semblables comités, peu de temps après la formation du premier à Zagreb, dans beaucoup de villes de provinces, était une chose inattendue dans un aussi bref délai. Son effet marqua des succès sur tous les champs d'activité ouvrière; et les employeurs le sentirent d'une façon peu satisfaisante pour eux. Pour faire face aux actions plus organisées des ouvriers, ils commencèrent à s'organiser eux aussi. Par la nature même des choses, les employeurs s'organisèrent plus rapidement et avec plus d'efficacité que les ouvriers. Ce fait força les ouvriers à chercher toujours une nouvelle forme d'organisation qui pût renforcer leur puissance.

C'est dans ce sens que la presse ouvrière écrit,

vers le milieu de 1906. Quelques grèves fomentées en ce temps réussirent, mais à un prix qui ne pourrait être comparé au succès obtenu. Les journaux exigent alors que la centralisation s'accroisse en s'élargissant à tous les Comités locaux interprofessionnels. Un réseau doit relier toutes les organisations des différents lieux de la province sous une seule direction.

Ces suggestions furent adoptées par une conférence locale de Zagreb — 1^{er} juillet 1906 — qui créa un « Conseil interprofessionnel temporaire ». Il fut élaboré en outre un statut provisoire qui posa les principes de ce Conseil. Ce statut prévoyait comme son premier devoir » d'accomplir la centralisation des organisations professionnelles sur une large échelle et de préparer la création définitive d'un « Conseil interprofessionnel national ». On visait par là une séparation absolue du Comité Interprofessionnel avec le Parti social-démocrate. *On désigna aussi un secrétaire interprofessionnel en la personne de Vilime Boukcheg.*

VILIME BOUKCHEG, selon un portrait décrit par M. Koratch, était né de mère allemande et de père croate. Cette double origine tracera deux traits principaux de son caractère et de son tempérament. La vivacité souriante du paysan croate de Zagorje et le calme réfléchi de l'homme du Nord se mélangeaient en lui. Il ignorait les enthousiasmes spontanés et légers, mais il ne tombait pas dans le désespoir même en face des plus dures épreuves.

Dans un malheureux accident, son père, un sellier, disparut lorsque Vilime, le plus âgé de six enfants, n'avait que 13 ans. A peine entré au lycée qu'il dut le quitter. Apprenti dans une petite imprimerie de Zagreb, il connut toutes les difficultés

que les ouvriers doivent surmonter pour gagner leur vie. Comme ouvrier typographe, il resta quelque temps à Zagreb et après la grève des typographes de 1892, il travailla pendant trois ans en Autriche et en Allemagne. Là, à l'époque de « Sturm » et de « Drang » du mouvement ouvrier, il termina cette école vivante de labeur et de combat. Lorsqu'il revit de nouveau son pays natal, il se jeta avec une grande confiance dans le travail pour l'édification du mouvement syndical.

Tout progrès des méthodes syndicales porte la marque de sa personnalité. Il a toujours su s'adapter aux besoins du moment, faire des compromis entre les opinions les plus opposées et ne jamais s'éloigner de sa direction fondamentale. Il ne s'est jamais montré révolutionnaire, mais il n'a jamais trahi les principes socialistes basés sur la croyance en l'évolution sociale.

Le poste de secrétaire du Conseil interprofessionnel qui lui a été confié, correspondait parfaitement au caractère et aux aptitudes de Boukcheg.

*
* *

La création du Conseil interprofessionnel temporaire du 1^{er} juillet 1906, n'avait pas définitivement résolu le problème de la centralisation territoriale des syndicats. Dans les journaux ouvriers apparurent des articles suggérant la forme et les détails de cette centralisation. On pouvait distinguer deux points de vue qui, quoique différents, n'étaient pas opposés. Le premier proposait une centralisation assez modérée qui, en fait, laisserait une large autonomie aux organisations locales. Un autre projet envisageait une forte centralisation pour les organisa-

tions des ouvriers qualifiés, qui se disciplinent facilement et par conséquent obéissent volontiers à un organe qui ne doit pas être nécessairement tout proche d'eux, et quant aux ouvriers non qualifiés des usines, ils seraient groupés dans les organisations locales qui garderaient leur autonomie.

V. Boukcheg, dans un article de la « Parole libre » chercha, selon son habitude, un compromis en attirant l'attention des lecteurs sur la première conférence de toutes les organisations professionnelles qui devait avoir lieu à Osjek et qui s'occuperait particulièrement de cette question. Elle réunirait pour la première fois, les représentants de tous les syndicats ouvriers préoccupés exclusivement des intérêts et des problèmes de la classe ouvrière.

La légalisation des syndicats

Le premier Congrès national des syndicats ouvriers croates a été tenu le 25 décembre 1906, sous le nom de la « Conférence professionnelle ». Son ordre du jour contenait seulement deux points :

- 1° Le rapport du Conseil interprofessionnel.
- 2° La centralisation des associations professionnelles.

Le rapporteur sur ces deux points était V. Boukcheg. De vives discussions ont accompagné ses rapports. Sur la question du Conseil interprofessionnel, un accord décida qu'il devenait permanent et national.

« ...Pour cette raison la première conférence des associations professionnelles de la Croatie et de la Slavonie conclut que le Conseil interprofessionnel de Zagreb devenait le Conseil interprofessionnel national et que toutes les organisations professionnelles devaient s'y affilier. »

Le problème de la centralisation a été discuté théoriquement, car pratiquement il était résolu par l'approbation du caractère national du Conseil. Ces discussions avaient pour but d'éclaircir la question de la forme sous laquelle cette centralisation pourrait être réalisée. Pour cette raison, on a chargé le Conseil national d'élaborer un statut concernant le mécanisme de la centralisation et de le présenter à l'approbation du Congrès suivant.

La coalition serbo-croate qui, en ce temps, faisait partie du gouvernement, fit approuver de nombreux statuts des organisations ouvrières et de cette manière donna aux syndicats ouvriers la possibilité de commencer une nouvelle page de leur histoire — l'ère des syndicats légaux.

Les syndicats légaux n'ont pas été accueillis avec un enthousiasme sans bornes par les militants ouvriers. Ils s'étaient déjà si habitués aux actions politiques et économiques menées par le moyen des syndicats illégaux avec beaucoup de ténacité et de succès, qu'ils ne pouvaient s'accoutumer sur le champ à la pensée qu'on allait pouvoir continuer ce travail aux yeux de tous et surtout de la police. D'autre part, la situation politique ne représentait rien de stable. La coalition serbo-croate pouvait disparaître du gouvernement d'un moment à l'autre et, avec elle, la liberté syndicale qu'elle avait favorisée. Les régimes réactionnaires qui remplacent les régimes libéraux portent souvent un germe de vengeance et ne manquent pas de frapper la classe ouvrière. Ce fait commande une grande méfiance de la part des ouvriers pendant le temps qui leur permet de respirer un peu l'air frais que les gouvernements laissent entrer, avec beaucoup de précaution, par un petit coin de fenêtre. Tout cela explique le sang-froid, on

pourrait même dire l'indifférence, que les ouvriers montrèrent à propos de la nouvelle situation.

Un article parut dans le journal ouvrier la « Parole libre » du 7 juin 1907 s'efforçant d'expliquer et de justifier cette attitude (nous citons d'après un extrait de cet article, donné dans le livre de M. Koratch à la page 82-83, t. II) :

« Oui, l'approbation des statuts, c'est le fruit de notre lutte. Aujourd'hui, le gouvernement voit clairement qu'il est inutile de refuser davantage cette approbation, qui ne change rien en fait. Le refus d'approuver nos statuts n'a pas empêché le développement des organisations ouvrières. Ces organisations sont même aujourd'hui plus combattives et plus indépendantes qu'elles ne le seraient si leur développement s'était poursuivi sous un régime de légalité et si elles avaient été surveillées avec bienveillance par les autorités, tandis qu'elles se trouvaient dans l'attente d'être dissoutes d'instant en instant.

« C'est pourquoi la nouvelle situation a un mauvais côté qui pourrait nous nuire au moment où nous oublierions que nous restons politiquement assujettis. Nous ne devons pas négliger la manière dont nous avons été organisés jusqu'à présent. Il s'agit simplement de partager les rôles. Les organisations légales se préoccupent de tout le travail des assurances et de l'éducation culturelle de la classe ouvrière, mais la question de la force combattive des ouvriers organisés, il faut qu'elle soit la préoccupation des organisations libres, qui ne dépendront pas des caprices de certains gouvernements et des changements de régime... »

Le point de vue exposé dans cet article, écrit presque un an après la légalisation du mouvement ouvrier syndical, est caractéristique parce qu'il ne fait qu'affirmer ce qui s'était passé sur le terrain pratique : cette méfiance envers le gouvernement se prolongera jusqu'à la guerre de 1914.

En 1907, survient une crise économique qui durera jusqu'à 1910. Elle était ressentie sensiblement par les organisations ouvrières. Le capital fait tout son possible pour désorganiser et affaiblir le mouvement ouvrier et les syndicats. Il tend à rejeter sur la classe ouvrière les lourdes conséquences de la crise. La réaction de cette classe provoque ou fournit l'occasion au gouvernement d'employer la manière forte. Les persécutions deviennent fréquentes, les expulsions des militants ouvriers se répètent de jour en jour, la presse ouvrière est censurée ou interdite. Le fait que, depuis la V^e conférence internationale des secrétaires des centrales syndicales nationales, les syndicats croates faisaient partie de l'Internationale syndicale, n'avait rien changé dans les rapports entre les ouvriers et le gouvernement. Cette conférence apporta simplement un faible concours à l'œuvre de la consolidation intérieure des syndicats. Le travail de centralisation entrepris par le Conseil interprofessionnel se voit, en effet, freiné par maints obstacles. Cela venait de la part du gouvernement et aussi des organisations ouvrières de certaines localités qui ne voulaient pas se soumettre à un contrôle de la capitale. Elles prétendaient que les rapports incessants avec la centrale compliquaient le travail, exigeant un personnel instruit et même des fonctionnaires réguliers, ce que la plus grande partie des syndicats provinciaux ne pouvaient avoir.

Cet état d'esprit domine le II^e Congrès syndical tenu le 21 avril à Zagreb. Les deux tendances : l'une, centralisatrice et l'autre décentralisatrice, s'y affrontèrent, comme cela s'était produit dans le passé et comme cela se produira encore dans l'avenir. Les centralisateurs remportèrent la victoire et le règlement préparé par le Conseil fut adopté.

On a souligné dans le Congrès que l'effectif des syndicats était tombé de 11.000 membres, au temps du premier Congrès en 1906, à 3.000 membres. La véritable raison en était la réaction politique qui accompagna le départ de la coalition serbo-croate du gouvernement et la crise économique dont nous avons parlé plus haut. Mais une partie du Congrès inscrivait ce fléchissement partiellement au passif du Conseil interprofessionnel, ce qui était peu probable.

En cette même année 1908, un nouveau ban Rauch va aggraver encore la situation des syndicats. A propos d'un journal la « Liberté rouge », édité à Budapest et d'inspiration socialiste, le gouvernement menace les syndicats de les dissoudre complètement. Les représentants syndicaux répondent par une résolution disant que :

« Les fédérations ouvrières comme telles ne prennent pas part aux actions politiques du parti social-démocrate et elles n'influencent en aucune façon ses actions, car elles n'ont pas le droit de le faire. Mais elles ne doivent pas non plus influencer la conception politique de leurs membres.

« La conférence proteste énergiquement contre les menaces de dissolution des fédérations ouvrières, si le parti social-démocrate continue à prendre telles ou telles mesures pour atteindre son but.

« La conférence souligne que les fédérations sont d'une nécessité vitale pour la classe ouvrière et que celle-ci tâchera de les défendre par tous les moyens dont elle dispose. La dissolution des fédérations contraindrait les ouvriers à s'opposer à l'Etat et à la société qui les priverait de la protection légale de leurs intérêts d'une façon aussi efficace que grave et les ouvriers déclinaient d'avance toute responsabilité quant aux conséquences qui pourraient en résulter.

« Comme les ouvriers, après avoir subi la dissolution de leurs fédérations, seraient mis hors la loi, la Conférence fait

appel à tous afin de continuer à s'organiser sous la forme que les circonstances permettraient. La vie organisée de la classe ouvrière ne doit s'arrêter un seul moment parce que ce serait tout à fait opposé à son intérêt essentiel. »

Cette résolution démontre jusqu'à quel point de gravité les rapports entre les syndicats ouvriers et le gouvernement étaient devenus aigus. La déclaration du début de cette résolution disant que les syndicats n'avaient aucun rapport avec le parti social-démocrate, ne correspondait pas tout à fait à la vérité. Mais cela n'avait aucune importance, ni pour le gouvernement, ni pour les syndicats.

Le gouvernement connaissait parfaitement les liens existant entre le parti et les syndicats ; et les syndicats savaient très bien qu'ils ne pourraient jamais compter sur la bienveillance des autorités.

La police n'a pas directement réagi contre cette résolution qui avait pourtant dépassé tout ce qu'on pouvait attendre de gens pourchassés et martyrisés par tous les moyens. Le régime a considéré avec sagesse que le moment n'étant pas opportun pour une action qui aurait pu causer un scandale international.

Le régime du Ban Rauch ne fut pas de longue durée. En 1910, le Ban Tomachitch, homme brutal et sans scrupule, prit le pouvoir. Il ne cherchait guère à camoufler sa haine profonde contre tout mouvement ouvrier et ne laissait pas se produire une seule grève sans que la police ne l'étouffât brutalement. La province souffrait aussi bien que la capitale.

La première moitié de 1911 connût alors une certaine prospérité qui eut une répercussion sur le mouvement ouvrier. Il en résultait des circonstances objectives favorisant l'amélioration de la condi-

tion matérielle de l'ouvrier. Un peu de liberté aurait pu faciliter cette amélioration, mais la main du Ban pesait lourdement partout. L'atmosphère semblait pleine d'électricité ; un éclair subit allait annoncer l'orage.

Le 5 août, une petite grève fut déclarée avec calme dans une scierie de la banlieue de Zagreb. La police intervint : ou bien vous reprendrez le travail, ou vous serez tous mis sous les verrous. Le 7 août, 6 ouvriers furent arrêtés et condamnés à 8 jours de prison et à 100 Kr. d'amende.

Le lendemain 8 août, le Comité interprofessionnel de Zagreb se réunit et le 9 août des bagarres eurent lieu dans les rues de Zagreb. La gendarmerie n'en demandait pas davantage et quelques ouvriers furent transportés à l'hôpital. L'agitation des travailleurs était à son comble. Un meeting fut organisé où la masse exigea la grève générale. Le 11 août une députation remit au Ban un memorandum contenant les revendications des ouvriers. C'était d'abord la liberté de grève et de rassemblement, ensuite ils demandèrent que les employeurs observent les prescriptions au sujet du repos hebdomadaire et que la forme armée ne doive en aucun cas s'immiscer dans les affaires ouvrières. A la fin, les sous-signés demandaient : une réponse définitive au cours de la matinée de ce même jour, car les ouvriers attendaient la décision du gouvernement afin de pouvoir faire le nécessaire.

Le Ban reçoit personnellement la députation, mais il ne se montre pas disposé à régler l'affaire à l'amiable et il tient un langage plein de menaces. La députation rentre parmi les ouvriers, et après avoir donné ses informations, la grève générale fut déclarée. Le travail s'arrête partout. Aucune boutique, aucun café n'ouvre ses portes. Les tramways

ne circulent point et à partir de 2 heures de l'après-midi les manifestations retentissent à travers la ville. Sur la place du théâtre national, une foule de 20.000 hommes se trouve prête à tout. La garde mobile s'installe dans les rues des alentours. Le conflit paraît imminent.

Il n'en est rien ! A trois heures, le journal officiel annonce un démenti du discours prononcé par le Ban devant la députation ouvrière et insère un discours « paternel » que le Ban avait tenu, prétendait-on. Un délégué ouvrier dit au peuple que le gouvernement a cédé sur tous les points et qu'ils peuvent tranquillement reprendre le travail. A dix heures du soir, les cafés s'ouvrent et la vie continue comme d'habitude.

Qu'est-ce qui avait provoqué ce changement inattendu au moment décisif ?

Rien d'autre que la volonté du gouvernement lui-même. Zagreb se trouvant à la veille du grand « Slet » (jeu olympique) des Socols. Il était trop tard pour l'ajourner et encore moins on ne pouvait permettre que la foule des gens parmi lesquels un grand nombre d'étrangers qui allaient venir les jours de Slet, reste dans les rues sans être logée ni nourrie. Pour éviter cette éventualité catastrophique pour le régime, le Ban s'est décidé à céder. D'ailleurs l'unanimité et la solidarité des ouvriers avaient été aussi complètes que possible. La spontanéité qui avait accompagné l'entrée en grève de tous les travailleurs sans exception affirmait leur volonté de mener la lutte jusqu'aux dernières limites. Ils avaient tellement souffert depuis 1907 que rien n'aurait été capable de les intimider.

Tout cela démontrait au gouvernement que les promesses et les demi-mesures ne suffiraient plus pour tranquilliser les ouvriers. La grève avait si for-

tement impressionné le gouvernement, la population et la police qu'ils changèrent tout à fait d'avis au sujet des mouvements ouvriers. Tout ce que le gouvernement avait promis à l'occasion de cette grève a été tenu. Même l'ordonnance qui réglait l'attitude de la police et de la gendarmerie dans les cas de conflits du travail entre les employés et les employeurs, fut promulguée le 12 avril 1912 (après le départ du Ban Tomachitch, il est vrai).

Le III^e Congrès syndical a été tenu les 20 et 21 janvier 1911, date qui avait précédé de quelques mois la grève que nous avons décrite. A propos de la situation économique du début de cette même année, nous avons dit qu'une certaine prospérité se faisait sentir. Aussi les conséquences sur le mouvement ouvrier en étaient-elles heureuses. Depuis le 2^e Congrès de 1908, les syndicats avaient marqué une amélioration qui allait chasser du 3^e Congrès la lourde atmosphère qui avait dominé le deuxième. Le nombre des membres syndicaux s'est élevé de 3.000 à plus de 5.000 et l'on pouvait s'attendre à une rapide progression.

Le Congrès n'a, cette fois, adressé aucune critique au travail et à l'existence du Conseil interprofessionnel, mais il a approuvé le rapport du secrétaire général. Deux problèmes avaient préoccupé l'ordre du jour : 1^o la création d'un fonds commun de réserve, et 2^o l'aide mutuelle entre les syndicats. Les deux questions ont abouti à des résolutions qui les ont adoptées et réglées d'une manière satisfaisante.

La résolution sur l'aide mutuelle entre les syndicats avait une importance particulière vu ses dispositions concernant les procédés qui devaient être appliqués aux mouvements ouvriers dans les entreprises où se trouvaient des membres de plusieurs or-

ganisations ouvrières. Dans ces cas, les dispositions exigeaient l'unité d'action par l'intermédiaire d'une organisation unique, constituée d'avance. Les jours qui suivirent ce congrès prouvèrent en de nombreuses grèves que les sentiments de mutualité entre les ouvriers existent et que les efforts des syndicats, qui tendent à les développer, donnent d'heureux résultats.

Les années 1912, 1913 et 1914 sont remplies d'événements qui favorisaient plutôt les organisations d'industriels et de commerçants, que le mouvement ouvrier. L'apaisement constaté à la fin de 1911 du côté du gouvernement ne fut pas exploité dans la suite par le mouvement syndical. La lutte allait reprendre sur le terrain politique où les forces syndicales engagées indirectement, ne manquaient pas de s'épuiser. L'approche de la guerre se faisait prévoir et la classe ouvrière réagissait par tous les moyens afin de la prévenir. Le programme de la sociale-démocratie prévoyait que le renforcement de l'influence politique du parti dans la vie sociale, pourrait détourner la guerre des pays où cette influence serait prépondérante. Les conditions objectives en Croatie et en Slovanie n'étaient point favorables à une telle perspective et tous les efforts des ouvriers n'avaient eu d'autres résultats que l'affaiblissement des syndicats dont les militants s'adonnèrent aux batailles politiques.

La presse ouvrière note quelques succès. Le premier juillet 1913 paraît le journal « Napred » qui est l'organe de l'Union Générale des ouvriers. Cette Union qui rassembla les ouvriers non qualifiés de l'industrie est, en fait, un simple syndicat. Elle jouera un rôle important dans les années de guerre et aussi plus tard, c'est une raison de la retenir.

La fédération du bâtiment fonde aussi son jour-

nal le 3 novembre de la même année, et l'Union des charpentiers lance son organe au début de 1914. Les autres fédérations plus faibles par le nombre des membres exprimèrent aussi le désir d'avoir leurs journaux syndicaux.

Cette tendance des syndicats pour la presse attira l'attention des milieux socialistes et souleva une discussion sur l'opportunité pour les petites fédérations d'avoir leurs propres journaux. Cette discussion était d'un intérêt purement théorique, car, en effet, les journaux des petites fédérations ne pouvaient, faute de ressources, vivre plus de deux ou trois mois.

Le quatrième et dernier Congrès syndical avant la guerre fut réuni les 12 et 13 avril 1914. 92 délégués y assistaient. Les hôtes du Congrès étaient : Legien, pour l'Internationale syndicale ; Jaszai, au nom des syndicats hongrois ; Touçovitch, pour l'Union Ouvrière de la Serbie ; Rauscher, au nom des ouvriers de Bosnie ; et Peteyan au nom du secrétariat intersyndical de Trieste.

Ce Congrès non moins que les précédents fut préoccupé du problème de l'organisation du mouvement syndical en Croatie. L'insuffisance de la centralisation, malgré de nombreuses résolutions qui la prévoyaient, a été évidente pour la plupart des chefs syndicaux. Les travailleurs ne montraient pas assez d'intérêt pour les syndicats à cause du peu d'utilité que ceux-ci offraient. Le désir d'indépendance des petits syndicats a nui directement à leur force qui ne pouvait s'assurer qu'à la condition de l'unité syndicale de toutes les professions ouvrières. On a répété sans cesse que l'exemple des syndicats des nations industrielles ne correspondait pas au degré du développement industriel existant en Croatie. En Au-

triché ou en Allemagne, disait-on, la fédération quelconque d'une seule profession a plus de membres que nos fédérations de tous les syndicats réunis. Dans ces pays, chaque fédération garantissait avec certitude, à chacun de ses membres, un appui matériel et moral. Entrer dans le syndicat, c'est un devoir envers soi-même. Cela signifie se faire protéger sans contre-partie démesurée contre l'exploitation, contre les capitalistes sur le terrain économique, et contre les gouvernements bourgeois, sur le terrain politique. Chez nous, comme résultat de la faiblesse et de la désorganisation syndicale l'effet est presque contraire. Dans les syndicats, n'entrent que les ouvriers décidés à la lutte et à supporter toutes les sortes de représailles des patrons et aussi des gouvernements leurs alliés. Ce sont seulement des ouvriers conscients, qui s'élèvent au-dessus de leurs propres intérêts. Dans cette dure lutte qu'ils mènent pour le bien de tous les travailleurs, ils doivent marquer toujours de nouveaux succès, toujours de nouvelles victoires, s'ils désirent voir dans leurs rangs ceux qui se méfient des moindres risques à subir personnellement. Et cela exige cette union de tous les syndicats, de tous les ouvriers organisés qui seule permettra aux forces unies de rétablir la confiance des masses ouvrières en leurs chefs et leurs syndicats.

Trois mois et demi plus tard, la Grande guerre éclata sans que les syndicats ouvriers eussent pu faire le moindre effort pour atténuer ou éloigner les malheurs. Les nouvelles résolutions que le Congrès avait adoptées en vue de raffermir la solidarité des ouvriers et de centraliser les affaires essentielles des syndicats restèrent des vœux utiles pour de meilleurs temps à venir.

DEUXIÈME PARTIE

LA PÉRIODE DE TRANSITION

I. — LA GUERRE DE 1914

Les effets des guerres modernes sur la vie des peuples sont bien connus. Les masses ouvrières et paysannes en sont les plus frappées. Les malheurs des bouleversements économiques les atteignent jusqu'aux extrêmes limites du possible. Les méfaits des guerres écrasent les ouvriers économiquement et les tuent moralement en brisant leurs organisations syndicales. En un seul coup disparaît le fruit de longs et pénibles efforts.

Nous avons connu le cas de la Serbie. Dès l'avènement de la première guerre balkanique les syndicats ouvriers fléchissent. Avec la deuxième guerre balkanique de 1913 leurs effectifs sont diminués de deux tiers et finalement au cours de la Grande Guerre il n'en reste rien. Ils succombent sous le régime de la loi du plus fort. Dragicha Laptchevitch, le seul député qui en 1914 vota contre les crédits de guerre au Parlement serbe à Nich (1), vend au cours de la guerre, les légumes dans une petite boutique du marché de Belgrade, pour entretenir la vie de sa famille et de lui-même. Il repousse l'aide offerte par

(1) « Politika », quotidien de Béograd du 15 août 1939.

la sociale-démocratie (2) austro-hongroise et reste, sous l'agresseur, profondément national, de même qu'il était extrêmement socialiste et ouvrier dans son pays libre.

En Croatie et dans les autres pays slaves, qui avant la guerre, faisaient partie de l'Autriche-Hongrie, la situation des syndicats ouvriers était meilleure dans une certaine mesure. L'activité des syndicats socialistes fut arrêtée aussi bien que celle de leur presse. Les syndicats « neutres » pouvaient végéter en se bornant à l'action humanitaire. Mais tout cela était sans aucune importance réelle. Les deux premières années de la guerre ne connurent pas d'actions organisées des ouvriers. Tout de même la misère économique ne manqua pas de provoquer des conséquences fâcheuses pour la stabilité du régime. Ce fut d'abord dans les centres industriels de l'Autriche et de Hongrie que les salariés commencèrent à se mouvoir. Les exigences se concentrèrent sur l'augmentation des salaires dont le pouvoir d'achat réel a fléchi considérablement par rapport aux prix des produits alimentaires qui disparaissaient de plus en plus du marché. L'inflation de la monnaie de papier se faisait sentir dans des proportions toujours plus grandes. Quelques grèves réussies dans les usines de guerre eurent leur répercussion dans les milieux ouvriers des autres industries. En Croatie et en Bosnie-Herzégovine, où il n'y avait pas d'industrie de guerre, l'effet moral fut appréciable.

Déjà en 1916 après la mort du vieil empereur François-Joseph I^{er} le régime a commencé à perdre

(2) Le journal social-démocrate de Vienne « Arbeiter Zeitung » écrit des « Poux serbes » à cause desquels le noble ouvrier autrichien doit verser le sang. — Voir Koratch : op. cit., p. 235.

du terrain. Il a fallu chercher le salut n'importe où et même au prix de quelques sacrifices du régime au point de vue de la politique intérieure. Il semblait utile à celui-ci de se tourner vers la politique pacifiste de la social-démocratie, qui dans sa presse ne cessait de demander la restitution des syndicats ouvriers comme le seul moyen d'empêcher l'exploitation non contrôlée des travailleurs par les capitalistes de toutes les branches d'industrie. Mais cette presse n'a pas fait grand'chose contre la guerre et le régime. Elle a laissé croire aux masses populaires qu'avec le renouvellement des organisations ouvrières on allait pouvoir même au temps de guerre, établir un état plus ou moins normal dans les rapports du capital et du travail et que cela conduirait à une amélioration économique de la vie ouvrière. La révolution russe du printemps 1917, qui amena au pouvoir les éléments de la bourgeoisie libérale et démocrate et même les parties modérés paysans et ouvriers, a, de son côté, décidé le gouvernement de la double monarchie de relâcher un peu sa rigueur. Il arrive qu'en 1917 les agents du gouvernement chuchotent qu'il faut rétablir les syndicats ouvriers. Il ne faut pas perdre de vue qu'à ce moment on avait déjà parlé de la Conférence syndicale internationale de Stockholm, dont les gouvernements des Empires centraux espéraient beaucoup. Selon V. Koratch, la diplomatie autrichienne a surtout désiré que la voix pacifique des socialistes appartenant aux peuples yougoslaves de la Monarchie, soit entendue. Ceux-ci demanderaient « la paix sans annexions ni contributions ». Une telle paix sauverait l'Empire décadent. Dans ces circonstances l'œuvre de restitution syndicale en Croatie fut entreprise.

En 1916, une proposition provenant de Bosnie, suggérait la création d'un journal hebdomadaire,

qui, « écrirait moins sur la Guerre et plus sur les événements de l'Internationale Socialiste, sur la politique sociale eu égard aux conséquences de la guerre, sur la cherté de la vie, sur les questions touchant la restitution du mouvement ouvrier, etc. » Cette proposition n'a eu aucune suite.

Au printemps 1916 à propos de la Conférence de Stockholm le gouvernement à plusieurs reprises, offrit ouvertement aux militants socialistes toutes les facilités, et même un concours bienveillant des autorités, pour la restitution du mouvement ouvrier syndical. En contre partie ceux-ci devraient envoyer des représentants qui y prendraient une position favorable au gouvernement. Ces propositions ont été catégoriquement repoussées.

Mais bientôt allait apparaître parmi les militants ouvriers un courant qui se montrera prêt à négocier avec le gouvernement. Quelques journaux de Zagreb annoncent, à la date du 11 mai 1917, que les trois membres de l'ancien Comité Central du parti socialiste se mirent à la tâche pour le renouvellement de l'organisation. Ces trois hommes étaient : Cimermantchitch, Turkovitch et Kauritch. Cette entreprise, au surplus, marque le commencement dans le mouvement ouvrier de diverses tendances qui se dessineront pendant les années à venir. Nous en aurons à reparler plus loin. Il est important de souligner, pour le moment, qu'à la suite de cette initiative un *Comité d'action* temporaire fut constitué où l'unité du mouvement ouvrier croate resta maintenue. Ce comité était un corps politique, mais lorsqu'on connaît le caractère mi-politique, mi-économique du mouvement ouvrier croate, on comprend facilement son importance pour la reconstitution des syndicats. Son premier soin était de faire réapparaître

tre l'organe socialiste et syndical la « Slobodà ». Il y aboutit après avoir fait une collecte parmi les ouvriers. Le premier numéro vit le jour le 13 juillet 1917. Et seulement quelques jours plus tard le gouvernement autorise les syndicats suivants : 1° des menuisiers ; 2° des métaux, 3° des chaussures ; 4° des tailleurs ; 5° des bouchers ; 6° des peintres ; 7° des coiffeurs ; 8° du bâtiment ; 9° de l'Union Générale des ouvriers.

La plupart de ces syndicats recommencèrent leur vie dans l'esprit d'avant guerre. Ils furent pendant les premiers mois préoccupés de rassembler le plus grand nombre d'ouvriers sous leur protection. En outre le nouvel état de choses leur posa immédiatement des problèmes brûlants à résoudre : telle la question de l'approvisionnement et celle des tarifs des salaires. Les questions de politique générale n'y étaient pas traitées.

L'Union générale des ouvriers faisait l'exception. Pour elle il se posait la question de savoir quelle forme elle prendrait dans les milieux ouvriers et surtout dans le *Comité d'action*, bien avant la date où elle fut reconnue officiellement. La guerre n'avait pas pris fin, et un grand nombre d'ouvriers se trouvaient sur les fronts, ou comme prisonniers de guerre de différents pays. Ce fait ne permettait pas à la plupart des syndicats de métiers de se réorganiser sur le champ, de sorte qu'une seule organisation syndicale pouvait mieux pourvoir aux besoins du moment. Cette organisation unique devait être l'Union générale des ouvriers. D'après une tendance défendue au Comité d'Action, l'Union générale des ouvriers (*Opci radnicki savez*) serait une organisation transitoire pour les temps exceptionnels que traversait le mouvement ouvrier. V. Boukcheg qui

était préoccupé par la nécessité immédiate de trouver un abri aux travailleurs, disait à propos de la création de l'U.G.O. :

« Les circonstances étaient telles, qu'il existait l'impossibilité de renouveler le travail de tous les syndicats. Les ouvriers sans organisations se sentaient comme les poussins sous la pluie. Il a fallu les abriter sous un toit. C'est à cause de cela, que temporairement fut créée d'urgence une union générale dans laquelle tous les ouvriers sont entrés. Les fédérations seront créées plus tard lorsque les circonstances le permettront. » (3)

Mais une autre tendance a voulu en faire une nouvelle forme (4) organique des syndicats ouvriers. Celle-ci était vigoureusement soutenue par V. Koratch dont l'influence allait grandissant sur le mouvement ouvrier croate.

Il imaginait l'Union comme une organisation, dès le début fortement centralisée, à laquelle les ouvriers s'inscriraient directement et non par l'intermédiaire des syndicats ou des fédérations des syndicats. Ce n'est qu'ensuite que l'Union serait divisée en sections autonomes suivant les différentes professions.

Cette dernière tendance prévalut et une commis-

(3) Cité par B. Krekitch à la page 17 d'une brochure sur : *Le Passé et le Présent des Syndicats libres en Yougoslavie*. Zagreb 1930.

(4) B. Krekitch, dans cette même brochure où il entre en polémique avec V. Koratch à la page 26, dit à propos de cette « nouvelle forme » que c'était, en fait, la même chose que F. Lassal a essayé d'appliquer en Allemagne sous le nom d'une « Association générale des ouvriers ». B. Krekitch conclut qu'il n'est pas question d'une « nouvelle » forme, mais d'une forme très ancienne, qui a été depuis longtemps dépassée par le développement industriel qui a provoqué un changement de la structure sociale.

sion, choisie par le Comité d'Action pour l'élaboration d'un projet de la résolution, se mit d'accord, à la date du 5 juillet 1917, sur la proposition suivante :

« Puisqu'un grand nombre d'ouvriers professionnellement organisés a été convoqué sous les drapeaux et qu'un autre nombre non moins important avait complètement perdu la liaison avec leurs organisations ; — en raison de la nécessité de rassembler, avant tout, tous les ouvriers, sans égards à leurs professions, en une forte phalange, afin que le mouvement ouvrier ait atteint son ancienne importance ; — en raison aussi du fait que le renouvellement du travail dans tous les Syndicats de métiers provoquerait, pour le moment une grande dispersion des forces syndicales et par là une entrave à la réalisation des tâches proposées :

« En raison de toutes ces circonstances anormales, la commission considère que seule la reprise du travail de l'« Union générale des ouvriers » puisse être utile. A cette Union tous les ouvriers doivent entrer et créer les sections autonomes dans son cadre. La commission conseille à tous les camarades de s'affilier à l'Union générale des ouvriers. »

Il est à remarquer que cette proposition ne dit rien sur le caractère et la durée de l'Union générale des ouvriers. Elle ne dit pas si l'Union sera transitoire ou constante, d'où on peut conclure que la question de la nouvelle forme n'a pas été discutée par la commission.

En tout cas, un mois plus tard, une assemblée des ouvriers de différentes professions, le 5 août 1917, vota à l'unanimité cette résolution sans y apporter le moindre changement. On a procédé tout de suite à l'inscription des membres. L'afflux des premiers temps était assez restreint. Jusqu'à la fin de 1917 le nombre d'adhérents s'éleva à 796 dont la grande majorité étaient les ouvriers de Zagreb. La province hésitait au début. L'année suivante signala

un succès inattendu. La province s'organisa rapidement et au milieu de 1918, l'Union compte 4.340 membres. Les masses ouvrières se réveillent d'autant plus brusquement que le pouvoir politique de la double monarchie faiblit. Le gouvernement n'hésite pas à donner de larges libertés politiques aux peuples yougoslaves. Le club des représentants yougoslaves dans le Conseil Impérial de Vienne fait connaître, le 30 mai 1917, la fameuse « déclaration de mai » exigeant : « en vertu du principe des nationalités et du droit constitutionnel croate, l'unité de tous les pays de la Monarchie, où vivent les Slovènes, les Croates et les Serbes en un corps d'état indépendant, fondé sur la base démocratique et libre de toute domination des peuples étrangers, mais restant sous la couronne de la Monarchie des Habsbourg-Lorraine ».

Le 6 juin le Conseil approuva à l'unanimité, une proposition sur le suffrage universel. La « déclaration de mai », comme nous venons de l'apprendre, prévoit un état yougoslave qui n'échapperait pas complètement à l'influence autrichienne ; qui ne serait même pas un état mais seulement un « corps d'état ». Cette façon de penser n'était pas propre à tous les courants politiques sur le sol yougoslave. Beaucoup de gens ont déjà entrevu la possibilité d'un état tout à fait indépendant et englobant tous les peuples yougoslaves, Serbes de la Serbie inclus. Dans ce sens se prononce un mémorandum déposé à la Conférence de Stockholm par deux délégués des social-démocraties croate et bosniaque. Ces deux délégués étaient partis pour Stockholm après de longues discussions et avec décision de se prononcer pour la paix, mais pour une paix universelle à l'intérêt du prolétariat mondial. Le mémorandum exigeait aussi : « que l'on reconnaisse au peuple yougo-

slave le droit de se constituer en Etat souverain, économiquement et politiquement indépendant et avec toutes les attributions nécessaires ». De telle manière la sociale-démocratie yougoslave s'était prononcée publiquement pour l'Unité des peuples yougoslaves.

En vérité il s'agissait, à cette époque, de la position prise sur le terrain du droit international mais les problèmes politiques et idéologiques concernant les bases fondamentales du nouvel Etat n'étaient pas encore portés au jour. Pour les partis bourgeois la question complexe de deux révolutions ne se posait pas. Ils ont vu l'arrivée imminente de la révolution nationale qui va résoudre le problème essentiel. Toute autre préoccupation se plaçait au deuxième plan.

Les partis ouvriers et les organisations syndicales (on pourrait dire l'organisation syndicale, car il n'y avait que l'Union générale des Ouvriers, qui comptait) se trouvaient dans une situation beaucoup plus compliquée. A la fin de 1917 la mystique comme la réalité de la révolution russe avait saisi les masses ouvrières d'une grande partie de la péninsule balkanique, dont la structure économique et sociale était assez proche de celle de la Russie. La réforme agricole n'était pas faite, les masses paysannes mécontentes et appauvries, le prolétariat des villes affamé et sans travail, le pouvoir central déconcerté par l'incertitude de l'issue de la guerre : terrain admirable pour la propagande révolutionnaire. Elle ne chôma pas.

Le 1^{er} mai 1918 donne l'occasion aux ouvriers d'organiser de grandes manifestations dans la plupart des villes du pays. La fête la plus imposante fut célébrée à Zagreb.

Le travail et même les moyens de circulation fu-

rent arrêtés toute la journée. Les cafés et les restaurants ont été fermés. Tout le monde se pressait vers le lieu où un grand meeting a été organisé par le parti social-démocrate. Plus de 5.000 personnes y participèrent.

Tous les orateurs qui prirent successivement la parole pendant ce meeting se prononcèrent pour un état yougoslave et pour la libération nationale et sociale des peuples du monde entier. Une résolution envoyée en province contenait le même vœu. V. Koratch qui en ce temps collaborait activement avec les partis bourgeois libéraux s'adressa aux masses :

« ...Nous avons à dire à ces Messieurs des partis bourgeois, que, d'après notre conviction profonde, la libération de notre peuple ne sera pas complète, si elle n'est pas une libération sociale. Le chemin de la libération intégrale se trouve dans le socialisme. La paix ne sera garantie qu'avec la victoire du socialisme, car lui seul est la garantie de la paix universelle. C'est à cause de cela que nous posons, à côté des revendications pour la liberté nationale, nos exigences de classe. Nous exigeons la journée de travail de 8 heures, l'autonomie administrative des communes et le suffrage universel. »

M. Drinkovitch parla au nom des démocrates indépendants yougoslaves. Il

« ...salue ceux qui, dans cette guerre sanglante, célèbrent le jour de la liberté de tous les opprimés, de l'égalité, de la fraternité, le jour du progrès et de la paix de l'humanité entière. Nous vous tendons la main, car vous êtes combattants pour l'unité nationale, pour les droits de l'homme et des peuples, parce que vous êtes les porteurs de la paix. Que le drapeau rouge flotte dans l'honneur parallèle au drapeau du peuple des Slovènes, des Croates et des Serbes ! » (5).

(5) Koratch : op. cit., t. I, p. 249.

Ces deux citations extraites de deux discours prononcés devant le peuple ouvrier témoignent que les chefs social-démocrates et démocrates tenaient en ce temps des propos où la justice sociale fut au premier plan. Ces discours toutefois, n'étaient pas révolutionnaires. Ils avaient fait croire aux masses populaires que la révolution nationale doit nécessairement apporter cette justice sociale demandée et promise par la sociale-démocratie. Au point de vue politique cette tendance s'appuyait sur la croyance que l'Allemagne serait vaincue et que les démocraties de l'Entente dicteraient la paix.

Mais après la conclusion de la Paix à Brest-Litovsk, le 3 mars 1918 entre la Russie des Soviets et l'Allemagne, les chances d'une offensive sur le front de l'Ouest s'améliorèrent. Cela découragea pendant un temps ceux qui considéraient la défaite allemande comme imminente. D'autre part, les soldats qui étaient prisonniers en Russie rentrèrent en grand nombre. Ils célébrèrent la révolution prolétarienne et propagèrent l'idée d'une révolution mondiale. L'aile gauche du parti social-démocrate évolua de plus en plus. Deux tendances opposées se dessinent au sein du mouvement ouvrier. Leur opposition est d'abord imprécise, hésitante, mais elle va bientôt prendre la forme d'une lutte acharnée. Son champ de bataille sera surtout les syndicats et cela nous amène à revenir à l'Union Générale des ouvriers, que nous avons quittée au milieu de 1918 en pleine action et sous la forme d'une organisation syndicale fortement centralisée. Notons encore ici qu'en juillet 1918, le Comité Central du parti social démocrate remplaça le Comité d'Action qui était composé en majorité des hommes de droite. Dans le nouveau Comité Central entrèrent les socialistes de la tendance de gauche ce qui égalisa les forces. A

partir de ce moment l'influence de la gauche va s'accroître et à la date du 8 août 1918, le Comité Central proclame sa rupture d'avec la « Concentration nationale », où le parti social-démocrate collaborait avec les partis bourgeois sur la question de l'Unité nationale. Cette collaboration a été l'œuvre du Comité d'Action.

Les inspireurs de la « nouvelle forme » de l'Union Générale des Ouvriers, du moins ceux, qui voyaient là une forme définitive du syndicalisme ouvrier dans les pays yougoslaves, se félicitaient des premiers succès éclatants de cette Union. Ces succès assurèrent aussi une apparente unanimité sur la question de la forme syndicale. Le journal la « Sloboda » du 8 novembre 1917 écrivait :

« Notre mouvement professionnel (d'avant-guerre) avait été organisé sur le modèle et le système de celui d'Allemagne et de l'Autriche, donc sur le modèle de grands pays industriellement développés. Ce système d'organisation ne s'adaptait pas à nos conditions particulières, et ne pouvait réussir. Ce qui est bon pour l'Allemagne et l'Autriche, où l'industrie est considérablement développée, ne peut et ne doit être pratique pour nous. Là on compte avec les millions d'ouvriers, chez nous avec quelques milliers.

« Or, nous sommes tous mécontents de ce qui a été dans le passé et il faut que nous tous rassemblions nos efforts pour aboutir au plus tôt à une centralisation complète de notre mouvement professionnel. Il faut centraliser la direction, le travail d'organisation et la propagande. Les organisations professionnelles doivent jouir de l'autonomie pour la gestion de leurs biens (les fonds de grève) et dans la fixation des salaires. La centralisation doit englober les autres sortes d'actions, comme: secours, éducation, distractions, protection de droit, recherches du travail, etc... La centralisation donnera à ses actions une plus grande valeur et leur assurera un succès, ce qui manquait jusqu'à maintenant. »

Cet article développe l'idée que l'Union Générale des Ouvriers se trouve sur le bon chemin. Et ce n'était pas un cas isolé que l'utilisation de ce journal social-démocrate pour traiter la question de la forme des organisations syndicales. Mais si, sur les questions de politique générale au début de 1918, les oppositions existaient déjà, elles n'étaient pas introduites en même temps dans les syndicats. Cependant cet état ne se prolongea que pendant quelques mois. Depuis le 1^{er} mai 1918 dans le journal la « Pravda », (ce journal fut fondé à la place de la « Slobođa » qui au mois de décembre 1917 cesse de paraître à la suite d'un changement de rédaction) plusieurs articles de la plume du prédésent de l'U.G.O. intitulés : « La Centralisation du mouvement syndical en Croatie et Slavonie », allaient ouvrir les critiques contre la forme trop centralisée de l'U.G.O. Ces articles envisageaient une décentralisation assez large pour les sections de l'U.G.O. Ces sections, en fait, peu à peu se transformaient en anciens syndicats. Le désir de certaines professions est d'ailleurs toujours dirigé vers une indépendance qui convient mieux à leurs intérêts professionnels. C'est notamment le cas des typographes.

Viliam Boukcheg, qui vers le milieu de 1918, quitte l'armée va de nouveau prendre son rôle dans le mouvement ouvrier. Il saisit sans peine la situation et suivant sa nature cherche un compromis qui sauverait les syndicats de cette lutte qui déchirait le parti social-démocrate. Il était évident que la question de forme pourrait être résolue sans aucun bouleversement de la vie syndicale.

« J'imagine, écrivait-il, la réalisation de l'organisation contemporaine de la manière suivante : A la tête du mouvement entier se trouve le comité fédéral de l'U.G.O... Il cen-

tralise tout le travail administratif... Il est la centrale générale de syndicats.

« Dans certaines villes les sections englobent tous les travailleurs. Elles sont dirigées par les comités de sections qui remplacent non seulement les anciens comités interprofessionnels, mais sont aussi les centrales syndicales d'administration.

« C'est utile et cela existe actuellement. Mais il faut faire un pas en avant. Il s'agit partout où une profession est suffisamment développée de la constituer en une section séparée, avec son comité spécial, qui s'occuperait en premier lieu, de l'organisation des ouvriers de cette profession. » (6)

Boukcheg a voulu satisfaire les désirs des professions d'une tradition syndicale qui, au surplus, pouvaient rassembler un nombre suffisant d'ouvriers pour fonder des syndicats indépendants. Et s'il n'y avait que cela, rien ne s'y opposerait. Mais les causes de ces discussions théoriques sur la forme des syndicats étaient plus profondes. Il a fallu élargir le champ de bataille politique dans les syndicats. Quand on sait que les mêmes hommes dirigent ou influencent à la fois les partis politiques et les syndicats, on ne s'étonne pas que leurs haines et leurs divergences idéologiques sévissent aussi bien dans les premiers qu'elles détruisent les deuxièmes.

C'est dans de telles conditions que fut convoquée l'assemblée de l'U.G.O.. Tous les travaux préparatoires étaient contenus dans les efforts fournis par les groupes adverses qui tendaient à conquérir ou à maintenir la prédominance dans l'Union. L'assemblée eut lieu le 21 juillet 1918. Il y avait là 91 délégués avec 113 voix. Zagreb a été représenté par 74 délégués et 78 voix et la province avec 17 délé-

(6) Cité par V. Koratch, t. II, p. 138.

gués et 35 voix. La majorité de ces délégués était d'une orientation vers la droite, et elle entreprit sans hésitations l'offensive dirigée contre l'ancien comité qui était orienté vers la gauche de la tendance révolutionnaire. On reprocha à l'ancien comité d'avoir agi contre l'esprit des statuts, en permettant la rupture (l'organisation des ouvriers en cuirs a obtenu une autonomie quasi complète au détriment de la section de l'U.G.O. de Zagreb). Ce reproche souleva la question de la forme de l'organisation et sur la proposition de V. Boukheg il fut décidé que la question de la forme serait résolue dans les nouveaux statuts. Comme la compétence pour l'élaboration des nouveaux statuts appartenait au Comité la lutte se concentra sur l'élection de ce comité. La majorité des délégués de droite assura une victoire complète à celle-ci. De la gauche seul V. Boukheg fut élu, mais il repoussa cette élection en espérant aboutir à un compromis. Il n'y arriva pas et la scission des deux tendances fut complète. En fait elle s'accomplira peu après.

Une série d'attaques dans la presse a suivi cette assemblée. Les moyens et les termes n'étaient choisis ni de l'un ni de l'autre côté. Les hommes qui venaient de s'emparer du Comité étaient les « social-patriotes de guerre » et leurs adversaires les « agents du bolchevisme ». Le nouveau Comité fit paraître une déclaration dans laquelle il essayait de repousser les attaques des adversaires et s'efforçait de démontrer leur position fondée sur l'idée de la lutte des classes.

Les journaux qui représentaient les idées de la gauche répondirent abondamment à cette déclaration.

Si tout s'était terminé avec les critiques dans la presse on pourrait conclure, qu'en dépit de l'âpre-

té qui les caractérisa, le mouvement ouvrier garderait son unité et que le temps guérirait les blessures. Mais comme nous l'avons déjà signalé plus haut, c'étaient des raisons politiques qui se trouvaient au fond des scissions. Aucun compromis n'avait plus de chance de concilier les esprits.

Un peu plus d'un mois après la « Pravda » du 29 août 1918, annonce que les ouvriers en cuir quittent l'U.G.O.

« Après l'assemblée annuelle de l' « Union générale des Ouvriers », le comité des ouvriers en cuirs a tenu une session où tous les avis tombèrent d'accord, que le règlement adopté ne pouvait correspondre à tous les besoins du développement et du progrès des catégories professionnelles détachées. En raison de cela, la session conclut à l'unanimité, que les ouvriers en cuirs devaient entreprendre une action pour fonder leur propre fédération.

« Une réunion qui a suivi immédiatement cette session, accepte la conclusion du Comité sans aucun reproche en reconnaissant ce Comité comme comité de la fédération des ouvriers en cuirs. De cette manière toutes les formalités ont été accomplies, étant donné que les statuts de la Fédération des ouvriers en cuirs existaient, autorisés en 1907... »

La sortie des ouvriers en cuir de l'U.G.O. fut un précédent qui aura une double conséquence : il servira de prétexte aux adversaires de l'U.G.O. pour exciter d'autres professions à quitter l'Union ; et aussi contraindra-t-il le Comité général de l'Union à s'orienter vers une centralisation plus élastique qui permettra aux ouvriers qualifiés, avec le sens profond de la vie syndicale, de gérer avec une certaine autonomie leurs syndicats, tout en restant affiliés à l'U.G.O.. Poursuivant ce chemin, l'U.G.O. allait devenir une sorte de confédération syndicale quoique créée à priori. L'importance que la main d'œuvre

féminine a prise dans l'industrie des dernières années de la guerre et qui a commencé à s'organiser, facilite de son côté à l'U.G.O. d'éviter un rapide fléchissement.

Les Conseils d'Ouvriers, de Paysans et de Soldats. — L'action pour la création de ces conseils sur le modèle des « Soviets » russes, a été poussée par tous ceux qui n'approuvaient pas la politique de l'Union générale des ouvriers. La tendance de la droite, qui vient de s'installer au Comité de l'Union, a de même réussi à obtenir la majorité dans le Comité Central du Parti Social-démocrate. Une « Conférence des sociaux-démocrates yougoslaves » du 6 octobre 1918 adopta la politique de l'Unité nationale et de la collaboration avec les partis bourgeois yougoslaves. Les puissances centrales avaient subi un échec final sur le front occidental et personne n'a plus cru qu'elles puissent avoir une influence quelconque sur la destinée des peuples balkaniques. Ce fait provoqua un changement de direction politique dans les rangs de la social-démocratie croate, qui quitte définitivement l'idée de la révolution sociale. V. Boukcheg lui aussi se tourne vers la droite.

Les socialistes de la gauche, qui voulaient réaliser un élargissement de la révolution russe sur les Balkans, après avoir perdu les organisations ouvrières existantes, regardaient dans les Conseils d'Ouvriers, de Paysans, et de Soldats une excellente occasion leur permettant de rassembler la masse des soldats rentrant de tous les fronts avec les ouvriers inorganisés de la terre et de l'industrie et aussi un grand nombre de gens de toutes les classes qui étaient complètement ruinés par la guerre. De cette manière, ils auraient eu les noyaux révolutionnaires

aptes à une action directe pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Les droitiens décidèrent de barrer l'action de la gauche en créant de leur initiative les « Conseils d'Ouvriers » qui excluraient la participation des éléments obscurs venant du front. Un tel organisme qui comprenait *seulement* les ouvriers ne pouvait facilement échapper à leur contrôle.

Un tel conseil qui fut organisé le 4 novembre 1918 à Zagreb réunissait les représentants des organisations ouvrières déjà existantes. Outre les Comités de l'U.G.O. et le Comité Central du parti socialiste, y entrèrent les organisations des cheminots, des typographes et des ouvriers en cuir. Une fois encore on retrouve sous le même toit les deux tendances qui ne songent qu'à se déjouer l'une l'autre.

A la première conférence du Conseil d'Ouvriers, du 9 novembre 1918, arrivent de nombreux délégués des provinces. Ils sont tous révolutionnaires et les représentants de l'U.G.O. et du Comité Central du Parti ont peine à imposer à la conférence leurs conceptions. Les conférences et les réunions qui suivent la première sont moins agitées et peu à peu elles se transforment en clubs de discussions théoriques. Les socialistes de gauche voyant l'impossibilité de réaliser leurs plans par l'aide de ce Conseil cessent de le fréquenter. Au mois de janvier 1919 une décision formelle du Comité Central du Parti le proclama inexistant.

II. — DE L'ESSOR DES SYNDICATS OUVRIERS

A LEUR FLÉCHISSEMENT (1919-1921)

Après l'échec des Conseils d'ouvriers, personne ne songe plus que l'unité réelle et durable puisse être réalisée. La séparation se manifesterait au sein du parti politique aussi bien que dans le mouvement syndical. Le 16 janvier 1919 les socialistes de gauche (socialistes proprement dits et les communistes) organisent une Centrale des Syndicats nommée : « le Cartel des Fédérations syndicales ». Après le Congrès du Parti social-démocrate du 26 janvier 1919, où la droite occupe toutes les positions, la gauche crée un « Comité d'Action de la gauche ».

La gauche gardera une apparence de l'Unité durant l'année 1919 et la première moitié de 1920. Cette unité existera en effet par opposition à l'Etat et à la droite sociale-démocrate patriote qui garde ce nom, mais qui néglige de plus en plus les principes socialistes. Idéologiquement la gauche comprenait deux tendances qui pourraient être rapprochées de celles des minoritaires et des majoritaires du syndicalisme français pendant et après la guerre. Ici seulement la tendance communiste est plus forte et au Congrès de Vukovar (du 20 au 25 juillet 1920) elle absorbera complètement la minorité socialiste qui au moment de l'intervention de l'Etat contre les Communistes reste seul représentant reconnu officiellement des syndicats ouvriers socialistes.

La droite, l'U.G.O. dont nous avons observé pendant la guerre l'activité socialiste et le nationalisme révolutionnaire avec l'aide du parti social-démocrate et des syndicats ouvriers, idéologiquement a lentement évolué vers l'opportunisme et vers la collaboration avec la bourgeoisie en quittant de ce fait l'idée socialiste de la lutte des classes. Elle n'a jamais reconnu avoir abandonné le socialisme et a réussi à exercer toujours une certaine influence sur les milieux ouvriers croates. Dans les pages suivantes nous insisterons sur ce fait.

Selon les différentes régions historiques qui formaient la Yougoslavie, on peut constater qu'elles n'avaient pas toutes réagi de la même manière contre les courants idéologiques du socialisme. Le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine en général s'adonnèrent au communisme. La Serbie de même, mais avec un penchant pour la sociale-démocratie. La Croatie et la Voïvodine se déclarèrent socialistes, mais un compromis avec la bourgeoisie y était toujours possible. Enfin la Slovénie avait une attitude bien complexe. Elle a su éviter pendant longtemps de se montrer partisane de qui que ce soit. Le conservatisme et la sagesse politique la caractérisaient toujours. Toutes les tendances y étaient représentées mais aucune n'a eu une prépondérance nette. Ou plus juste encore, cette prépondérance passait d'une tendance à l'autre d'après les circonstances et le temps. La Slovénie a été et est toujours, le seul pays Yougoslave où le syndicalisme chrétien pût s'installer.

Pour accompagner de plus près l'évolution et les luttes idéologiques au sein du mouvement syndical yougoslave il nous faut revenir à l'Union Générale des Ouvriers.

Après la sortie des ouvriers en cuir qui organisèrent leur fédération syndicale, il était évident que d'autres professions allaient manifester la même volonté. Et comme chez la plupart des militants syndicalistes, le désir de garder l'unité syndicale était assez fort, ils mirent toutes leurs forces pour créer un *forum commun*, qui représenterait tous les syndicats sans tenir compte de leurs tendances idéologiques, qui, d'après ces militants, dont V. Boukcheg a été le plus acharné, étaient d'ordre purement politique. Ils avaient pensé qu'il est du plus naturel, que l'initiative soit prise par l'U.G.O. qui restait encore la plus forte organisation ouvrière. La direction de l'U.G.O. qui se trouvait, comme nous le savons entre les mains de la droite, n'a pas été tout à fait d'accord avec V. Boukcheg et ses partisans sur une nouvelle tentative de compromis. Néanmoins elle a du céder grâce à l'autorité incontestable de Boukcheg. D'ailleurs on se propose souvent de faire quelque chose, que l'on sait d'avance condamné à subir un échec, uniquement pour pouvoir dire ensuite que l'échec est dû à la mauvaise volonté de quelqu'un d'autre.

Ainsi pour le 12 janvier 1919 fut convoquée une conférence interprofessionnelle qui a pour ordre du jour : l'échange de vues sur les formes futures des mouvements professionnels. Ont eu le droit d'y assister tous les membres d'anciens Comités syndicaux d'avant guerre et les membres des Comités centraux et des comités des sections de l'U.G.O.

Le Compte-rendu de cette conférence a été sous la forme d'un article dans le journal la « Sloboda » du 14 janvier 1919. Il note que les discussions avaient traité de la nouvelle situation créée par l'unité des peuples yougoslaves dans un Etat et les conséquences qui en provenaient. La question de la centralisation a été posée sous un aspect nouveau étant donné les mouvements syndicaux existants, ou créés, sur les territoires des différentes régions du nouvel Etat. Dans ce sens la Conférence proposait que, avant d'entreprendre le renouvellement des fédérations indépendantes, il fallait consulter les fédérations syndicales de Slovénie, de Bosnie et de Serbie sur la création des fédérations communes. V. Boukcheg a été autorisé : « à convoquer toutes les sections professionnelles de l'U.G.O. et toutes les fédérations indépendantes qui désirent être dans la communauté du mouvement syndical pour qu'elles envoient chacune deux membres dans le Conseil Interprofessionnel. Ce conseil s'occupera de tous les problèmes de l'organisation future du mouvement et de plus, il préparera et convoquera une Conférence Nationale pour l'organisation unique du mouvement syndical. » De cette manière fut esquissée une plateforme qui a ouvert formellement la voie de coopération syndicale. En réalité son succès pratique a été insignifiant. Elle fait espérer à la gauche de pouvoir par l'intermédiaire du Conseil interprofessionnel reconquérir la position perdue dans l'U.G.O. Elle fait craindre à la droite cette possibilité qui n'est pas tout à fait illusoire à cause de la représentation égale de tous les comités de l'U.G.O. et de toutes les fédérations indépendantes sans tenir compte de leur importance en nombre. La bataille pour l'U.G.O. (il s'agit de l'U.G.O. sur le territoire de Croatie-Slavonie) est prolongée en son sein et

non en dehors d'elle et contre elle. La position stratégique pour cette dernière phase de bataille sera fondée seulement quatre jours après cette conférence, lorsque le 16 janvier 1919 le « Cartel des fédérations syndicales » est créé.

L'initiative pour la création de ce Cartel a été prise par « l'Association des typographes croates », qui convoqua la conférence du 16 janvier 1919, en soulignant que c'était une conférence de toutes les fédérations syndicales adoptant le principe de la lutte des classes et qui, d'après leur structure, ne peuvent entrer dans l'U.G.O. Le but en est de créer l'Union de toutes les fédérations et d'agir activement pour l'amélioration de la vie ouvrière. Une commission interprofessionnelle composée par trois délégués de chaque fédération accomplira le travail nécessaire pour que l'Unité soit réalisée le plus tôt possible. Le Cartel des fédérations considère l'U.G.O. comme égale en droit aux autres fédérations. On lui laisse la liberté d'entrer dans le cartel ou non.

La réaction de l'Union générale des Ouvriers fut très violente. Son comité se sentit vexé dans son amour-propre d'association mère de toutes les organisations ouvrières. Cette réaction se manifesta d'autant plus que le journal typographe : « le Typographe Croate » publia un article dans son numéro du 18 janvier 1919, qui dans des termes acerbes critiquait la collaboration que le Parti Social-démocrate pratiquait avec la bourgeoisie. C'est la question qui sera posée sous la forme du « Ministérialisme » à l'occasion de l'entrée au gouvernement des Socialistes (Koratch, Kristan, Boukcheg). Il définit aussi la position des fédérations cartélisées :

« Notre chemin est clairement défini : l'appui général à la révolution internationale sociale, l'appui à la propagande révolutionnaire et le vif rassemblement des forces ouvrières sous le drapeau du socialisme.

« ...Nous pensons affirmer que l'entrée des chefs ouvriers et socialistes dans les gouvernements bourgeois est une trahison grossière des principes fondamentaux de la lutte ouvrière de classes, car les chefs eux-mêmes ne sont pas capables de barrer le chemin, d'arrêter la révolution sociale du haut des fauteuils des gouvernements bourgeois... »

Après cet article la lutte fut engagée. Le 6 février 1919, l'U.G.O. organise une grande manifestation au profit des réformes sociales et proclame l'arrêt général du travail à Zagreb durant trois heures. Les journaux de la gauche invitent les travailleurs à s'abstenir d'aller à cette manifestation et à ne pas quitter le travail. L.U.G.O., de son côté, écrit que le Cartel abuse de la confiance ouvrière pour des fins qui visent à empêcher chaque action du prolétariat où ce Cartel ne peut jouer le rôle qu'il désire.

Le résultat de ces luttes intestines aboutit à la sortie de quelques professions de l'U.G.O. En janvier 1919, les ouvriers du bâtiment et plus tard les tailleurs, les menuisiers et les métallos quittent les uns après les autres l'U.G.O.

Le Congrès de l'Unité de Beograd. — Depuis les deux conférences de Zagreb, il s'agissait pour les deux partis adverses de gagner la lutte de l'Unité Syndicale. Le fait même que tous les deux ont voulu s'approprier coûte que coûte tout le mérite pour la réalisation de cette unité faisait deviner qu'ils ne désiraient pas se trouver là l'un près de l'autre.

A la fin de janvier 1919, le Comité Central de l'U.G.O. décide d'adresser aux Centrales des Unions Ouvrières de Beograd, de Sarajevo, de Ljubljana, de Split et de Novisad une invitation en vue d'une Conférence pour le 20 avril 1919, conférence qui devrait retrouver une plateforme devant faciliter l'Unité des Unions Ouvrières de la Yougoslavie. Cette invitation a été transmise à toutes les Centrales susnommées à la date du 8 février 1919.

De tous ces invités ne répondent que les Slovénes et les Bosniaques. Les premiers avec une contre-invitation pour leur Congrès des 16 et 17 mars et les Bosniaques en disant :

« Nous avons confié la convocation de la conférence en vue de l'unité au Parti Serbe et à l'Union Ouvrière générale de la Serbie. En vertu de cela et d'après les informations que nous avons eues jusqu'à ce moment, un Congrès général des syndicats aurait dû être tenu les 20 et 21 avril, à SL. Brod. » (7).

On voit dans cette réponse de Sarajevo qu'une action simultanée a été entreprise à Beograd. Il est difficile de savoir si elle a été connue à Zagreb, ou bien si celle de Zagreb avait eu la priorité et si Beograd la connaissait. En tout cas, Beograd ne manqua pas d'inviter l'Union Générale des Ouvriers croates à prendre part au Congrès de SL. Brod pendant les fêtes de Pâques. L'invitation précise qui sera représenté et énumère quelques conditions quant « au nombre des syndiqués qui peuvent être représentés par un délégué ».

L'U.G.O. ouvre une polémique contre la façon d'agir de Beograd et pose un certain nombre de

(7) Cité dans le livre de M. Koratch, p. 176, t. II.

conditions avec lesquelles sa participation serait assurée. La Centrale des syndicats serbes repoussa toutes ces conditions et l'U.G.O. conclut qu'elle ne serait pas représentée à ce Congrès. Cette décision n'a été tenue que partiellement à cause de la participation de nombreuses sections locales de l'U.G.O. de province qui envoyèrent leurs délégués au Congrès. Les syndicats Slovènes ont décliné la participation.

Le Congrès de l'Unité a eu lieu à Beograd du 20 au 23 avril 1919 au lieu de Sl.Brod comme c'était déterminé préalablement. Il proclame l'Unité idéologique du mouvement syndical tout entier de la Yougoslavie. On a voulu souligner par là que l'unité syndicale devait reposer sur la base de l'idée du socialisme, de la lutte de classe et de la révolution sociale.

Il prévoit deux organes destinés à assurer l'administration centrale des syndicats unifiés. C'est d'abord le Comité d'Action qui est soumis au contrôle de Conseil Central des Syndicats Ouvriers. Dans ce Conseil sont entrés les représentants des syndicats de différentes régions sauf ceux de la Slovénie qui n'ont pas participé au Congrès. Les statuts prévoyaient aussi la création des Conseils des Syndicats Ouvriers Régionaux.

Ce congrès a été, en effet, à la fois le congrès du parti social-démocrate et des syndicats ouvriers. Son importance est, en premier lieu, d'un ordre politique. Il quitte la Deuxième Internationale et s'affilie à la Troisième Internationale de Moscou. Il change aussi le nom du Parti qui n'est plus « social-démocrate », mais « le Parti Socialiste et Ouvrier (Communiste) de la Yougoslavie ». Le nouveau Parti exerce une influence assez forte sur les Syndicats. Le point 12 des statuts dit, notamment :

« Tous les organes du Conseil Central des Syndicats Ouvriers doivent entretenir les rapports les plus étroits et propager avec énergie le développement du mouvement syndical du Parti. Afin que ce lien soit complet, le Comité Central d'Action du Parti et le Conseil du Parti délègueront deux de leurs membres au C.C.S.O. et inversement. La session commune du C.C.S.O. et du Conseil du Parti fait l'Instance Centrale qui décide de toutes les actions économiques et politiques de la classe du Prolétariat. Ce lien sera établi entre les Comités d'Actions Régionaux du Parti et les Syndicats. Les organisations locales avec les organisations du Parti constitueront les Conseils locaux. »

La droite s'était opposée sur ce point au moment où elle a dû prendre la décision de la collaboration avec les socialistes de gauche. Elle a exigé que les syndicats restent indépendants de toute influence politique. Elle a voulu garder ses positions dans l'U. G. O. en oubliant à ce moment-là que c'était une pratique qu'elle avait employée pendant et avant la guerre en faisant des syndicats un instrument du Parti. Elle a peut-être songé que ce qui a été opportun pour appuyer la révolution nationale, ne l'est plus pour faciliter la révolution sociale.

D'ailleurs, deux mois après le Congrès de l'Unité de Beograd, la droite organise les 21 et 22 juin 1919, une Conférence à Novi Sad qui fonde le Parti Social-démocrate de la Yougoslavie avec un programme opportuniste. Ce parti s'efforcera de maintenir son influence à l'Union Générale des Ouvriers, qui, à un instant de l'offensive de la gauche perdra presque la totalité de ses membres (de près de 50 milles au commencement de 1919 reste 3.500 à la fin de la même année).

Après le Congrès de Beograd, le mouvement socialiste se développe avec une grande vitesse. Les

appels révolutionnaires retentissent dans les divers points de l'Etat. Le mouvement révolutionnaire inquiète sérieusement le gouvernement. L'approche du 1^{er} mai 1919 agite de plus en plus l'opinion publique. Le gouvernement interdit la célébration du 1^{er} mai et fait sortir les soldats. Un tribunal militaire fonctionne à Sarajevo. Plus de 500 personnes sont arrêtées dans cette ville. Les organisations ouvrières sont dissoutes et les ouvriers de nationalité étrangère chassés du pays. Ces mesures révoltent les masses populaires ; la propagande socialiste s'accroît. La réaction contre le gouvernement prend dans plusieurs cas des formes très aiguës. Les coups de main échouent à Varazdin, Zagreb, Maribor, Osijek, Soubotica, etc.

La droite, qui collabore avec le gouvernement, perd de jour en jour la confiance des ouvriers. Tout de même l'Union Générale des Ouvriers, dont le Comité Central est entre ses mains, lui donne le droit de parler au nom des ouvriers. La tension politique entre la droite et la gauche devenant toujours plus grande, ne permettra pas que cette situation se prolonge. La structure de l'U.G.O. qui était une sorte de quasi-confédération syndicale composée de sections de différentes professions ouvrières permit que la scission qui existait parmi les dirigeants ne se manifeste pas en même temps parmi les syndiqués. De plus, comme nous l'avons déjà dit, l'un et l'autre groupe de dirigeants a espéré qu'il suffirait de lutter pour le Comité Central tout en maintenant l'intégrité de l'organisation. Cela nous explique aussi comment il est arrivé au Congrès de Beograd que certaines sections de l'Union y furent représentées malgré l'interdiction explicite du Comité Central.

La journée du 1^{er} mai et les événements qui

suivirent apportèrent un changement profond dans l'équivoque qui s'était installée au sein de l'Union.

Le Conseil Régional des Syndicats Ouvriers pour la Croatie et la Slavonie qui provenait du Conseil Central constitué au Congrès de Beograd, tient au début de juin 1919 une conférence où il décide de partager l'Union Générale des Ouvriers en 15 fédérations indépendantes à côté desquelles l'U.G.O. existerait comme une seizième réunissant quelques professions ouvrières qui, faute de nombre, ne pouvaient subsister en tant que fédération indépendante. Cette décision n'avait pu obtenir le consentement du Comité Central qui la considérait comme une déclaration de guerre. Il se résout à régler les comptes avec la gauche à l'occasion de son assemblée annuelle du 31 août et du 1^{er} septembre 1919.

Cette assemblée est intéressante parce que la question de l'Unité Syndicale y était posée pour la dernière fois. « Unité » dans ce sens que l'Union Générale des Ouvriers se rallierait ou non au Conseil Central des Syndicats Ouvriers de la Yougoslavie.

Cette question avait été contenue dans deux résolutions qui ont été présentées à l'issue de la conférence. La résolution du Comité Central, ce qui veut dire de la droite, déclarait que « l'Union Générale des Ouvriers dans l'intérêt de l'Unité du mouvement syndical était prête à entrer en collaboration jusqu'à l'Unité finale, dans le Conseil Central des Syndicats ouvriers, si ce dernier renonçait au point 12, § 4 de ses statuts ». (Voir plus haut).

La résolution présentée au congrès par l'opposition formée des partisans de la gauche exigeait l'Unité inconditionnelle et disait :

« Le Comité Central de l'Union doit tirer les conséquences de la nouvelle situation, ce qui sup-

pose : a) la restitution immédiate des fédérations indépendantes, si la majorité de la profession intéressée exprime un tel désir ; b) régler les comptes avec les professions qui ont déjà créé leurs fédérations indépendantes ; c) que l'U.G.O. reste l'organisation obligatoire pour les catégories des ouvriers qui n'appartiennent à aucune fédération existante, c'est-à-dire, qu'elle reste l'organisation pour les ouvriers non-qualifiés qui n'ont pas leur fédération. »

Comme on le voit cette dernière résolution n'a point discuté, ni mentionné aucune condition au profit de l'Union Générale des Ouvriers. Par conséquent, il était vain de chercher un point sur lequel un compromis pourrait être établi. La Conférence se contenta de faire voter les deux résolutions et de constater que la majorité des voix appartenait à la résolution de la droite. Aucun représentant de la gauche ne fut choisi dans le nouveau Comité Central, qui fut composé des « social-patriotes ».

Le Conseil Central des Syndicats Ouvriers ordonne aux Conseils régionaux d'entreprendre une action ayant pour but de séparer tous les ouvriers orientés vers la gauche de l'U.G.O. et de les organiser en Fédérations indépendantes. Ce fut à la suite de cette campagne que l'effectif de l'U.G.O. tomba de 50.000 à 3.500. Les journaux de la gauche signalent au mois de novembre 1919 que les uns après les autres quittent l'Union : cordonniers, bouchers, ouvriers de la fabrique de tabac, tous de Zagreb. En province, les ouvriers des différentes industries s'associent à la Centrale de Beograd. Les mineurs de Bosnie qui faisaient partie de l'U.G.O. quittent à leur tour celle-ci et entrent à la Centrale

Syndicale de Sarajevo, de même les coiffeurs et les travailleurs des denrées alimentaires. La droite de l'U.G.O. assiste impuissante à cet éparpillement subit de ses cadres. La débâcle matérielle est accompagnée par une débâcle morale. L'Union se redressera plus tard lorsque le gouvernement interdit les syndicats communistes.

Cette lutte contre la droite était à peine terminée et déjà un nouveau combat allait s'engager. La stabilisation du pouvoir politique des partis bourgeois et aussi les échecs des tentatives révolutionnaires dans la plupart des pays européens ont fait croire à une partie des dirigeants ouvriers de la gauche que le moment de la révolution était passé. Un article que « la Nouvelle Vérité » (Nova Istiva) publia dans son numéro du 2 juin 1920, dépeint ce nouvel état d'esprit des gens qui voient la révolution s'échapper pour un certain temps. Cet article dit ceci :

« Au temps des Conseils Nationaux de 1918 il avait existé en octobre, chez nous aussi, la possibilité de prendre le pouvoir politique du pays entre nos mains, de proclamer la dictature du prolétariat et de nous imposer en tant que minorité consciente à la tête des masses importantes paysannes. Cette possibilité, après la consolidation policière et militaire de notre bourgeoisie, aujourd'hui n'existe plus. Ce qui est passé ne revient point. Notre devoir nous ordonne de penser à ce qui est et à ce qui va être et non à ce qui a été.

« Devant nous dans l'avenir se dresse le problème de lutte pour la conquête de la dictature prolétarienne. En tant que marxistes, nous ne pouvons concevoir cette dictature que comme une force réelle unie dans la puissance de l'Etat, qui est capable de réaliser la volonté consciente de la majorité des citoyens contre une minorité insignifiante de gens riches. »

Cette façon d'écrire laissait deviner une opposition au sein du mouvement ouvrier politique et

syndical. Cette opposition d'abord théorique et inoffensive allait se transporter sur le terrain pratique et après le Congrès de Vukovar une deuxième scission allait se produire. La poussée révolutionnaire des communistes dont l'influence sur les masses ouvrières s'élargissait d'une manière totale, effrayait les éléments modérés de la gauche, qui n'approuvaient pas la tactique fataliste de l'aile communiste. Ils observaient attentivement l'attitude du gouvernement qui laissait prévoir une répression rigoureuse du mouvement ouvrier. Mais cette méfiance d'une action révolutionnaire ne se manifesta que chez quelques chefs du mouvement ouvrier. Les masses populaires ont été emportées par l'idée d'une transformation profonde des rapports sociaux ce qui récompenserait toutes les souffrances et la misère de la guerre. Une société de justice leur semblait très proche.

Le Congrès de Vukovar du 20 au 25 juillet 1920 provoqua une vive expression de la vague révolutionnaire qui soulevait les masses populaires. Ce Congrès était un Congrès du Parti. Mais en changeant les statuts du Parti et même son nom, il prévoyait certaines nouveautés concernant l'organisation des syndicats.

Les délégués au nombre de 374 étaient venus de toutes les contrées de la Yougoslavie. La Slovénie était représentée par 21 délégués. Nous avons vu qu'elle n'était pas représentée au Congrès de Beograd et cette fois-ci, bien que ses délégués soient venus, ils ne restèrent pas jusqu'à la fin du Congrès, mais le quittèrent avec 48 délégués de la Croatie et Slavonie.

Un nouveau programme et des nouveaux statuts furent à l'ordre du jour. Le paragraphe 14 de

ces statuts dispose que les conseils locaux sont composés des représentants des syndicats et du Parti. Les statuts approuvés au Congrès de Beograd n'avaient prévu cette pénétration mutuelle des syndicats et du Parti que pour les organismes centraux. Avec les nouveaux statuts, cette pénétration s'élargit jusqu'aux plus petites unités administratives.

Cette question est un point de départ vers le nouveau conflit qui psychologiquement existait depuis un certain temps et dont nous avons signalé plus haut les raisons.

Déjà, pendant le Congrès, une déclaration fut faite disant que : « le paragraphe 14 des nouveaux statuts du Parti ne peut être obligatoire pour les syndicats qu'après les décisions prises par les assemblées compétentes des fédérations syndicales sur cette question ».

Toutefois le programme et les statuts proposés au Congrès furent votés par 242 voix contre 63 abstentions. Le nom du Parti socialiste des ouvriers (communiste) de la Yougoslavie est changé en : Parti communiste de la Yougoslavie. Les 63 abstentions sont dues aux socialistes modérés qui n'ont pas voulu approuver la nouvelle orientation du Parti et du mouvement syndical.

Les jours qui suivent le Congrès de Vukovar témoignent de la déception de ces socialistes qui se décident à rester attachés au Parti créé à Beograd un an auparavant. Leur opposition ne se manifesta pas immédiatement sous une forme très grave. Ce fut d'abord à Zagreb que les socialistes autour du journal « Nova Istina » exprimèrent publiquement leur opposition envers les méthodes et les agissements des communistes. Cela leur coûta le boycottage du journal de la part du Parti. L'effet en fut efficace. Le journal perdit rapidement ses abonnés.

Le Congrès de Vukovar, à propos de la déclaration faite sur le paragraphe 14 des nouveaux statuts, avait adopté une proposition envisageant qu'une approbation ultérieure de Conseil régional des Syndicats pour la Croatie et la Slavonie serait nécessaire. Cette approbation fut consentie dans une conférence le 18 août 1920, qui, après avoir été quittée par quelques syndicalistes de l'opposition, créa un nouveau Conseil Régional des Syndicats. L'ancien Conseil vivota un certain temps, mais finalement perdit ses membres et disparut de lui-même. Les efforts de l'opposition socialiste ne pouvaient aboutir à un affaiblissement des communistes qui pendant les élections pour l'Assemblée Constitutionnelle de novembre 1920 emportèrent une grande victoire. Leur succès fut éclatant, non seulement par rapport à l'opposition de l'ancienne et de la nouvelle sociale-démocratie, mais aussi par rapport aux partis bourgeois.

Depuis la scission complète d'avec les socialistes et les communistes, l'U.G.O. s'efforçait de garder par tous les moyens ce qui lui restait de ses effectifs. Son assemblée annuelle du 23 mai 1920 décide d'élargir son action sur la Bosnie et l'Herzégovine et sur la Voïvodine. Elle était déjà devenue à ce moment et depuis la séparation définitive du 1^{er} septembre 1919, une organisation munie de toutes les caractéristiques de l'opportunisme syndicaliste. Le gouvernement par conséquent ne fait aucun obstacle à son action.

La Solution de l'Unité. — En dépit de la proclamation au Congrès de Beograd de l'unité idéologique du mouvement syndical sur le territoire tout entier du nouvel Etat, la réalisation pratique de cette unité avançait assez lentement. Cette lenteur

était due aux conditions très différentes que les mouvements syndicaux avaient connues dans leurs développements historiques, mais la cause en était aussi dans les intentions des partis politiques qui cherchaient, comme nous l'avons démontré, à soumettre le mouvement syndical à leur autorité.

Le Congrès de Vukovar, quoique du Parti, avait prévu, dans une disposition qui nous est connue, une collaboration très étroite et même un certain lien organique entre les mouvements ouvriers politique et syndical. La réaction contre cette disposition se manifesta déjà au Congrès, et plus tard dans la Conférence du Conseil Régional des Syndicats pour la Croatie et Slavonie, le 18 août 1920. La suprématie des communistes a été assurée en raison de leur prépondérance en nombre et de l'influence politique qu'ils ont exercée sur le mouvement ouvrier. Il restait à établir le lien administratif entre les Unions Syndicales régionales.

Une conférence syndicale qui fut tenue à Beograd, seulement trois jours après le Congrès de Vukovar, le 28 juin 1920 discuta ce problème. Il s'agissait de savoir si l'unité devait être édifiée sur une base de centralisation ou de fédéralisme et de désigner les lieux où se trouveraient les centrales des syndicats.

La conférence ne trancha pas d'un seul coup cette question mais désigna l'itinéraire à parcourir jusqu'à l'Unité. Ce plan a été contenu dans la « Solution de l'Unité », composée de 9 points que voici :

- 1° L'Unité des fédérations doit être effectuée avant le 31 octobre 1920.
- 2° Le nombre des membres se détermine d'après le pourcentage pour le C.C.S.O.

- 3° Les membres qui éliront les délégués pour les Congrès de l'Unité sont désignés d'après la moyenne de la somme payée pour les trois derniers mois.
- 4° La représentation est proportionnelle : sur 500 membres, 1 délégué et deux membres des Comités Fédéraux.
- 5° Chaque délégué a une voix.
- 6° Les Congrès de l'Unité sont convoqués par la plus forte fédération ou par le Comité de plusieurs fédérations unies. Le lieu du Congrès sera celui qui est le moins coûteux pour le voyage.
- 7° Les propositions doivent être faites le 10 août au plus tard.
- 8° Le chef-lieu de la confédération sera désigné par le Congrès de l'Unité.
- 9° Le principe de fédérations industrielles est adopté.

Cette « Solution » a été signée par les deux représentants syndicaux des Croates, des Serbes, des Slovènes et des Bosniaques. L'Unité prévue dans la « Solution » n'a jamais été réalisée. L'opposition des socialistes modérés croates (on les a appelés « du centre » par rapport aux deux extrêmes de gauche et de droite) contre la politique communiste, se transporta en Serbie et en Bosnie, d'où l'élargissement du champ de bataille sur les mouvements ouvriers de ces pays. Les opposants socialistes de la Serbie et de la Bosnie publièrent en octobre 1920 un manifeste de « l'opposition marxiste » qui repousse les conclusions du Congrès de Vukovar. Le Parti communiste trouva bon d'exclure 52 de ces socialistes et 62 autres devaient être jugés par le tribunal du Parti. Cette exclusion a été décidée douze jours après les élections pour l'assemblée constitutionnelle, qui ont eu lieu le 28 novembre 1920.

Les Elections du 29 novembre 1920. — Quelques mots sur les élections pour l'assemblée Cons-

titutionnelle nous aideront à expliquer les événements qui les ont suivi et qui ont eu une signification fatale pour le mouvement ouvrier en Yougoslavie. Aujourd'hui, vingt ans après, la classe ouvrière est lourdement chargée de cet héritage malheureux, qui freine son plus juste effort vers le progrès et l'amélioration de la condition sociale des masses ouvrières.

Au moment où les élections furent annoncées le mouvement ouvrier connaissait trois courants politiques qui se délimitaient idéologiquement : sociaux-démocrates de la droite, socialistes du centre et communistes. Les premiers par leur collaboration avec les gouvernements bourgeois avaient une certaine importance politique et leur influence sur les milieux syndicalistes s'est bornée à l'Union Générale des Ouvriers dont la signification était locale. Les seconds ont collaboré jusqu'au dernier moment avec les communistes. Leur manifeste de l' « opposition maxiste » paru un mois avant les élections, a été reçu comme une trahison envers le Parti Communiste. Ils n'avaient pas le temps de développer une action soit politique, soit syndicaliste, qui leur assurerait une position dans les masses et un succès quelconque aux élections. Les troisièmes, les communistes, dépassaient de beaucoup les deux premiers à tous égards : leur influence politique englobait tout le pays ; les syndicats ouvriers de toutes les régions étaient idéologiquement attachés à eux. Ils disposaient d'une presse bien organisée et très répandue. Les masses populaires les suivaient et leur obéissaient.

Le résultat des élections donne aux communistes, 198.376 voix et 58 députés à l'Assemblée Constitutionnelle, les social-démocrates obtiennent

46.792 voix et 10 députés et les socialistes du centre 360 voix.

C'était une grande victoire du Parti Communiste qui ouvre une série de grèves et d'actions politiques.

La « Proclamation » (Obznana). — Le succès électoral du Parti Communiste avait dépassé tous les pronostics, même les plus favorables. Il était d'autant plus grand qu'il tombait au moment où la Constitution du nouvel Etat devait être élaborée. La participation des 58 députés communistes dans les discussions parlementaires ne pouvait évidemment pas faciliter cette tâche. On commence à chuchoter sur le danger communiste et sur la révolution sociale.

Pourtant les rapports économiques et politiques conditionnés par la guerre étaient en ce temps-là transformés en faveur de la bourgeoisie. Les révolutions échouaient ou furent réprimées en Allemagne, en Pologne et en Hongrie. Dans l'intérieur du pays la plus grande partie des territoires dévastés étaient rétablis ou étaient en voie de l'être. L'administration, les mines, les chemins de fer et l'armée étaient réorganisés, le commerce était ranimé, la main-d'œuvre employée. En un mot la situation pour la bourgeoisie devenait très favorable. Celle-ci n'hésita d'ailleurs pas à en profiter. Le mouvement ouvrier agrandi était devenu trop gênant. Le gouvernement attendait l'occasion de l'abattre.

Cette occasion, les ouvriers eux-mêmes la lui donnèrent. Le gouvernement qui, systématiquement, exécutait le renforcement de son pouvoir, prit la décision de militariser quelques activités de la vie publique et quelques branches de l'industrie nationale. Poursuivant ce plan, il militarisa les che-

mins de fer et commença à militariser les mines. Là le conflit éclata.

La grève des mineurs slovènes de Trbovlje eut pour cause l'insuffisance des salaires. Les mineurs, dont le salaire réel à cause de l'inflation était tombé à un niveau très bas, exigèrent une augmentation de 100 %. Le patronat refusa de discuter sur cette base. D'autre part, les grèves dans les mines de Bosnie centrale éclatèrent dans une atmosphère très tendue. Tout cela s'est passé en plein hiver. Ces grèves menacèrent de laisser sans charbon la plupart des établissements publics et particulièrement les chemins de fer. A Beograd arrivent les nouvelles que les mineurs de Bosnie attaquent arme à la main, les soldats et la police. On ne sait pas d'où proviennent ces nouvelles, mais leur effet est grand. Les masses ouvrières s'agitent et un grand meeting est organisé pour le 28 décembre 1920 à Beograd. Une masse de travailleurs se réunit dans le bâtiment du Foyer des ouvriers. Tout le monde attend les événements décisifs. Il semble que la révolution va surgir à chaque instant. Un discours prononcé à ce meeting par P. Pavlovitch, leader et député communiste qui était aussi secrétaire général du Conseil Central des Syndicats ouvriers de Yougoslavie, va jeter de l'huile sur le feu. Voici ce discours d'après le compte rendu du « Journal Ouvrier » :

« Peut-il y avoir une conciliation entre nous ? (*orage d'acclamations et de cris : la guerre au capitalisme !*). Peut-il être un seul œil pour pleurer après l'écroulement de ce régime ? (*on crie : qu'il tombe dehors !*). Mais tout cela était trop pour la classe dirigeante. Ils se sont installés et sont décidés à la militarisation... Pouvez-vous le permettre ? (*des cris : non, non !*). Les mineurs demandent votre solidarité : donnons-leur cette solidarité... Les mineurs verseront leur

sang devant les mines, mais ils ne se laisseront pas militariser. La situation est trop tendue et lorsque nous tenons ce meeting, peut-être éclatent des coups de fusils. Peut-on contester au prolétariat le droit de renverser une telle société ? (*applaudissements prolongés*). Posez cette question à chaque homme de la ville, à tout endroit, que doivent faire les mineurs pourchassés d'une telle manière ? (*les voix : périr en combattant !*). La bourgeoisie désire provoquer le conflit armé. Ne permettez pas d'être trompés ni par votre puissance, ni par vos défauts. À l'action ! (*vifs applaudissements*). Demain ou après-demain, absolument ! En avant ! Propagez cette action déjà ce soir, préparez les esprits, préparez tous les prolétaires, qu'ils soient tous prêts pour le combat au moment opportun. Les yeux des mineurs nous regardent de la hauteur des montagnes glacées. Ils nous attendent ! Obéissez et faites ce que vos organisations vous ordonnent (*des cris : oui, nous y sommes !*). »

Ce discours a produit une grande impression sur tous les assistants. Il a impressionné aussi l'opinion publique et la presse qui commente largement ce meeting. Il aurait probablement impressionné le gouvernement si celui-ci ne s'y était pas attendu. Depuis longtemps il avait préparé un plan, destiné à l'anéantissement du communisme et à la désorganisation complète du mouvement ouvrier. Le discours précité a offert le moment attendu pour mettre ce plan en action. Le lendemain de la réunion dont nous venons de parler, à la date du 29 décembre 1920, fut publiée la fameuse « Proclamation » (*Obznana*).

Questionné par les députés communistes Dr. Markovitch et P. Pavlovitch sur les preuves qu'il avait d'un prétendu coup d'état communiste, le ministre de l'Intérieur a répondu notamment (8) :

(8) Cité par M. Koratch, op. cit., t. II, p. 209.

« Excusez-moi, Messieurs, a-t-il dit, mais si vous avez voulu démolir l'Etat, je ne songe pas à le faire moi-même, en publiant toutes les preuves qui vous feraient connaître tous les tuyaux et canaux par lesquels nous avons obtenu ces preuves. Vous avez préparé le coup d'Etat, l'assassinat et l'arrestation des ministres et d'autres personnalités politiques. De même, vous avez eu un plan élaboré pour réaliser cette insurrection, pour piller les caisses d'Etat, les banques et pour faire triompher la dictature du prolétariat. Nous avons pu attendre que vous commenciez la révolution et nous aurions pu faire ce qui s'est passé en Allemagne, en Hongrie, en Tchéco-Slovaquie, mais nous avons préféré éviter de faire couler du sang. »

Les communistes ont protesté énergiquement, ont affirmé qu'aucune préparation dans ce sens n'avait été faite. Mais rien n'a pu arrêter la décision du gouvernement.

Quelles furent les prescriptions contenues dans la « Proclamation » ? Celle-ci était un simple arrêté du gouvernement qui ordonnait ceci :

« 1° Jusqu'à la promulgation de la constitution, toute propagande communiste ou d'autres idées destructives est interdite, leurs organisations sont dissoutes, leurs locaux fermés, leurs journaux et les écrits qui bouleversaient le calme et l'ordre de l'Etat, qui propageaient, justifiaient ou célébraient la dictature, la révolution, la violence sont supprimés. Immédiatement seront saisis tous ceux qui font cette propagande verbalement ou par écrit.

« 2° Sera interdite toute chose imprimée qui tend à amoindrir la portée de ces mesures pour la sauvegarde de la liberté, de l'ordre et de la propriété. Il est entendu que la liberté de parole et celle de la presse restent maintenues si elles ne lèsent pas les intérêts de l'Etat et si elles ne provoquent pas la démoralisation publique.

« 3° En chaque cas de désordre avec le caractère destructif des mesures seront prises d'abord contre les inspireurs

et les chefs, qu'ils soient présents ou qu'ils aient un alibi improvisé.

« 4° La déclaration des armes à feu est obligatoire. Qui-conque n'en déclarera pas ses armes à feu sera puni jusqu'à trois mois de prison et au travail forcé.

« 5° Durant le temps où siège l'Assemblée Constitutionnelle, sont interdites toutes les manifestations de caractère destructif. Seront remis au Tribunal Militaire tous ceux, qui s'opposeraient à main armée aux agents de la force publique.

« 6° Tout étranger qui prendrait part aux émeutes sera expulsé.

« 7° Sont congédiés tous les fonctionnaires de l'Etat, qui soutiendraient la propagande communiste dans notre pays. Les étudiants communistes sont privés de leurs bourses. »

On peut deviner l'effet de ces mesures qui, par la suite, avaient été appliquées avec une ferme rigueur. Ce qui nous intéresse spécialement ici, c'est leur effet sur le mouvement syndical.

Les descriptions faites au cours de cet exposé, nous ont démontré suffisamment le rapport entre les syndicats et les partis politiques ouvriers. Il serait absurde, par conséquent, de croire que la répression a été dirigée exclusivement contre le communisme et ses organisations politiques. Les syndicats n'ont point été épargnés. Les établissements et les locaux des syndicats furent immédiatement fermés et furent gardés. Même les bureaux de l'Union Générale des Ouvriers de Zagreb n'ouvrirent pas leurs portes pendant trois jours.

La classe ouvrière ne s'était d'ailleurs pas résignée à cette nouvelle situation. Les tentatives des grèves générales apparurent sur plusieurs points du pays. Mais la police partout agissait d'une façon implacable. En outre les ennemis de la révolution

sociale déchaînèrent leur haine contre les ouvriers et aidèrent activement les autorités dans ce labeur.

En province notamment, les mesures du gouvernement ont été reçues comme une déclaration de guerre non seulement aux communistes, mais à la classe ouvrière toute entière. Les employeurs commencèrent à abaisser les salaires et à prolonger la durée du travail. La police locale, qui était habituée à ne pas faire de différence entre les communistes et les autres ouvriers, s'efforçait d'appliquer la « Proclamation » contre tous. Le gouvernement s'est vu obligé de donner des explications spéciales pour empêcher les interprétations abusives de ces dispositions. Ses explications avaient pour but de faciliter le rétablissement des syndicats de droite. L'Union Générale des Ouvriers fut la première à en profiter. Elle continua le travail comme si rien ne fut arrivé. Toutefois elle ne marqua pas un progrès important.

Les socialistes du centre, qui maintenaient encore quelques positions dans les syndicats ouvriers, particulièrement en Croatie, s'installèrent là définitivement. Et comme leur opposition envers les communistes ne laissait aucun doute, le gouvernement les appuie dans leurs efforts de redressement. Ils obtiennent du gouvernement les archives et les établissements syndicaux, qui avaient été séquestrés par la police. Leur influence sur les ouvriers s'effectue lentement en raison de la ténacité des communistes qui continuent d'agir illégalement.

Les syndicats de ces derniers sont frappés le plus gravement. Ils sont obligés de changer au fond leur politique et de proclamer publiquement leur indépendance envers le Parti Communiste. Ils deviennent indépendants, apolitiques et neutres. Le

nom des « syndicats indépendants » leur permet de se légaliser à leur tour. Cet état de choses les amena à agir avec beaucoup de prudence et dans les limites de la légalité, du moins sur le terrain syndical.

Les Attentats et la Loi pour la Protection de l'Etat. — L'action politique légale du Parti Communiste a été supprimée par la « Proclamation ». Toute son activité publique se borna aux protestations de ses députés devant l'Assemblée Constitutionnelle. Mais d'autre part s'organisèrent les complots des groupements illégaux qui ne choisirent pas les moyens pour servir les fins révolutionnaires.

Le 28 juin 1921, l'Assemblée Constitutionnelle vote la Constitution. Le lendemain, 29 juin, le prince régent Alexandre prête serment sur la nouvelle Constitution devant l'Assemblée. Sur le chemin qu'il a dû parcourir de la Chambre des Députés jusqu'à la Cour, une bombe est jetée et faillit le tuer, blessant plusieurs personnes. Une enquête immédiatement engagée fait découvrir une organisation terroriste qui était d'après le rapport de la police inspirée par les communistes. Les mesures les plus sévères entreprises, sur l'ordre du gouvernement, provoquèrent une grande confusion dans les rangs communistes. Aussi, l'attentat contre la vie du prince régent est-il exploité pour exciter l'opinion publique contre le communisme.

L'homme qui a organisé et mené à fond cette campagne policière était le créateur de la « Proclamation », le Ministre de l'Intérieur Drachkovitch. Il avait acquis d'autant plus la reconnaissance de la bourgeoisie qu'il était haï par les communistes.

Un mois ne s'était pas encore écoulé depuis l'attentat contre le prince Régent qu'un nouvel at-

tentat allait émouvoir le pays. La victime, cette fois, fut le Ministre de l'Intérieur lui-même. Dans une petite ville montagnarde de Delnice, où il était venu se reposer, les balles d'un jeune ouvrier communiste de Bosnie le frappèrent à mort.

Tous les partis bourgeois furent saisis d'une véritable fureur. Le gouvernement élaborà sur-le-champ un projet de loi contre les communistes et le fit voter par le Parlement à la date du 2 août 1921. Cette loi fut nommée : « *Loi pour le maintien de la sécurité publique et de l'ordre dans l'Etat* ». Elle est toujours en vigueur et a représenté depuis sa promulgation jusqu'à nos jours, le plus grand obstacle et une entrave insurmontable non seulement pour le communisme, mais pour le mouvement socialiste de toutes orientations et même pour le mouvement syndical qui était frappé indirectement par les dispositions générales de cette loi et directement par quelques dispositions spéciales concernant les organisations syndicales.



TROISIÈME PARTIE

I

L'EFFORT DU REDRESSEMENT SYNDICAL (1921-1922)

La Législation réglementant les Associations professionnelles en Yougoslavie. — Avant d'aborder la question du redressement syndical qui s'était posée à la suite du désastre qu'avait subi le mouvement ouvrier lors de la répression impitoyable contre les ouvriers, répression dont nous connaissons les causes, il convient d'exposer brièvement la législation qui encadre le développement du syndicalisme ouvrier depuis 1921.

Ce qui nous intéresse ici, c'est la législation commune applicable à la totalité du territoire yougoslave. Nous laisserons donc de côté les dispositions particulières qui, n'étant pas explicitement abrogées par la législation yougoslave, sont restées assez longtemps comme une sorte de législation auxiliaire dans quelques régions d'anciennes unités administratives.

Cette législation commune apparaît sous deux aspects différents et même contradictoires. D'une part elle est libérale et favorable au développement libre des associations ouvrières et professionnelles en général, d'autre part sous prétexte de protection de l'Etat Yougoslave, elle se distingue par la mul-

titude d'entraves qui empêchent ce développement. Depuis la Constitution du 28 juin 1921, qui en a posé les dispositions fondamentales, il y a eu bien des changements de régimes politiques qui ont fait varier, sinon les dispositions elles-mêmes, du moins la façon dont ces dispositions étaient appliquées dans la vie.

1° La Constitution de Vidovdan du 28 juin 1921, à l'exemple d'autres Constitutions modernes garantit la plupart des droits sociaux considérés d'une nécessité primordiale pour la vie des hommes. Dans son article 33, figure le droit des travailleurs de s'organiser en vue de l'amélioration de leurs conditions de travail. En surplus, le droit commun en matière d'association bénéficie aussi de la protection de la Constitution. C'est ce que l'Article 14 exprime en indiquant que les citoyens ont le droit de s'unir et de se concerter, et qu'ils peuvent former des associations en vue de la poursuite d'objets licites. La réglementation détaillée doit faire l'objet de lois spéciales.

Une loi ordinaire du 28 février 1922 est intervenue pour affirmer le droit que cette constitution assure aux travailleurs. Cette loi s'occupe spécialement de la protection des ouvriers, prévoit que ceux-ci peuvent s'organiser en associations spéciales pour défendre leurs intérêts économiques, culturels et moraux (art. 35). Ces associations peuvent grouper des travailleurs appartenant ou non à la même profession, elles peuvent à leur tour former des fédérations soit locales, soit plus vastes. Toutefois, cette loi ne réglemeute pas en détail la formation des associations et n'indique pas les conditions auxquelles son existence est subordonnée. Et c'est notamment là que les règlements particuliers, aux-

quels nous avons fait allusion plus haut, interviennent. Il n'est pas nécessaire de souligner les inconvénients qui peuvent en dériver. On se demande si l'autorisation ou la non-interdiction, à laquelle ces textes subordonnent la création d'une association, est conciliable avec l'article 33 de la Constitution qui accorde aux salariés le droit d'association sans réserve.

2° Le contraire de cette législation, plus ou moins favorable aux ouvriers, se trouve dans la loi du 2 août 1921, loi qui vise la Protection de l'Etat et dont nous connaissons l'origine. Les dispositions qu'elle contient, peuvent restreindre considérablement tout ce qu'avaient prévu la Constitution et la Loi pour la Protection des travailleurs.

Quelques-unes de ses dispositions, comme nous l'avons déjà remarqué, visent le communisme et les associations terroristes en atteignant les syndicats indirectement de telle manière que l'autorité compétente peut toujours désigner l'activité de certains syndicats comme anti-étatique. Cette loi dit, par exemple, qu'il est criminel de créer une association ayant pour objet la propagande du communisme, de l'anarchisme ou du terrorisme, de soutenir une telle association ou de s'y affilier. Son article 15 indique que les autorités administratives peuvent dissoudre une association professionnelle ou autre, lorsqu'elles constatent que l'association ne poursuit plus l'objet autorisé par la loi et qu'elle a commencé clandestinement ou ouvertement à s'occuper de propagande étrangère à son objet primitif ou à déployer une activité prohibée ou illicite. L'article 12 prévoit l'emprisonnement, l'application d'une amende, ou les deux peines à la fois à quiconque, dans une réunion publique, en plein air

ou dans un local fermé, porte ou distribue des insignes, des drapeaux ou des affiches dans le but d'inciter le public, par des appels et des excitations, à remplacer l'ordre légal existant par un autre, au moyen d'un coup d'Etat, de la destruction de la propriété privée ou de la perturbation de la tranquillité publique.

Si un syndicat ne respecte pas ces dispositions et si dans ses réunions ou dans ses séances il manifeste des tendances communistes, il sera dissous. La question de savoir si un syndicat fait de la propagande syndicaliste ou communiste est laissée à l'appréciation des autorités administratives. Au syndicat qui a été dissous, il reste la possibilité d'en appeler, dans un délai de trois jours, contre la décision de dissolution devant le tribunal compétent de première instance.

Ces quelques citations suffisent pour démontrer combien a été précaire la situation des syndicats socialistes, en ne parlant pas des syndicats indépendants qui ont essayé de continuer clandestinement l'action des syndicats communistes.

Cette législation est restée en vigueur jusqu'à nos jours en gardant toujours le même esprit qui avait inspiré ses créateurs. L'abolition de la Constitution de Vidovdan par le manifeste du roi Alexandre du 6 janvier 1929, la dictature qui l'a suivi pendant presque trois ans, la nouvelle Constitution du 3 septembre 1931, n'ont apporté aucun changement essentiel à ces prescriptions.

La loi sur les Associations, réunions et conciliabules du 28 septembre 1931 a été promulguée avec l'intention d'imposer les mêmes conditions de forme à toute sorte d'association. Les dispositions de cette loi s'appliquent aussi aux syndicats. Voici les principes de la forme unique : le dépôt des sta-

tuts à l'administration du deuxième degré et l'autorisation préalable et obligatoire. L'administration approuvera les statuts si l'association professionnelle n'est pas, d'après son nom, son but ou son organisation, contraire à l'ordre ou à la morale publique. De plus, un délégué du gouvernement peut assister aux réunions des associations et il peut suspendre les décisions adoptées si elles sont dirigées contre l'ordre public. La dissolution de l'association peut être proclamée pour les mêmes raisons que le refus de l'autorisation des statuts.

Comme on le voit, cette loi, loin d'atténuer la rigueur de la Loi pour la protection de l'Etat, a encore raffermi le contrôle que les autorités administratives font peser sur les syndicats ouvriers. Ces derniers n'ont jamais voulu se soumettre à la volonté de domestication de la classe ouvrière trop souvent tentée par les différents régimes bourgeois. Mais ils n'étaient pas capables non plus d'opposer la force morale d'une classe unie à la force politique et matérielle de la bourgeoisie, ce qui les a amenés à vivoter pendant 20 ans, sans réussir à édifier une organisation digne de la classe ouvrière qu'ils représentent.

Le renouvellement des syndicats ouvriers de l'orientation d'Amsterdam. — Par suite de ce que nous avons dit précédemment, il est facile de deviner toutes les difficultés qui entouraient le mouvement syndical à la fin de 1921. Ces difficultés furent particulièrement graves, presque insurmontables pour les syndicats affiliés à la Troisième Internationale. La déclaration formelle de l'indépendance de toute influence politique leur a, en effet, assuré de droit une existence, mais leur puissance a été brisée et leurs cadres désorganisés. Tout leur

effort concentré et répété en vue de l'unité de la classe ouvrière sur une base adaptée à la situation nouvelle rencontra une opposition catégorique auprès des militants syndicaux qui désavouèrent le communisme.

Mais ces difficultés n'en étaient pas moins gênantes pour le travail de redressement entrepris par les socialistes. Les masses ouvrières d'un côté pourchassées par la police, surtout dans les villes de province, et d'un autre côté, encore fascinées par l'idée de la révolution sociale qui leur semblait si proche et qu'elles avaient commencé à espérer, à sentir, ces masses furent profondément désillusionnées par cette volte-face soudaine. Elles ne pouvaient s'adapter à la réalité qui était tout autre chose que ce à quoi elles s'attendaient. Il était difficile aux chefs socialistes d'expliquer à ces masses qu'il n'y avait rien d'extraordinaire à cela et qu'ils avaient depuis longtemps prévu où mène la tactique communiste. Mais ils n'arrivaient pas à expliquer pour quelles raisons eux-mêmes avaient marché aussi longtemps avec les communistes. Et comment justifier le fait que d'un seul coup ils se trouvaient au même rang que les social-patriotes. Tout cela provoquait une grande confusion dans les esprits. Les syndiqués qui étaient communistes et qui savaient pour quelle raison ils l'étaient restèrent d'autant plus communistes. Mais il y avait là, une foule de communistes *éventuels*, qui n'avaient aucune conviction idéologique. Ils préoyaient la révolution et avec elle leur bien-être personnel, qui devait être d'autant plus grand que le crédit acquis d'avance serait plus solide. Les prévisions non réalisées, le communisme s'affaiblit et disparut. Ces gens qui étaient toujours prêts à changer de parti, avaient tourné le dos aux communistes, mais ils s'étaient

perdus aux yeux des socialistes qui prêchaient un effort patient de l'évolution graduelle. Et parce que les socialistes n'ont pas eu le temps, ou n'ont pas voulu à temps découvrir leurs conceptions et révéler la perspective sous laquelle ils observaient l'avenir, ils se trouvaient, le moment venu, sans un appui stable des masses ouvrières éduquées dans l'esprit d'idéologie socialiste. Signalons par exemple le cas de l'Union Ouvrière de Serbie qui, en 1922, au moment où elle fut rétablie, ne pouvait réunir plus de quelques centaines de syndiqués. Mr. Luka Pavicevitch qui nous donne ces chiffres dans un article intitulé : « Au travail » (« Ujedinjeni sindikati », novembre 1933), se félicite de constater, que ce nombre dépasse 5.000 en 1933. Pourtant, si on compare ce chiffre avec celui des Syndicats Serbes en 1911 (8.337), on voit que celui-ci surpasse celui-là de 3.000. Cette différence est d'ailleurs relativement beaucoup plus grande, étant donné le progrès industriel et avec lui l'accroissement du nombre des travailleurs depuis 1911.

Nous avons dit plus haut que les socialistes s'étaient trouvés après la promulgation de la loi sur la Protection de l'Etat sur une même ligne que les social-patriotes de l'Union Générale des Ouvriers. Cependant, cela n'était pas tout à fait vrai. Le développement historique ultérieur l'a démontré. Nous en parlerons plus tard. Ce qui est vrai, c'était le désir qui s'était manifesté à ce moment-là des deux côtés vers une solution de l'unité qui leur était nécessaire pour sauver ce qu'il était encore possible de sauver. L'unité sans communistes et contre les communistes, l'unité à tout prix, leur semblait comme une nécessité suprême. Oublier tous les différends du passé et les oppositions idéologiques du présent pour obtenir un compromis momentané. Il

paraît que l'initiative dans ce sens ait été prise par les socialistes de Zagreb qui déjà, au mois de juillet 1921, envisageaient la création d'un forum syndical pour tous les syndicats de l'orientation de l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Les social-démocrates autour de l'U.G.O. avaient accepté tout de suite l'idée de l'unité, mais la rattachèrent à deux conditions: 1) l'Unité des Partis politiques (l'unité idéologique), doit précéder l'unité syndicale. C'est la seule manière d'éviter les luttes intestines, c'est-à-dire de les localiser et de les canaliser. 2) L'unité des syndicats s'accomplit immédiatement après l'unité politique sur la base suivante: l'U.G.O. reste le syndicat des industries et des professions indiquées dans le texte et *adopte le principe suivant: une entreprise, un syndicat.*

Les socialistes ne voulurent d'abord pas accepter ces conditions en ce qui concernait la base de l'unité. Les syndicats doivent être politiquement neutres et aucune unité idéologique des partis politiques n'est préalablement nécessaire. Quant à l'U.G.O., elle doit être décomposée en plusieurs syndicats industriels. Le forum central pour le territoire de la Yougoslavie serait formé par les représentants de l'Union Ouvrière générale de la Serbie, de l'Union Ouvrière de la Bosnie-Herzégovine, de la Commission professionnelle pour la Slovénie et de l'Union Générale des Ouvriers pour la Croatie, la Slavonie, la Voïvodine, la Bosnie-Herzégovine. Ils élaborèrent dans ce sens, un « Règlement du Comité Central des Syndicats Ouvriers en Yougoslavie », et le proposent à la conférence syndicale tenue à Zagreb les 4 et 5 septembre 1921. La conférence sous la pression du parti social-démocrate de la droite rejette ce règlement et adopte cette résolution :

« Résolution de la Conférence Syndicale Nationale, tenue les 4-5 septembre 1921 à Zagreb, dans laquelle sont représentés par leurs délégués : l'Union Ouvrière Générale de Beograd et de Sarajevo ; l'Union Ouvrière Générale des ouvriers de Zagreb et de Sarajevo ; la Commission professionnelle pour la Slovenie de Ljubljana, la Fédération des employés privés de la Yougoslavie, la Fédération des ouvriers typographes de la Yougoslavie, et la Fédération des marins de Bakar.

« L'assemblée constate l'unanimité complète de tous les présents sur la question de l'édification de l'unité du mouvement syndical en Yougoslavie sur les principes suivants :

« a) l'indépendance complète des syndicats vis-à-vis de toute influence venant du dehors, celle des partis politiques ouvriers comprise ;

« b) l'orientation internationale est celle de l'Internationale d'Amsterdam.

« Pour la réalisation de ce but, les Unions Ouvrières Générales, l'Union Générale des Ouvriers et la Commission Professionnelle pour la Slovenie, créeront une commission pour la préparation de l'unité syndicale composée de trois délégués de chacune d'elles. Cette commission est chargée de préparer la pleine unité syndicale et d'organiser le Congrès de l'Unité syndicale, qui décidera de la forme et de la structure des syndicats ouvriers ainsi que de leurs tâches et des organisations économiques de la classe du prolétariat.

« Pour diriger les affaires courantes, la commission peut désigner une personne qui assumera la charge de secrétaire. Elle désignera la compétence de ce secrétaire et sa résidence (siège). Avec le consentement des forums qui sont représentés dans cette commission, elle peut élargir le cercle de son action et de ses fonctions. La Commission élaborera elle-même un règlement qui régira son travail. Finalement cette commission doit voir à ce que, dans toutes les régions, les Comités Régionaux de l'Unité se fondent et ceux-ci, à leur tour, doivent fonder les comités locaux, qui, tous, doivent agir pour la préparation du Congrès de l'Unité ainsi que pour le renouvellement et l'édification du mouvement syndical.

« La direction temporelle de cette commission jusqu'à la

réunion de cette première session, est confiée par la conférence au camarade V. Bukcheg. »

Quoique cette résolution s'exprimât assez clairement sur tous les points qui conditionnaient la réalisation de l'unité des syndicats ouvriers de l'orientation d'Amsterdam, elle ne reste pas la base définitive pour le travail du Congrès de l'Unité. Le problème politique qu'elle a cru résoudre en proclamant que les syndicats seraient indépendants de toute influence étrangère au caractère économique des organisations syndicales, ne resta que trop brûlant pour que soit réalisée l'unité syndicale sans qu'on en reparle. Il reste aussi à dire quelques mots sur la forme et la structure des syndicats unis. Nous savons quelle importance l'Union Générale des Ouvriers attachait à cette question. Elle croyait que sa forme: une entreprise, un syndicat, était une merveille de grande portée et spécialement pour le syndicalisme en Yougoslavie, qu'elle était la seule possible et utile, car, dit Mr. Koratch, « l'U.G.O. a été profondément persuadée, que c'est seulement grâce à sa forme d'organisation qu'elle a pu subsister pendant l'offensive communiste et que seule cette forme peut lui assurer un progrès durable, paisible et sûr ». Mais les autres syndicats ne partageaient pas cet avis et considéraient le système des Unions ouvrières, c'est-à-dire des fédérations de syndicats organisés selon et par professions distinctes, comme correspondant beaucoup plus à la réalité.

La première séance de la Commission, tenue à Belgrade les 5-6 octobre 1921 se préoccupe de ces deux questions : de la forme syndicale et des conceptions idéologiques et les expose dans une résolution qui devait être un nouveau pas vers l'unité. Voici les décisions qu'elle a prises :

« En ce qui concerne la question de travail se rapportant à la préparation de l'unité syndicale, la première séance de la commission constate : 1) que la tendance d'entretenir les deux types actuels du mouvement syndical empêche la création des organisations syndicales modernes avec la tendance centralisatrice selon les entreprises et les professions ; 2) que le maintien des deux types du mouvement syndical cause les conflits réciproques et dérange le rétablissement de l'édification du syndicalisme détruit ; 3) que du maintien de deux mouvements syndicaux des Unions Ouvrières Centrales et de l'Union Générale des Ouvriers résulte une lutte qui rend plus difficile l'action commune dans les questions de l'intérêt commun, car chacun d'eux juge et traite toute question selon ses propres besoins et de cette façon lèse la chose commune et empêche la classe ouvrière yougoslave de devenir le plus tôt possible, un facteur pouvant avec succès protéger ses intérêts de classe.

« Afin que la classe ouvrière de la Yougoslavie devienne ce puissant facteur en ce qui se rapporte aux questions touchant ses intérêts, la Commission se met d'accord sur les tâches suivantes : 1) que les trois institutions, l'U.G.O., l'U.O.C., la C.P. (O.R.S., G.R.S., S.K.) dans toutes leurs conférences, réunions et assemblées, popularisent la question de l'Unité syndicale en Yougoslavie ; 2) qu'elles considèrent toutes les organisations syndicales, qui n'ont pas adopté l'orientation internationale d'Amsterdam comme des adversaires et qu'elles les combattent par tous les moyens ; 3) qu'elles dirigent ses organisations fédératives vers un travail concerté des actions communes dans tous les cas où il s'agit de l'intérêt général de la classe ouvrière et de la protection des intérêts spéciaux d'une profession ; 4) la commission charge son secrétaire d'élaborer le plan en vue de la réalisation d'un type unique de syndicats ouvriers et de le communiquer immédiatement à toutes les organisations intéressées ; 5) comme l'Unité définitive du mouvement syndical est gênée par la division politique du prolétariat de la Yougoslavie, on fait appel à tous les dirigeants des partis socialistes afin qu'ils trouvent au plus tôt, dans l'intérêt de la classe ouvrière, une solution tendant à l'unité des partis. »

Ces décisions ont bientôt abouti à des résultats positifs car deux semaines plus tard, le 23 octobre 1921, la motion de l'Unité politique fut adoptée et cette unité se trouva réalisée.

Le Congrès de l'Unité syndicale fut convoqué pour les 7 à 8 janvier 1922 à Belgrade où il se poursuivit pendant ces deux jours. Son programme étant sorti d'une préparation réciproque et commune, le but visé fut facilement atteint. L'unité des syndicats de l'orientation d'Amsterdam fut réalisée mais ne trancha pas la question de forme. Les organisations Centrales des Syndicats ouvriers de Serbie, de Slovénie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine s'unissent en une nouvelle organisation centrale nommée : l'Union Centrale des Ouvriers de Yougoslavie (Glavni radnicki savez Jugoslavije). L'Union se subdivise en sections générales. Quant à l'U.G.O. elle garda le droit de décider de sa forme d'organisation. Toutefois elle cessa d'être une organisation centrale nationale et entra dans la Fédération en qualité de syndicat ordinaire.

Voici en quels termes le Congrès pose la base de la Fédération :

« Les organisations syndicales de l'Union centrale des ouvriers de Yougoslavie défendent le principe des luttes de classe ; organisés sur la base de centralisation pour le pays entier et divisées d'après les professions et le caractère de l'entreprise ; idéologiquement socialistes mais indépendantes de l'autorité des partis politiques ; quant à l'orientation internationale, elles sont affiliées aux secrétariats professionnels internationaux et par l'intermédiaire de l'U.C.O. de Yougoslavie, à la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam. »

Sur ses fondements a été élaboré un Règlement temporaire et les Statuts qui furent déposés auprès

du gouvernement en vue de l'autorisation de ce dernier. Il est intéressant de remarquer que le gouvernement n'a mis aucun obstacle à l'approbation de ces statuts et a reconnu sans délai leur légalité. Mais, au moment même où cette autorisation était remise aux syndicats, une circulaire était adressée aux commissariats de police, leur faisant savoir que les organisations de l'Union étaient légales. Cette circulaire du 24 février 1922 est caractéristique à cause de l'attitude du gouvernement envers le mouvement syndical. Elle disait notamment :

« Le ministère (de l'Intérieur) a examiné le Règlement ci-inclus, et a trouvé que ces dispositions ne s'opposent en quoi que ce soit aux ordonnances et prescriptions légales et que ce règlement est en concordance avec l'art. 33, paragraphe 3 de la Constitution, qui n'interdit pas une telle sorte d'organisation.

« En vous le remettant, le Ministère vous recommande de surveiller constamment le travail et l'activité des organisations syndicales de l'Union Centrale des Ouvriers de Yougoslavie, fondées sur le territoire de votre compétence, afin qu'elles ne sortent pas du cadre de ce Règlement. Si des cas contraires se présentent, il convient de les indiquer au Ministère et de prendre les mesures légales qui ressortent de votre compétence. »

Il n'est pas nécessaire de dire que la police n'a que trop bien compris son devoir de surveillance. Il y eut des cas où les organisations syndicales, même après deux ou trois ans, étaient encore incapables de développer leur action. Particulièrement dans les régions de l'ancienne Autriche-Hongrie, où la législation détaillée concernant la création des associations était encore ancienne et très commode pour freiner le libre développement des syndicats. La police sut très habilement d'ailleurs étouffer les libertés légalement reconnues. Malgré tous les obs-

tacles que les syndicats de l'Union Centrale des Ouvriers de Yougoslavie eurent à surmonter pendant ces premières années, une certaine progression ne manqua pas de se manifester. A la fin de 1923, l'Union englobait 31 fédérations ou syndicats avec le nombre de membres suivant :

	Ouvriers	Ouvrières	Total
En 1921.....	26.236	3.087	29.323
En 1922.....	33.317	5.866	39.183
En 1923.....	31.994	6.636	38.630

Ceci n'était qu'une ombre de ce qui avait été en 1920. On pouvait dire qu'après tout ce qui s'était passé précédemment et vu les conditions dans lesquelles les syndicats avaient pu se renouveler, ces chiffres étaient satisfaisants. C'est peut-être vrai. Ce serait surtout vrai si l'avenir leur avait assuré un essor remarquable. Hélas, les temps passaient sans que les syndicats s'agrandissent.

D'autres organisations syndicales rétablies ou fondées avant 1929. — Il est à noter ici que les syndicats communistes ne tardèrent pas à se reconstituer. Nous avons déjà insisté sur les difficultés auxquelles ils avaient eu à faire face. La proclamation de l'indépendance qu'ils avaient faite après la promulgation de la loi en vue de la Protection de l'Etat leur permit d'abord de rétablir certains syndicats et de fonder à Belgrade vers le milieu d'octobre 1921 une nouvelle centrale syndicale nommée le *Comité Central des Syndicats Ouvriers de Yougoslavie*, qui a été en effet la continuation de l'ancien Conseil Central des Ouvriers de Yougoslavie et qui a réussi à subsister jusqu'au 6 janvier 1929, jour où la dictature fut proclamée par le roi

Alexandre. Depuis 1922, les syndicats indépendants déploient toute leur activité pour élargir leur influence en ce qui concerne les syndicats socialistes. Ils lancent par voie de presse une forte propagande pour l'unité de la classe ouvrière. C'est dans ce sens que s'exprime leur Congrès de 1927. Il y eut, à plusieurs reprises des propositions directes faites par des syndicats indépendants mais il n'y fut pas donné suite par les syndicats socialistes qui ne voulurent pas croire à la sincérité de ces propositions. Nous n'avons pas de données précises sur les effectifs de ces syndicats. Le rapport du Secrétariat Central des Syndicats Yougoslaves pour 1926 les évalue de 15.000 à 20.000 membres.

Outre les syndicats indépendants, il y avait avant 1929 d'autres organisations syndicales qui ne faisaient pas partie de l'Union Centrale des Ouvriers de Yougoslavie (celle-ci, en 1925, au Congrès de Belgrade, change son nom en celui de « Fédération des Syndicats Unis de Yougoslavie ») (Ujedinjeni Radnicki Sindikalni Savez Yugoslavie : U.R.S.S.). Ces organisations n'avaient pas de caractère politique. Telles étaient l'Union des Typographes Yougoslaves qui devait être considérée comme affiliée à la Fédération syndicale internationale, et le Syndicat des Employés de Banque qui ne faisait partie d'aucune organisation internationale. Ces deux organisations s'intitulaient : les syndicats « neutres ».

Lorsque tous les groupes ci-dessus nommés appuyaient plus ou moins sur l'idée de la lutte des classes, les deux groupes suivants s'efforçaient d'assurer la collaboration du Travail et du Capital. Telle fut l'attitude des syndicats nationaux, à savoir l'Union des ouvriers croates et l'Union nationale des cheminots et marins Yougoslaves qui n'étaient pas unies entre elles d'une part, et des syndicats chré-

tiens dont l'influence ne dépassait pas la Slovénie d'autre part. Ils comptaient environ 10.000 membres.

Il convient de dire aussi un mot sur l'Union des ouvriers croates (Hrvatski radnicki Savez) fondée en 1923 par l'idéologue du mouvement paysan croate Stjepan Raditch. Cette Union n'était pas un mouvement syndical au sens propre du mot. Elle faisait corps avec le mouvement politique de la paysannerie croate. Son programme comprenait trois parties : politique, économique et sociale (1). Elle repose sur la base du nationalisme croate et de la démocratie paysanne. Elle prêche la politique de l'économie paysanne contre l'industrialisme capitaliste et marxiste. A la fin de 1928 elle comptait 17.000 membres. La dictature de janvier 1929 prononce sa dissolution et elle ne put être rétablie qu'en 1935.

Le nombre total des syndiqués entre 1921 et 1929 s'élevait en Yougoslavie si l'on ne tient pas compte des fluctuations plus ou moins sensibles de certaines années, à une moyenne de 80.000. Ce chiffre ne représentait que 8 % du million de travailleurs occupés dans l'industrie, le commerce, l'agriculture et le service domestique.

Les Grèves. — Déjà au temps de la « Proclamation » lorsque la première pression du pouvoir public contre les ouvriers se fit sentir, la plupart des employeurs profitèrent de l'occasion pour renoncer à toutes les conventions collectives conclues entre eux et les syndicats ouvriers. La dissolution

(1) A. H. Zarkovitch : Hrvatski radnicki i namjestenicki pokret ; Zagreb, 1938, page 29.

des syndicats qui suivit la promulgation de la Loi pour la protection de l'Etat, acheva de détruire ce que les ouvriers avaient acquis. Avec le renouvellement des syndicats, il fallait entrer dans de nouvelles luttes.

Ces luttes étaient urgentes. Les conditions pénibles de la vie et du travail des ouvriers ne permettaient pas d'attendre le temps où les organisations seraient riches de membres et de fonds. Ce manque de ressources a été pourtant remplacé par la volonté des ouvriers de reconquérir, coûte que coûte, ce qui leur avait été injustement enlevé. Cette volonté tenace explique quelques faits qui ne pouvaient être expliqués par l'état des organisations syndicales. Ainsi, par exemple, relativement à la faiblesse numérique des syndicats, le pourcentage des grèves, qui atteignirent le but qu'elles poursuivaient, a été très élevé. Un grand nombre de grévistes appartenait aux ouvriers non-syndiqués. Le nombre des grèves pendant l'année 1922 dépassait d'une trentaine celui de 1923 et il dépassait plus encore le nombre des grèves qui eurent lieu pendant les années suivantes. La majorité des grèves furent déclenchées sans que l'organisation centrale, l'Union des Syndicats, en eut connaissance. Les grévistes ne s'adressaient à l'Union qu'au cas où ils avaient besoin de son appui moral ou matériel. Une autre cause s'ajoutait à l'explication du succès des grèves durant 1922-1923. La misère des travailleurs était grande. L'inflation monétaire qui se prolongea jusqu'en 1924, avait abaissé le salaire réel à un niveau inouï. De cette sorte, même les salaires, qui ne furent pas diminués par les capitalistes, se trouvèrent insuffisants. Pour les ouvriers, l'augmentation des salaires était une question de vie ou de mort.

Voici les chiffres des grèves pendant les années 1919-1922-923 (le compte rendu du Comité de l'Union Centrale pour 1921-1923) :

	Nombre de grèves terminées		Nombre de grévistes		Total
	avec succès	sans succès	organisés	non org.	
1921..	20	1	2.666	755	3.421
1922..	51	7	11.468	9.891	21.359
1923..	23	7	13.158	19.583	32.747

La plus importante de ces grèves fut celle des marins, qui avait commencé le 21 juin 1923 et dura pendant sept semaines. C'était une lutte gigantesque menée le long de toute la côte Dalmate à laquelle participaient 1.280 marins avec 65 bateaux. Elle éclata à cause des salaires trop bas qui étaient inférieurs aux salaires minimums accordés dans l'industrie.

Les revendications des marins étaient : une augmentation de 120 % des salaires et aussi la reconnaissance de la journée de travail de 8 heures. L'augmentation de 120 % pourrait paraître trop élevée si on ne savait pas que seule une telle augmentation du salaire des marins permettait d'atteindre le niveau de ce que touchaient les ouvriers qualifiés pour la même durée de travail. La journée de travail de huit heures a été reconnue par la Loi pour la protection des ouvriers, et les marins ne demandaient que son application. Les marins étaient décidés de maintenir ces revendications jusqu'au bout bien que les employeurs, au cours des négociations qui avaient précédé la grève, eussent déjà déclaré qu'il leur était impossible d'augmenter les salaires. Ils reconnaissaient la justesse des revendications des marins, mais sans les subventions qu'ils avaient demandées au gouvernement, leurs entreprises ne

leur rapportaient plus aucun profit. De cette manière cette grève prenait un caractère particulier puisque le gouvernement n'avait pas voulu consentir de facilités aux propriétaires de bateaux.

Dans cette occasion l'opinion publique et même la grande partie de la presse bourgeoise se mit à côté des grévistes. L'Union centrale des ouvriers était intervenue plusieurs fois auprès du gouvernement pour que cette grève soit réglée en faveur des marins. Mais le gouvernement avait fait la sourde oreille et, en réponse, avait enjoint à la marine de guerre, de remplacer les marins et d'assurer le travail. Les syndicats protestèrent contre cette mesure et le Ministre de la Guerre déclara que cet ordre ne provenait pas de lui. Un conflit entre le Ministre de la Guerre et le Ministre des Communications publiques révéla que ce dernier était responsable. Toutefois, après un intervalle de quelques jours, la marine de guerre, cette fois avec le consentement du Ministre compétent, continua à exécuter la même affaire limitée formellement au « service des postes ». De grandes démonstrations organisées par les syndicats dans plusieurs villes et notamment à Belgrade n'aboutirent pas à un résultat positif. Le gouvernement donna l'ordre à la police des villes du littoral de prendre des mesures contre les marins, qui furent pourchassés par tous les moyens. Les arrestations, les expulsions et tant d'autres « mesures » brisèrent la résistance héroïque des marins, qui, après avoir tenu 50 jours, reprirent le travail sans obtenir aucun avantage.

C'était un exemple éclatant que même la grève, le moyen d'action ouvrière le plus efficace, *justement* menée et bien organisée n'est pas une arme sûre contre un régime qui n'est pas sincèrement démocratique et libéral.

Un cas semblable fut la grève des cheminots. Déjà en février 1922 l'Union Centrale avait fait une enquête sur la condition des cheminots. Cette enquête avait démontré que la situation matérielle des travailleurs et des employés des chemins de fer était lamentable. L'employeur unique était l'Etat, qui pouvait facilement améliorer la condition de travail. Tous les efforts entrepris par les organisations syndicales en vue d'obtenir une amélioration consentie volontairement par le gouvernement furent vains. C'est alors que la Fédération des cheminots décida pour le 5 août 1923 un arrêt du travail de 24 heures sur toutes les lignes et dans les ateliers des chemins de fer afin de protester contre la situation existante. Le gouvernement qui connut cette décision quelque temps avant ce jour, ordonna immédiatement la militarisation des cheminots qu'il avait d'avance préparée et contre les organisateurs appliqua le paragraphe 19 de la Loi pour la protection de l'Etat. Toutes les manifestations furent interdites et les réunions supprimées. De cette façon la grève fut étouffée dès le début.

Nous avons donné ces deux exemples de grèves où le gouvernement fut directement intéressé, pour montrer quelle entrave a été mise de ce côté au libre développement des actions syndicales. Cependant, comme il est signalé plus haut, beaucoup de grèves menées dans les entreprises privées ont remporté un succès, sans que toutefois le plus grand mérite en allât aux organisations syndicales. Le moment était propice pour une série de grèves spontanées.

II

DE LA DICTATURE DU ROI ALEXANDRE I^{er} AU CONGRÈS DE SARAJEVO

(1929-1934)

Avec l'avènement de la dictature, proclamée le 6 janvier 1929 par le roi Alexandre I^{er}, le mouvement ouvrier syndical a subi un nouveau choc. Cette fois, la réaction a cherché sa justification dans le danger pour les intérêts suprêmes de la nation, danger provenant, disait-elle, des passions déchaînées des partis politiques. Les coups de feu qui éclatèrent au sein de la Skoupchtina et atteignirent à mort quelques députés du parti croate et notamment les deux frères Raditch provoquèrent la décision du roi. La dictature visa, au premier plan, les libertés démocratiques et le mouvement national croate, mais aussi, d'une manière plus indirecte, le mouvement ouvrier syndical. Les syndicats indépendants à tendance communiste ainsi que l'Union des Ouvriers croates, furent immédiatement dissous. Pour les autres organisations syndicales, elles pouvaient continuer leur travail, à condition de renouveler l'enregistrement de leurs Statuts auprès du pouvoir administratif.

La Fédération des Syndicats unis de Yougoslavie (Ujedinjeni Radnički Sindikalni Savez - U.R.S. S.) que nous avons connue sous le nom de l'Union

Centrale des Ouvriers de Yougoslavie, avait rempli déjà à la fin du mois de janvier 1929 toutes les formalités nécessaires pour assurer son existence. Mais les méfaits de la dictature politique ne lui permettaient pas de développer une grande activité. Ainsi, par exemple, de 36.044 membres en 1927, elle ne compte que 22.114 en 1929 (1).

Il est vrai que d'autres raisons encore contribuèrent à ce fort fléchissement des effectifs syndicaux ; en premier lieu la grande crise économique de 1929 et les conflits intérieurs provoqués par l'Union Générale des Ouvriers.

Nous connaissons le problème de la forme des organisations syndicales, ce problème qui était toujours soulevé par l'Union Générale des Ouvriers. Nous avons vu aussi de quelle façon elle l'avait posé à l'occasion du Congrès de l'Unité en 1922. Pour elle, il était essentiel de garder la formule : une entreprise — un syndicat. En entrant à l'Union Centrale des syndicats, elle avait perdu l'importance d'une centrale nationale, mais dans l'art. 62 des statuts, elle avait réussi à conserver le principe et la forme de son organisation. Cela lui permettait d'avoir une certaine indépendance vis-à-vis de l'Union Centrale. Le fait que ces organisations englobaient les différentes professions ouvrières, lui donnait la possibilité de former des sections pour chaque profession distincte, qui, en fait, existaient à côté des fédérations indépendantes de ces mêmes professions. Cet état de choses pouvait être supporté durant les années de répression politique lorsque l'Unité Syndicale s'imposait comme une nécessité

(1) Compte rendu du II^e Congrès de la Fédération des Syndicats Unis.

suprême aussi bien pour l'Union générale des ouvriers que pour toutes les autres fédérations syndicales de l'orientation d'Amsterdam. Mais dès le moment où l'U.G.O. jugea qu'une séparation d'avec la communauté correspondrait mieux à ses fins, elle chercha un prétexte pour opérer la scission. Elle trouva ce prétexte lorsque, en 1928, une tentative fut opérée en vue de la création à Sarajevo d'une fédération régionale de l'industrie du bois dont le comité serait en même temps le comité de l'U.G.O. pour la Bosnie et l'Herzégovine. De cette manière l'U.G.O., pour la Bosnie et l'Herzégovine, serait absorbée par une seule fédération des ouvriers de l'industrie du bois qui ne représentait jusque là, dans le cadre de l'U.G.O. qu'une section numériquement forte. Cette combinaison déplaisait aux dirigeants de l'U.G.O. qui ne voulaient pas voir échapper à leur influence une catégorie aussi importante d'ouvriers. D'autre part, le Comité Général de la Fédération des Syndicats unis considérait une telle solution comme seule capable d'écarter tous les inconvénients de la situation existante. Dès lors, le conflit paraissait inévitable. L'U.G.O. décida de devenir à nouveau une centrale syndicale indépendante, et, pour couvrir la responsabilité qui en découlerait, évoqua comme excuse son ancienne conception de la « nouvelle forme » d'organisation syndicale. Le cas des ouvriers de l'industrie du bois lui offrait l'occasion désirée par elle pour accentuer la propagande en faveur de la scission. Dans une lettre du 23 mai 1929, l'U.G.O. faisait savoir à la Fédération des Syndicats Unis, qu'elle était en état de la « résistance passive » contre la Fédération. Cette « résistance » dura deux années, employées par l'U.G.O. pour la formation de sections nouvelles et pour le renforcement des sections existantes que

sa vie indépendante rendait nécessaire. Les efforts des Internationales professionnelles pour la retenir au sein de la communauté de la Fédération des Syndicats unis restèrent vains. Le Congrès de l'U. G. O. du 25 mai 1931 décide son départ définitif de la Fédération. Le désir de créer une nouvelle centrale nationale des syndicats ne put être réalisé par l'U. G. O. Elle se partagea peu après en deux centrales, l'une à Zagreb et l'autre à Belgrade — toutes deux sans importance. Les organisations qu'elle avait en Slovénie restèrent fidèles à la Fédération des Syndicats Unis. De telle sorte l'U. G. O. se vit dans l'obligation de chercher un appui dans la collaboration des syndicats jaunes et fascistes créés à ce moment sous la protection des régimes dictateurs et ayant pour base l'idée du nationalisme intégral.

Il est à peine utile de mentionner ici ces syndicats jaunes dont la durée ne dépassa guère celle des régimes qui les avaient créés. Sous le régime du général Givkovitch existaient les « Syndicats nationaux des ouvriers yougoslaves » (Yugoslovenski Nacionalni Radnicki Sindikati) comme fédération nationale. Le seul mérite de ces syndicats résidait peut-être dans le fait qu'ils ont rassemblé autour d'eux une foule du lumpen-prolétariat toujours prêt à servir les ambitions des politiciens peu scrupuleux.

La crise de 1929 s'accroît encore dans les années suivantes. Le nombre des chômeurs devenait de plus en plus grand dans toutes les branches de l'économie nationale. Mais la crise sévissait surtout dans l'agriculture. Le chômage y prenait des proportions énormes et provoqua la dissolution de la Fédération Nationale des ouvriers de l'agriculture,

ce qui représentait pour la Fédération des Syndicats Unis une perte de 8.000 membres organisés.

Le Congrès de Sarajevo de la Fédération des Syndicats Unis, qui a eu lieu le 15-16 décembre 1934, eut une importance particulière, parce qu'« il démontra pour la première fois depuis longtemps, que, idéologiquement, le mouvement ouvrier de classe formait une unité indivisible ». M. Krekitch qui a écrit ces lignes dans les « Syndicats unis », n° 11-12, 1934, comprend évidemment par « mouvement ouvrier de classe », les organisations syndicales de la F.S.U. et les Fédérations des typographes et des employés de banques qui étaient les seules organisations ouvrières légales à tendance socialiste. Pourtant leurs effectifs de la fin de 1933 dépassaient à peine une trentaine de mille membres. Cette unité idéologique qui se manifesta au Congrès de Sarajevo n'était pas imposante par le nombre des syndiqués qui se trouvaient représentés à ce Congrès, mais, par leur volonté persévérante d'implanter l'action syndicale exclusivement sur le terrain économique et social. Le programme adopté par le Congrès dit notamment ceci :

« Dans leur marche commune vers l'amélioration des intérêts de tous, les ouvriers et les employés s'associent dans les organisations syndicales. Ils laissent de côté tous les mouvements qui ne sont pas économiques ou sociaux. En vue de créer une communauté la plus complète de classe de tous les ouvriers et employés, les syndicats se dressent ouvertement contre toutes les tendances qui, passant outre, aux détails communs de tous les ouvriers et employés, tendent à les partager en des organisations soit religieuses, soit « nationales » (jaunes), ou des partis politiques. »

En s'exprimant de cette manière, le Congrès a posé la base du développement ultérieur des syn-

dicats. Il a assuré leur existence, en tant qu'organisations apolitiques. Depuis ce moment, les syndicats ouvriers affiliés à la F.S.U. de Yougoslavie sont nommés les « syndicats libres ». Toutefois la ferme intransigeance qu'ils conservèrent pour l'extrême gauche ne leur a pas permis de devenir une organisation des masses ouvrières qui n'ont jamais oublié les temps révolutionnaires de l'après-guerre. Il faut du reste reconnaître qu'une autre attitude que celle adoptée par les syndicats libres, leur aurait fait perdre leur indépendance et même leur existence. En attendant un régime de liberté démocratique, les organisations syndicales avaient une lourde tâche, celle d'assurer aux ouvriers un « toit où ils pourront s'abriter pendant la pluie » ; et, entre deux feux, de recevoir en même temps les coups des deux côtés : les reproches de la gauche qui les accuse d'opportunisme et ceux de la droite, les accusant d'internationalisme et de marxisme.

Depuis le Congrès de Sarajevo, six années se sont écoulées. Les changements profonds sont survenus dans la vie des peuples. Les idéologies totalitaires, la réaction des fronts populaires, les désillusions des masses ouvrières pendant la guerre civile en Espagne, la disparition de l'indépendance de quelques peuples civilisés du vieux monde et enfin une nouvelle guerre sanglante ont nécessairement écrit quelques pages de l'histoire des ouvriers yougoslaves. Nous renonçons pourtant d'essayer de les mettre en relief à présent. Nous nous contentons de constater qu'elles ne sont qu'un simple reflet du jeu engagé par les « grands ». Ce n'est pas le destin du syndicalisme qui est en cause, c'est

celui de l'humanité toute entière. Trop souvent l'histoire a trahi les purs idéaux des travailleurs pour qu'on n'ose cette fois souhaiter et prévoir leur triomphe. Quant aux syndicats ouvriers, ils retrouveront facilement la « nouvelle forme » leur permettant de servir non seulement les intérêts de leur classe, mais ceux de l'Homme.

Vu :

Pour le Doyen, l'Assesseur,
J. PERCEROU.

Vu : Le Président,
G. PIROU.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Université de Paris,
G. ROUSSY.



BIBLIOGRAPHIE

En langue yougoslave :

- LAPTCHEVITCH D. — Polozaj radnicke klase i Sindikalni pokret u Srbiji (La classe ouvrière et le mouvement syndical en Serbie). Beograd, 1928.
- KORATCH V. — Povjest radnickog pokreta u Hrvatskoj i Slavoniji, I-II (L'histoire du mouvement ouvrier en Croatie-Slavonie). Zagreb, 1930.
- KREKITCH B. — Proslost i Sadasnjost Slobodnih radnickih Sindikata (Le présent et le passé des syndicats ouvriers libres). Zagreb, 1930.
- Radnicki Sindikati (Les syndicats ouvriers). Beograd, 1926.
- Zadatak radnickih Sindikata u miru i ratu (Le devoir des syndicats ouvriers en temps de paix et en temps de guerre). Beograd, 1940.
- KONSTANDINOVITCH Dr. N. — Ekonomska uloga radnickih sindikata (Le rôle économique des syndicats ouvriers). Beograd, 1934.
- KRISTAN A. — O delavskem in Sosijalisticnem gibanju na Slovenskem do ustanovitve Socijalno - demokratske Stranke (Du mouvement ouvrier socialiste en Slovénie jusqu'à la création du parti social-démocrate, 1848-1896) Ljubljana, 1927.
- RAUSCHER F. — Razvitak sindikalnog pokreta u Bosni i Hercegovini (Le développement du mouvement syndical en Bosnie-Herzégovine), (article dans le « Glas Slobode »). Sarajevo, 13 mai 1926.

ZARKOVITCH Al. H. — Hrvatski radnicki i namestenicki pokret (Le mouvement des ouvriers et des employés en Croatie), Zagreb, 1938.

Les journaux et les revues sont cités dans le texte.

En langue française :

Bureau International du Travail. — La liberté Syndicale ; Genève. Vol. I-V, 1927-1930.

DOLLEANS Ed. — Histoire du mouvement ouvrier. Tome I-II, Paris 1936-1939.

GIDE Ch. — Le Programme coopératiste et le Syndicalisme, Paris.

KAUTSKY K. — L'Introduction à l'ensemble du Marxisme. Paris, 1930.

LOSOVSKY Al. — Le Mouvement révolutionnaire et le Mouvement syndicaliste. Paris, 1933.

PAUL Louis. — Histoire du Mouvement syndical en France. Paris, 1920.

PIROU G. — Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire. Thèse, Paris, 1910.

POPOVITCH S. — Les corporations des métiers et les chambres consultatives en Yougoslavie. Thèse, Paris, 1923.

TODOROVITCH D. — Le Droit syndical et les Doctrines syndicalistes. Thèse, Paris, 1934.

YOVANOVITCH Dr. D. — Les effets économiques et sociaux de la guerre en Serbie. Paris, 1930.

GOLOUH R. — Le mouvement syndical dans la Province de Venise Julienne. (Article dans l' « Archive Sociale »). Beograd, 1940.

En langue allemande :

KRERITSCH B. — Die Arbeiterbewegung auf dem Balkan.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION. — Les divers aspects du syndicalisme vrier	12
Quelques mots sur la structure économique de la Yougoslavie	28
PREMIÈRE PARTIE. — LA SERBIE :	
I. — Les Associations de secours mutuels	39
II. — Les organisations syndicales	48
BOSNIE-HERZÉGOVINE	60
SLOVÉNIE	70
CROATIE	77
DEUXIÈME PARTIE. — LA PÉRIODE DE TRANSITION :	
I. — La guerre de 1914	115
II. — De l'essor des Syndicats ouvriers à leur flé- chissement, 1919-1921	133
TROISIÈME PARTIE :	
I. — L'EFFORT DU REDRESSEMENT SYNDICAL 1921-1929	161
II. — DE LA DICTATURE AU CONGRÈS DE SARAJEVO, 1929-1934	181
BIBLIOGRAPHIE	189



